
N°413 - juin
2013 - 4,60€ - 7 FS
s!lence
écologie • alternatives • non-violence
Résister
aux grands
projets inutiles
Nucléaire
Combien coûte un accident ?
Bien trop cher…
Rroms
Un peuple sans État

« Villes 30 »

3 Questions à...

Vélorution
Paris-Ile-de-France

Des associations de sept pays de l'Union Européenne ont lancé une Initiative Citoyenne Européenne (ICE) pour demander à la Commission de limiter la circulation en ville à 30 km/h. Cette campagne vous semble-t-elle un axe pertinent pour limiter fortement les nuisances de la voiture en ville (pollution atmosphérique, accidents...) ?

Oui, la Vélorution Paris – Ile-de-France soutient cette initiative. Il est nécessaire que la ville passe en zone 30 au plus vite pour diminuer considérablement la pollution de l'air mais aussi pour des questions de bruit, de risque d'accidents et enfin afin d'apaiser les comportements liés à la vitesse.

C'est une mesure facile à mettre en œuvre et extrêmement efficace. La limitation de vitesse à 30 km réduit considérablement le nombre et surtout la gravité des accidents.

Dans une ville à moins de 30 km/h, voire moins, on pourrait supprimer une grande partie de la signalisation, panneaux et feux qui représentent une surcharge d'attention et annulent toute responsabilité vis-à-vis du trafic. En fait, une telle limitation permettrait de fluidifier le trafic et de limiter les bouchons : en limitant la vitesse maximum pour certains, on augmente la vitesse moyenne des déplacements pour tous.

De plus, en France, la loi rend possible dans les « zones 30 » les double-sens cyclables dans les rues à sens unique pour les autos et les motos, ce qui rend le vélo encore plus efficace et en fait le plus rapide de tous les modes de déplacement individuels, y compris deux-roues motorisés.

Pourquoi dans les grandes villes la pollution atmosphérique augmente-t-elle alors que le nombre de voitures diminue ?

Les questions de pollution atmosphérique sont très complexes et posent souvent une question d'échelle. Par exemple, la circulation motorisée a baissé sensiblement à Paris, mais beaucoup moins en première couronne et a même augmenté en grande couronne. Au final, il n'est donc pas étonnant de voir la pollution augmenter. Pour nous, c'est donc bien au niveau global de l'agglomération qu'il faut réfléchir et viser à diminuer les transports motorisés. C'est pour cela, notamment, qu'il faut engager une politique de relocalisation des activités et de lutte contre l'étalement urbain.

le mois de Lasserpe







quoi de neuf ?

Anciens numéros

La liste des anciens numéros disponibles à la vente est indiquée en avant-dernière page. Au fur et à mesure que les numéros s'épuisent, ils sont mis progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet (nous remontons actuellement jusqu'au n°325).

Démilitarisons les adresses

Pas question dans S!lence de faire de la publicité pour les responsables de nos guerres passées. C'est pourquoi, dans les adresses que nous donnons, nous ôtons autant que faire se peut les titres des gradés qui ont donné leur nom à des rues.

AG de S!lence Samedi 15 juin

L'assemblée générale de l'association *S!lence* se tiendra le **samedi 15 juin** dans nos locaux. Accueil à partir de 9h30.

Le matin, nous discuterons de la ligne éditoriale et nous ferons les bilans de l'année 2012.

Après un repas partagé, nous discuterons des perspectives d'avenir concernant la revue et les activités qui s'y greffent (groupes locaux, co-éditions, liens avec d'autres réseaux…), les conditions de travail et le renouvellement de notre conseil d'administration.

L'AG est ouverte à tous, mais seul(e)s les adhérent(e)s peuvent voter.

S'inscrire si possible avant au 04 78 39 55 33.

Exposition L'écologie en 200 dates

Du dossier du numéro 400, nous avons extrait une exposition. Celle-ci reprend les 200 dates illustrées en 42 panneaux.

Elle est disponible en location en couleur format A2 (60 x 42 cm) au prix de 50 € la semaine (neuf jours avec deux week-end, 30 € la semaine supplémentaire, frais de retour en colissimo à votre charge) ou en achat en noir et blanc, format A3 (42 x 30 cm) au prix de 10 € frais de port inclus. Parlez-en aux lieux publics autour de vous.

Présentation détaillée sur notre site www.revuesilence.net.

Quelles (autres) mesures préconisez-vous pour donner plus de place au vélo et au piéton dans la ville ?
Il est urgent de mettre en œuvre un véritable code de la rue, c'est-à-dire un ensemble de règles qui ne soient pas pensées du point de vue d'automobilistes mais du point de vue de tou-te-s les usagers de voirie. Par exemple, il faut diminuer le montant des amendes pour les cyclistes : actuellement elles ne sont absolument pas en proportion avec la gêne ou les risques liés aux comportements des cyclistes.
Il faut aussi revoir les aménagements qui ne doivent plus être conçus pour favoriser les flux, la vitesse et le stationnement des motorisés mais ceux des piétons et cyclistes. Il faut inverser l'ordre des priorités et adopter la logique « du plus faible au plus fort » : donner la priorité d'abord aux piéton-ne-s, ensuite aux cyclistes et seulement après aux véhicules motorisés. Nous sommes favorables aux « zones de rencontre », c'est-à-dire des zones avec peu de signalisation et dans lesquelles tous les usages cohabitent dans le respect mutuel.
On peut aussi imaginer des campagnes d'incitation à l'usage du vélo, sur un mode positif et pas seulement dans une perspective de répression et de sécurité routière







Prochain dossier :

Alternatives dans l'Ain

Venez nous voir les 13 et 14 juin !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **22 et 23 août, 19 et 20 septembre, 17 et 18 octobre...**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **22 juin** (pour le n° de septembre), **31 août** (pour le n°d'octobre), **28 septembre** (pour le n° de novembre)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.
N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **24 avril 2013.**

sommaire

brèves

1 km de LGV = 2 maisons de retraite

Contestation de l'utilité d'une ligne grande vitesse à travers le pays basque (Paris-Madrid)

D. R.



Manifestation contre la LGV Pays basque, le 15 mars 2012

Kepa Etchandy



Manifestation "nus et debouts" contre la construction de l'incinérateur de Clermont-Ferrand, août 2011.

Emmanuel Dubost



Manifestation NoTAV à Gênes, 17 mars 2012

D. R.



Manifestation à Notre-Dame-des-Landes, 25 juin 2006

D. R.

éditorial

Ni ici, ni ailleurs, mais autrement !

Ils se nomment Bouygues ou Areva, Vinci ou Eiffage, ou encore EDF ou RFF... Tous vantent "le développement et l'attractivité" des territoires. Leurs œuvres se nomment Zac "d'écoactivités" ou projets "écosportifs", en passant par toute sorte d'"écosites" (mot très prisé des déchèteries). La dictature de la croissance peint en vert ses grands projets inutiles imposés (GPII). Une fois réalisés, beaucoup s'avèrent non rentables mais, en raison des fameux "partenariat" public-privé, l'Etat ou les collectivités compensent les déficits.

Cette folle course en avant pour le plus grand profit de quelques-uns connaît une opposition grandissante. Les luttes contre l'EPR, le TGV Lyon-Turin ou Notre-Dame-des-Landes sont devenues emblématiques. Mais même s'ils ne sont pas "grands", beaucoup de projets sont nuisibles : encore une décharge, et une zone de loisir, une zone de commerce en plus ! S'opposer à un GPII ne peut aller sans viser un autre mode de vie : moins de biens et plus de liens, moins de gâchis énergétique, matériel, humain, plus de démocratie.

Plusieurs conflits ont eu lieu depuis les années quatre-vingt*, d'autres sont aujourd'hui en cours. *S!lence* entend donner un aperçu de l'ampleur et du sens des projets inutiles imposés, mais aussi permettre de partager un peu d'expérience en matière de lutte, à la fois *contre* ces GPII et *pour* un mode de vie écologique. Une chose est sûre, pas de meilleur futur sans résistance préalable !

Marie-Pierre Najman ■

* Internet a la mémoire courte : les sites résistants disparaissent, ne restent plus que de rares articles çà et là, qu'il y ait eu défaite ou victoire...

dossier

Dossier coordonné par Marie-Pierre Najman.

Illustration de couverture : Photomontage Damien Bouveret - Photos D.R. / Liebherr

Les grands projets inutiles imposés, nouveaux éléphants blancs...



Forum européen anti-GPII à Notre-Dame-des-Landes en 2012

De nombreux citoyens s'interrogent sur la pertinence de projets pharaoniques : infrastructures liées au transport de personnes, de marchandises, d'énergie, de matières premières ou liées à la production (d'énergie, de biens...) ; complexes touristiques, sportifs ou commerciaux...

Politiques et entrepreneurs prétendent leur vendre ces équipements comme allant de soi, au nom de l'"attractivité du territoire" ou du "développement"… dans une concurrence effrénée avec les territoires voisins, dans *une fuite en avant* vers toujours plus de croissance, de développement insoutenable, tant écologiquement que socialement.

Un mouvement naissant

Des oppositions locales à certains de ces projets ont déjà une longue histoire, mais ce qui est récent, c'est l'apparition de leurs caractéristiques communes et des résistances qu'ils suscitent, en même temps que l'utilité de la mise en réseau des luttes et des alternatives. Une réflexion collective, d'abord autour du ferroviaire, a abouti à la charte d'Hendaye en janvier 2010[1]. Les nouvelles LGV, pour un coût monstrueux, offrent à quelques-uns des gains de temps minimes, au détriment de la desserte et de l'entretien de lignes régionales.

Le premier forum européen contre les grands projets inutiles (GPI), à Venaus, en août 2011, à l'initiative de No-Tav, s'est ouvert aux thématiques de transport au-delà du ferroviaire. Le deuxième forum, à Notre-Dame-des-Landes (44) en juillet 2012, a intégré la question de l'énergie et des équipements touristico-commerciaux tels que le projet d'EuroVegas en Espagne[2]. Après débats, le terme "imposés" s'ajoute alors à la description, et l'appellation GPII est de plus en plus souvent reprise.

Comment caractériser un GPII ?

Qu'ont donc de commun un projet touristico-commercial comme EuroVegas (3 golfs, 12 casinos...), celui de l'aéroport de N.-D.-des-Landes, un projet d'EPR, de gare (Stuttgart), de contournements autoroutiers ?

En premier lieu, bien sûr, ils partagent des *proportions pharaoniques* dans au moins trois domaines : leur coût (32 milliards d'euros pour Lyon-Turin) ; leur empreinte écologique

(1) Lisible par exemple sur www.federationalto.net

(2) Le prochain aura lieu à Stuttgart, du 25 au 29 juillet 2013, dans une ville en lutte contre les dégâts d'un grand "projet de rénovation" de sa gare.



Guillaume de Crop

(destruction de terres nourricières et de zones humides, consommation de ressources naturelles vitales et/ou non renouvelables telle l'eau pour les golfs) ; la casse du lien social et des solidarités qu'ils entraînent (territoires fracturés…) Leur gigantisme même donne à leurs effets induits un caractère catastrophique.

En second lieu, les GPII s'avèrent le plus souvent *inutiles par rapport aux besoins qu'ils sont censés satisfaire.* En effet, dans la plupart des cas, les citoyens définissent des solutions alternatives, moins coûteuses écologiquement, socialement et financièrement. Peut-on soutenir un parc de casinos géant au détriment de la santé, de l'éducation ? Enfin, tous ces GPII s'inscrivent dans une logique du plus grand, plus gros, plus vite, plus centralisateur ; du plus glouton en fonds publics, en terres et autres ressources ; et bien sûr du plus juteux pour les grosses entreprises (multinationales du BTP entre autres) bénéficiaires de leur construction, et de leur gestion pour des décennies.

Mensonges, simulacres… et répression

Tous ces GPII se révèlent *fondés sur le mensonge à tous les niveaux :* mensonge sur les besoins (dont la réalité actuelle et l'évolution future sont grossièrement surestimés) ; mensonge (ou au moins opacité) sur les projets eux-mêmes ; mensonge sur les coûts ; mensonge sur le financement ; mensonge sur les compensations environnementales ; mensonge enfin sur les retombées en terme d'emploi. En effet, si la destruction des emplois agricoles directs et induits est rarement comptée en perte, les promesses les plus hasardeuses fleurissent ! On enjolive aussi le tableau en oubliant de distinguer les emplois provisoires liés à la construction et les emplois pérennes.

Les opposants élaborent alors une véritable expertise citoyenne, démasquant aux yeux des populations provisoirement abusées les folles promesses, et construisant des alternatives allant bien au-delà du seul problème posé. Autant d'occasions de réfléchir en termes de sobriété énergétique, relocalisation des productions et consommations, mise en œuvre de nouvelles solidarités. N'est-ce pas aux citoyens de décider démocratiquement qu'un projet est un GPII ?

Les décideurs respectent les formes administratives du débat public mais refusent obstinément le vrai débat démocratique. Il leur reste alors la criminalisation des opposants et le déchaînement d'une répression implacable, pour inscrire enfin leur nom de petit potentat local sur des équipements qui ne seront peut-être jamais utilisés, ou très vite abandonnés[3] !

Les GPII, la crise, la finance, le droit…

Pour les pays de Nord, les "opportunités" de profits les plus gigantesques sont maintenant représentées par les GPII. Faire du neuf et du moderne à la hache se révèle bien plus rentable qu'entretenir et améliorer, avec prudence et raison, des infrastructures existantes. L'Union européenne, par le biais de l'initiative Connecting Europe Facility (CEF) et des *"projects bonds",* promeut la privatisation et la financiarisation des infrastructures, dans une logique favorisant les spéculateurs et les investisseurs privés.

Les GPII se voient promus *solutions à la crise* systémique que nous vivons, en ramenant la "croissance" ; pourtant, c'est l'aggravation de la crise qu'ils engendrent, en creusant la dette et enfermant les collectivités territoriales dans des montages financiers calamiteux. Les banques se régalent d'accorder à des projets privés des prêts bénéficiant de la garantie des Etats.

Enfin, les promoteurs tentent *d'arracher des dérogations* inouïes aux législations théoriquement les plus solides ; ainsi pour EuroVegas à Madrid, l'autorisation d'accès des mineurs aux casinos, la modification de la loi sur le blanchiment d'argent, la casse du droit du travail…

Colosses aux pieds d'argile

A partir du local, notre réflexion collective globale a démasqué ces éléphants blancs. La mise en réseau de nos forces se poursuit, très précieuse en ces temps difficiles, d'abord fin mars 2013 au forum social mondial de Tunis (ouverture sur les grands barrages…) ; puis à Stuttgart en juillet 2013.

Ne doutons pas que ces éléphants blancs sont des colosses aux pieds d'argile et que nous pouvons les vaincre. Mais c'est le plus en amont possible, tant qu'ils sont au stade de projets, qu'il faut organiser la résistance en mutualisant nos expériences. Comme le disait Josie Riffaud (*Via Campesina*), à Notre-Dame-des-Landes cet été : *"Globalisons les luttes, globalisons l'espoir !"*

Geneviève Coiffard-Grosdoy,
membre de l'Association citoyenne intercommunale des populations concernées par le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes (ACIPA) et d'Attac ■

(3) Quand ils n'y trouvent pas également un avantage financier, eux-mêmes ou leur parti…



D.R.

S'opposer à l'A 831 ou comment résister dans la durée

Sur 64 km entre l'A837 à Rochefort (Charente-Maritime) et l'A83 à Fontenay-le-Comte (Vendée), l'A831 traverserait 17 communes petites et moyennes. Elle bouleverserait la vie de 17 000 personnes et plus de 2000 hectares agricoles seraient expropriés. Dans l'étude de 1997, on tablait sur + 5% de trafic par an mais en 2013, on n'a pas encore atteint les prévisions pour 2010. Le coût est minoré, le trafic majoré[1], avec pour objectif bien sûr le "développement économique"...

En 2011, le projet d'A831 a été réévalué, passant de 650 à 890 millions d'euros (plus 30% en 6 ans et 14 millions d'euros par kilomètre, quand la moyenne autoroutière est de 6 !)[2]. Le concessionnaire (pas encore choisi) en paierait 50 %, le reste incombant à l'Etat et aux collectivités territoriales. La région Poitou-Charentes refuse d'y participer. Ne restent que trois collectivités pour s'associer à l'Etat et trouver 445 millions d'euros : la région Pays-de-Loire et les conseils généraux de Vendée et Charente-Maritime. Pour l'instant, ils n'ont rassemblé que 400 millions…

En nous associant, on cherche à nous circonvenir

Notre association "Vivre bien en Aunis" comprend des politiques et nous coopérons avec d'autres associations, partis ou syndicats[3]. Certains nous reprochent notre position non conciliante. On nous a proposé de "gêner l'affaire" en venant aux réunions mais, en nous associant, on cherche à nous circonvenir. Nous avons été invités au conseil économique ou à la restauration de certaines mares à grenouilles, mais nous avons gardé notre indépendance. Car le débat public est biaisé : le plus souvent, quand on essaye de parler, soit on est vidé *manu militari* (une fois), soit on est privé de micro, et on subit des projections *Powerpoint* dont les conclusions sont celles de l'Etat. Or, même si nous ne parlons pas, notre présence est notée comme "concertation" !

La lutte contre les GPII se déroule presque toujours de la même façon. Quand le projet est enregistré, il y a une forte mobilisation mais ensuite il faut tenir. Nous tenons depuis 17 ans ! Comme il y a de plus en plus de résidences dortoirs, nous menons depuis 7 ans des animations qui permettent aux "périurbains" de prendre conscience de leur environnement et de nouer des liens avec nos adhérents.

Les préemptions de terres concernent surtout des agriculteurs isolés. On entend : "c'est le pot de terre contre le pot de fer" ou "ils ne trouveront pas l'argent". L'agriculture est un milieu très

(1) Ce que concluent très souvent les rapports de la loi d'orientation des transports intérieurs ("loi LOTI") qui réévaluent les réalisations 5 ans après, en y ajoutant des coûts d'entretien "imprévus"…

(2) Le prix d'un kilomètre d'A831 permettrait de rénover 14 km de voies ferrées pour seulement 1 million d'euros/km !

(3) Avec 655 adhésions et de plus en plus de relations en réseau.



Jeune martin-pêcheur bagué par un ornithologue : "la société A'lienor est autorisée à détruire des nids, œufs et nichées d'oiseaux protégés" (arrêté préfectoral du 7-07-2008, région Aquitaine, A65)

individualiste : certains voient l'occasion de finir leur carrière avec un peu plus d'argent ou de remembrer gratuitement (en Vendée). D'autres veulent négocier tout seuls. Ils s'en mordent vite les doigts, mais pendant un moment, ils nous ont manqué.

Des données oui, mais surtout du monde

Aux collectifs qui nous contactent, nous conseillons de refuser les "discussions autour d'une table" avant d'avoir acquis des connaissances, éventuellement en consultant un avocat qui a déjà œuvré dans ce domaine. Evidemment, au moment de l'enquête publique, nous n'y avions pas encore réfléchi. Or une personne qui transmet une pétition est comptée comme "une voix", même avec 300 000 signatures ! Et pour protester, il y a toute une terminologie technocratique qu'on ne connaît pas. Il est très important aussi de choisir un titre et un objet d'association assez général pour autoriser des recours variés, ici sur l'environnement comme sur les transports.

L'A65 Langon-Pau

Trois fois la distance de l'A831, neuf sites Natura 2000 impactés : le conseil national de protection de la nature (CNPN), rattaché au ministère de l'Ecologie, a rendu un avis défavorable. L'opposition a été massive et a retardé le projet mais il a quand même été réalisé et inauguré en 2010.

Il faudrait 16 000 véhicules par jour pour assurer sa rentabilité, il n'en circule que 6000 en moyenne. Mais le concessionnaire a obtenu un montage super-avantageux : toutes les dépenses comme les profits lui sont revenus à court terme mais, dans un délai de 5 ans, l'Etat devra payer pour équilibrer les comptes !

Au départ, l'important est de manifester en nombre mais il faut finir par se plonger dans les données du projet. Bien sûr, l'expertise n'est pas notre domaine mais elle doit le devenir : nous rencontrons des élus qui ne connaissent pas ou très peu le dossier ! Sans ce travail, on se ferait blouser. On utilise des rapports de la cour des comptes, du Conseil économique et social, etc., même si on est sûr que d'autres chercheront à les contredire. En plus du cadre et des enjeux locaux, il est important de maîtriser aussi des enjeux régionaux, nationaux et européens et de s'y référer.

Il y a donc eu de grandes manifs, des deux côtés d'ailleurs, mais ça s'est émoussé, à cause du temps qui passait mais aussi parce qu'au niveau des lois, il faut suivre toute une procédure pour manifester. Par exemple, on a mené une opération escargot dans le centre ville de Marans où nous réclamons un contournement court, bien plus utile et plus urgent que l'A831. Comme on n'était pas assez nombreux, on s'est retrouvé au poste avec un PV : nous roulions en-dessous de la vitesse voulue, soit 45 km/h, là où pourtant les bouchons sont fréquents…

La lutte est ambivalente. Quand on agit, il semble que cela motive certains élus pour faire avancer encore plus le projet : ils courent au ministère chercher de l'aide contre les opposants. Mais si on ne fait rien, on perd des adhésions et du soutien.

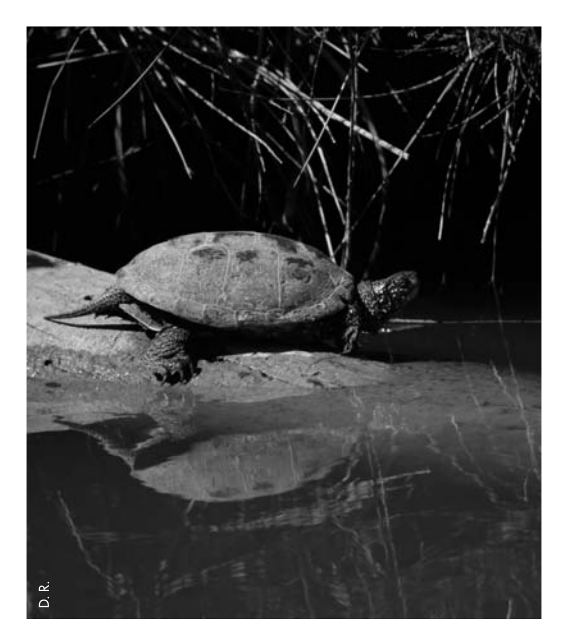
Au fond, nous avons deux objectifs : empêcher le projet en le ralentissant au maximum, et promouvoir des alternatives par, ici, une autre vision des transports. Autrement dit, la stratégie de lutte oblige à "donner de partout". Heureusement qu'il y a des personnes retraitées en pleine forme !

Ambivalence des ONG et hypocrisie de l'Etat

Les relations avec les ONG ne vont pas sans souci. Souvent, celles-ci n'agissent pas tant que le projet n'est pas en appel d'offre et une fois qu'il se concrétise, "c'est trop avancé, on ne peut rien faire". Ou alors elles arrivent quand effectivement il n'y a plus rien à faire, mais que les médias sont là pour les écouter. Et si elles font leur boulot, leur engagement est toujours double : dans les bureaux d'étude officiels et dans l'opposition. Elles n'ont donc pas les mains déliées et elles peuvent laisser tomber une revendication pour qu'une autre aboutisse. C'est un peu ce qui s'est passé pour l'A65 *(voir ci-contre)*.

Quant à l'Etat, il donne l'impression de ne pas savoir ce qu'il veut en matière juridique. C'est seulement si quelqu'un pointe telle ou telle loi qu'elle est assumée. Par exemple, on a bétonné le littoral vendéen parce que personne ne citait la loi précise qui était bafouée. Après seulement, l'Etat a réagi. Et encore faut-il être médiatisé… Dans le cas de l'autoroute A831, l'étude environnementale officielle prétend que le marais traversé n'héberge pas de visons[4]. Pourtant, les chasseurs en prennent

(4) Le vison *Mustela lutreola*, prédateur nocturne, est l'une des espèces de mammifères les plus menacées d'extinction en Europe occidentale.


D. R.


D. R.

quand ils font du piégeage de ragondins et ça paraît dans le journal. Le conseil général vient même d'être récompensé pour son action concernant les visons des marais, lui qui dit dans l'étude qu'il n'y en a pas. On en reste abasourdi !

Le cynisme est très fort, à droite comme à gauche. On parle de l'A831 aux élections mais ni avant ni après, et on évite le sujet dans les communes concernées. Les dates des décisions importantes ont toujours été les 12-14 juillet ou 20-22 décembre, quand la mobilisation est en berne. C'est vraiment mépriser le citoyen !

L'environnement comme ralentisseur

On n'a pas hésité à se tourner vers l'Europe. Comme avec Notre-Dame-des-Landes ou la THT, des zones Natura 2000 seraient impactées. Notre recours a bloqué le projet après sa déclaration d'utilité publique de 2005 mais l'Europe s'est finalement prononcée en avalant le baratin de l'Etat : pas de visons dans le marais. Le dossier est archivé et pourrait être ressorti mais il faudrait déposer une nouvelle plainte. Notre saisie du Conseil d'Etat a également échoué : il demeure ambigu dans ses conclusions, mais on ne peut le saisir qu'une fois. Par ailleurs, on risque d'être sanctionnés pour "recours abusif". Aujourd'hui, nous comptons sur des personnes expropriées pour ralentir l'accaparement des terres d'ici juillet 2015, date butoir.

Depuis la campagne électorale de 2002[5], on voit plus de gens parler de crise écologique, comprendre que du pétrole, il n'y en aura pas toujours. Et si, en plus, on fait le bilan des maladies dues aux particules fines des moteurs diesels[6], il est évident qu'il faut changer de mode de vie.

Hélas, à ce jour, aucun projet d'infrastructure n'a jamais été abandonné pour des raisons environnementales mais toujours financières. Aussi la période actuelle nous donne-t-elle de l'espoir !

Les finances comme gendarme

Depuis octobre 2012, les projets autoroutiers sont en commission de révision du schéma national d'infrastructures de transport (SNIT) qui les hiérarchise en les mettant en relation avec le service du public. Chez nous, les nouvelles navettes ferroviaires ont encore réduit l'intérêt de l'A831. La voiture aujourd'hui, c'est une nécessité dans les petits villages, mais le covoiturage et même l'autopartage se développent. On nous rétorque : et les camions ? S'ils circulent sur autoroute, les routes seront plus sûres. Mais comment l'Etat compte-t-il obliger les poids lourds à emprunter un itinéraire payant ? Depuis 2003, les autoroutes perdent du trafic. ASF n'a pas donné de chiffres depuis fin 2010 et ça baisse depuis 7 ans ! On a appris par deux fanas d'internet (il en faut dans nos luttes) que l'Etat veut faire payer les camions sur certaines départementales dès juillet 2013. Pour les forcer à prendre l'autoroute ?

Le problème actuel des grands projets c'est les finances. Pour l'A831, le conseil général a demandé un crédit à la Banque européenne d'investissement qui aurait 55 milliards d'euros à dépenser dans ce genre de projet. Mais l'appel d'offre, d'après le dossier de 2002, ne tient pas compte du surcoût environnemental préconisé par la ligue de protection des oiseaux[7]. Un nouvel appel doit donc être rédigé, du moins des compléments. L'Etat a engagé un cabinet de conseil juridique pour 400 000 €, un cabinet de Cconseil pour aide au choix du concessionnaire pour 500 000 € et encore deux études sur le trafic et l'environnement ! La nouvelle analyse d'intérêt public n'est menée qu'entre initiés, loin des affreux agitateurs que nous sommes. L'objectif semble être un maximum de peinture verte mais on s'y opposera, on peut compter sur nous !

Nelly Verdier

Membre fondateur de Vivre Bien en Aunis ■

◄ "La société A'lienor est autorisée à détruire des aires de repos et/ou sites de reproduction et/ou des pontes de Cistude d'Europe" etc. (id.).

▲ "La société A'lienor est autorisée à détruire des aires de repos et/ou sites de reproduction et des individus isolés de Pipistrelle de Nathusius répartis au sein de 18 hectares d'habitats..." (id.).

Pour aller plus loin

■ Vivre Bien en Aunis, B.P. 24, 17290 Aigrefeuille-d'Aunis, tél 05 46 35 60 81. Sur le site www.non-a831, un historique du projet et de son financement, avec les liens de nombreux documents y compris l'étude de la LPO, plus un sondage en cours des élu.es et les comptes-rendus d'activité du réseau rassemblé autour de l'association (avec les collectifs "Pour des infrastructures utiles" et "Pour l'abandon du projet A831").

■ Le collectif national Stop-Autoroute recense les projets *sur un réseau social bien connu* (30 projets actuellement, à des stades de procédure différents) et il informe sur les luttes.

(5) Avec les interventions de Nicolas Hulot, que l'on apprécie ou pas le messager...

(6) D'après France nature environnement, les moteurs diesels qui équipent 60 % des véhicules en France seraient à l'origine de 42 000 décès prématurés par an.

(7) Ligue pour la protection des oiseaux : 125 millions d'euros, pour des préconisations qui forment un tout et non une liste d'options.



D. R.

➤ *Manifestation d'une cinquantaine de tracteurs à Rennes, en octobre 2012*

Les paysans au cœur de la lutte

Les premiers opposants au projet d'aéroport nantais sont des paysans. En 1972, ils créent l'association des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA).

Il faut imaginer ce bocage habité et entretenu par des paysans et paysannes sur des exploitations plus petites donc plus nombreuses qu'aujourd'hui : 49 en 1973. Ils sont le cœur de la population locale, dont les emplois dépendent étroitement de l'agriculture (écoles et services publics, laiteries de Campbon et Bout-de-Bois, etc.). Le projet d'aéroport représente dès lors une épée de Damoclès au-dessus de leur tête...

Tous concernés avec des choix personnels respectés

La volonté et l'espoir poussent certains à transmettre leur ferme malgré la précarité de ces installations. Des jeunes s'installent "malgré tout" jusqu'en 1999. Avec la relance du projet, le processus de réduction du nombre de fermes recommence en 2000. Les départs en retraite signifient des disparitions d'exploitations, même si les terres restent cultivées par des paysans périphériques de la zone d'aménagement différé (ZAD). Les pressions psychologiques ou les offres alléchantes poussent personnes d'autres à l'arrêt anticipé ou programmé, sans transmission.

Le pacte entre les paysans de l'association de défense des exploitants concernés par l'aéroport (ADECA) peut se résumer ainsi : "Nous sommes tous concernés par ce projet auquel nous sommes opposés, mais chacun est libre de son choix, et sera respecté par les autres, sans jugement moral". L'unité de l'ADECA est à ce prix entre des paysans de toutes obédiences syndicales, politiques et idéologiques, et les paysans vont suivre des parcours très divers dans ce combat, des plus vite résignés quittant la ZAD et acceptant les dédommagements proposés, aux plus résistants décidés à tenir jusqu'au bout.

Deux priorités pour une même lutte

L'ADECA a vocation à défendre collectivement les intérêts directs de chaque exploitant. Le principal syndicat local FDSEA, devenu en 1987 Confédération paysanne, soutient ces paysans dans le même sens de défense de leurs intérêts directs, mais aussi dans une approche globale des enjeux de société qu'un tel projet révèle. Les autres syndicats, Coordination rurale et FNSEA 44/JA sont également opposés à ce projet mais les actions communes sont freinées par les divergences intersyndicales. Avec la montée des pressions sur les paysans pour qu'ils acceptent de partir, l'ADECA, les syndicats et la chambre d'agriculture divergent ou hésitent sur la priorité à donner à leur action : obtenir les meilleures conditions de dédommagement pour tous les paysans, en supposant que



Une des fermes expropriées, réoccupée par le COPAIN44

Pour en savoir plus :

- Le dossier détachable sur Notre-Dame-des-Landes dans *Silence* n° 408
- Les documents du collectif d'élu.es ACIPA sur acipa.free.fr
- Le site de la Zone à défendre ou Zone agricole durable : zad.nadir.org.
- Et beaucoup d'infos plus générales sur stopvinci.noblogs.org !

le projet se réalise, ou renforcer la lutte contre le projet avec les paysans concernés qui le veulent et les citoyens engagés.

En 2008 et 2009, des habitants nouveaux apparaissent dans la ZAD. Ils viennent occuper des terres pour des raisons diverses, en particulier pour la défense de cette zone naturelle, et pour développer des projets d'agriculture vivrière en résistant à ce projet d'aéroport.

Le mouvement COPAIN : paysan et citoyen

En juin 2011, des organisations de paysans créent le collectif d'organisations professionnelles agricoles indignées (COPAIN) décidant d'unir leurs forces pour lutter en solidarité avec les paysans "irréductibles", mais aussi pour des raisons globales, sociétales, quand bien même toutes les exploitations auraient disparu suite aux procédures juridiques d'expulsion. L'apport de ces forces collectives, de paysans de tout le département n'étant pas eux-mêmes sous une menace directe pour leur propre vie familiale, sociale et professionnelle, signifie que les paysans concernés directement peuvent affronter et subir le harcèlement, les pressions, voire décider de "jeter l'éponge" et signer leur départ, sans que pour autant la dimension paysanne de la lutte disparaisse. Cet apport montre aux porteurs du projet que vider la ZAD de ses habitants et de ses exploitations peut se révéler vain. Il montre aussi aux paysans résistants, de moins en moins nombreux, qu'ils ne sont plus seuls au milieu d'un mouvement devenu surtout citoyen.

Le 30 octobre 2012, les paysans du COPAIN apportent leur soutien aux habitants-paysans du Sabot puis, le 25 novembre, les tracteurs du COPAIN viennent protéger les maisons de la Châtaigne et maintenant la ferme de Bellevue. Des COPAIN se créent dans d'autres départements en avril 2012, signifiant ainsi que les paysans se sentent tous concernés.

Le mouvement COPAIN appelle la société à s'emparer de la question agricole, considère que l'agriculture est l'affaire de tous, et que c'est toute la société qui doit défendre la vocation nourricière des terres, les emplois agricoles, car l'alimentation concerne tous les citoyens.

Jacques Chiron
Membre du COPAIN44
Eleveur laitier bio en Loire-Atlantique ■

Rester ferme !*

"Je suis Belle vue du ciel : je crois que vos hommes m'ont remarquée, ils me passent au-dessus depuis des mois, dans leur hélicoptère, chaque semaine, parfois chaque jour, parfois plusieurs fois par jour.

Depuis bientôt deux siècles que des paysans et paysannes sont arrivés ici pour vivre de la terre, depuis bientôt deux siècles qu'ils m'ont construite à la sueur de leur front, apportant au fil des décennies des améliorations et extensions pour loger leur famille et leurs animaux, les fourrages et le matériel agricole, le sentiment d'être utile ne m'a jamais quittée.

(…) Mes habitants paysans et paysannes ont aimé trouver dans mon corps de ferme l'abri, la chaleur, la sécurité, trouver ici un sens à leur vie, la tranquillité et le refuge, le repos après des journées de travail éprouvantes. Ils ont souffert aussi, beaucoup, j'en suis témoin, mais grâce à moi, repère et repaire qui ne les jugeais pas, ils ont tenu bon dans les périodes de doute.

(…) Ce que j'ai permis en abritant ces humains et leurs animaux, c'est la production de nourriture. Sans ferme comme Bellevue, la famine s'abattrait sur l'Humanité. (…) La ville est au centre de toutes les attentions, le développement économique, la vitesse, courir, voler, communiquer, voyager, et HOP !, plus besoin de manger, de se nourrir, de déguster ? J'ai l'impression qu'il est urgent de se réveiller. Voilà pourquoi je m'adresse à vous en ces jours sombres.

Rester ferme : oui je veux rester "ferme de Bellevue", je veux servir mon pays, à ma manière. Des fermes nombreuses, viables, vivables, durables. Pour une alimentation de qualité, pour une vie rurale apaisée, dense en emplois utiles.

Ma place est ici, Monsieur le Président, et c'est donc pour vous inviter que je vous écris. Si vous trouvez inconvenant de vous présenter simplement chez moi, vous pouvez passer inaperçu à bord de l'hélicoptère..."

*Extraits de la lettre ouverte de la ferme de Bellevue envoyée à M. François Hollande avec le soutien de la coordination des opposants (sur le site acipa.free.fr, on peut lire d'autres "Paroles de campagne").



Lyon-Turin : un gouffre financier, une lutte acharnée

Expulsion de la Libre République de la Maddalena (27 juin 2011)

Trop de camions traversent les Alpes, c'est indiscutable. Faut-il pour autant creuser deux fois 57 km de tunnel et réaliser une nouvelle voie ferrée "à grande vitesse" entre Lyon et Turin ?

Non, répondent les opposants français et italiens : "Ce projet a plus de 20 ans et on voit aujourd'hui que les lignes existantes suffisent amplement." Mais comme pour tous les GPII, on continue à gonfler l'estimation des besoins et les prévisions de croissance, et on sous-évalue le financement…

La ligne existante entre Lyon et Turin a été modernisée entre 2003 et 2012 pour en augmenter la capacité, qui est aujourd'hui de 20 millions de tonnes (Mt) annuels pour Réseau ferré de France. Avec un trafic actuel qui n'était que de 3,4 Mt en 2011 et a encore baissé, pas de problème pour transférer les 15 Mt transportées par camion ! Et le passage routier par la côte méditerranéenne pourrait être reporté en mer, avec des commandes pour les chantiers-navals[1]. Quant au nombre d'emplois promis, il varie selon les interviewés : 3000, 30 000, 6000, mais un tunnel équivalent de 57 km sous le Saint-Gothard n'a créé que 1800 emplois, la plupart n'ayant duré que le temps du chantier. Côté environnement, 1500 ha de terres agricoles et de zones humides seraient détruits, ces dernières faisant tampon lors des crues (par ex. de l'Arc, en amont de Modane).

Peu d'intérêt mais un coût faramineux

Le coût de cette LGV a d'abord été évalué à 12 milliards d'euros, puis à 26 milliards par la cour des comptes (en valeur 2010), soit probablement plus de 30 milliards à ce jour, non compris de probables aléas géologiques en 15 ans de travaux ! C'est énorme : 60 fois le coût de Notre-Dame-des-Landes… Même l'ancien directeur de la SNCF, Philippe Essig, a déclaré que ce projet ne pouvait être prioritaire car les augmentations de trafic ont lieu maintenant sur l'axe Nord-Sud, en France comme en Italie, et à des niveaux plus de 10 fois supérieurs au Lyon-Turin. Par un référé envoyé à Matignon en août 2012, la Cour des comptes exige une certification par un tiers extérieur "n'ayant pas eu à travailler sur le dossier et n'ayant pas de conflit d'intérêt au regard des suites du projet".

Malgré ce bilan démotivant, Hollande et Monti ont réitéré leur accord pour le Lyon-Turin en décembre 2013. Pourquoi tant d'acharnement ?

(1) Une ligne Toulon-Rome par bateau a capté bon nombre de camions qui relient le sud de l'Italie au nord de l'Europe. Et le trafic de poids lourds baisse, du fait de la délocalisation des entreprises : les produits qui viennent de Chine arrivent par bateau.

Enjeu politique, répression et tromperie

Parmi les commissaires enquêteurs, on trouve le frère du directeur d'une société de BTP intéressée par le projet. Mais encore ? Depuis 1991, un véritable lobby, présidé par le PDG de Danone, n'a cessé de vanter la Transalpine, "maillon central du corridor ferroviaire européen Lisbonne-Kiev", pendant que les présidents se succèdent en France et en Italie.

Il semble également que l'enjeu de domination politique ne soit pas négligeable, particulièrement en Italie où l'opposition s'est très tôt et très efficacement organisée, comme un véritable contre-pouvoir citoyen face à l'Etat. Les manifestations rassemblent facilement des dizaines de milliers de personnes, en dépit de la répression gouvernementale (emprisonnements, bannissements du Val-de-Suse)(2). Les soi-disant chantiers sont "entourés de barbelés et plein de militaires", témoigne la délégation de No-Tav Savoie en visite à Chiomonte en juillet 2012.

Mais en cas de visite officielle des travaux, on n'hésite pas devant l'esbroufe. Paolo Prieri, de la coordination italienne Presidio Europa, opposée aux grands projets, nous raconte comment, juste avant l'arrivée des notables, on voit soudain s'activer les tractopelles et comment tout s'arrête quand ils sont partis, par exemple pour quelques sénateurs français, le 5 février 2013(3).

Pendant ce temps, à Florence, sur le chantier d'une autre LGV, la justice est intervenue en décembre 2012 contre des malversations mafieuses : escroquerie aux dépens de l'administration publique, corruption et gestion abusive des déblais...

Une lutte franco-italienne et pluraliste

"Du côté italien, les gens ont plus de vie communautaire, ils se sont plus vite et mieux rassemblés que nous", explique une militante du collectif d'opposants au Lyon-Turin. "En 20 ans, ils ont beaucoup retardé les travaux et les retardent encore.Ils ont obtenu une modification du trajet et une nouvelle gare, mais pas l'abandon du projet. Ils nous aident et nous les aidons pour les grosses manifestations." Le collectif qui nous parle ici ne comprend pas les célèbres No-TAV(4). "Nous nous coordonnons avec eux mais nos activités et nos contacts ne sont pas tout-à-fait les mêmes. Il y a des gens qui détestent les tags sur les panneaux ou l'affichage sauvage et n'acceptent pas de parler ouvertement de politique… Ils peuvent néanmoins être opposés au Lyon-Turin." Côté No-TAV, on revendique l'intérêt d'aller jusqu'au débat de société, chaque fois que c'est possible, mais aussi l'impératif de se coordonner entre opposants, conscients d'être d'accord sur l'essentiel : non à la LGV Lyon-Turin.



Chiara Tolomelli

"La vallée de Suse exige le respect. Pas de TGV, pas de mafia."

"Depuis deux ans, nous avons ensemble popularisé le débat, se félicite un acteur de No-Tav Savoie. Au début, la Confédération paysanne ou la FASE(5) n'étaient pas contre, faute d'avoir vraiment débattu, et 100 % d'EE-LV soutenaient la LGV ; mais ce n'est plus le cas !"

Du plomb dans l'aile ?

Il est nécessaire de participer aux réunions publiques, mais plus encore d'aller provoquer le débat dans des "points névralgiques", là où il y aura des dégâts sociaux et environnementaux : des maisons qui vont sauter, des cultures qui vont disparaître. "Actuellement, on va beaucoup en Maurienne, là où le tunnel de base doit démarrer, avec des explosions, un trafic incessant de camions pleins de matériaux y compris amiantés ou radioactifs, avec une modification possible de l'écoulement des eaux…"

Entre une opposition grandissante et la crise en Europe, "ce programme a du plomb dans l'aile". En octobre 2012, le gouvernement italien a réservé 790 millions d'euros au Lyon-Turin sur son budget triennal 2013-2015(6). Qu'y ajouteront la France, la Banque européenne d'investissement et des emprunts obligataires ? Suspense...

Côté No-Tav, on s'implique dans une lutte plus générale contre tous les projets inutiles imposés en Savoie, avec des rencontres à Chambéry en avril 2013. "Nous voulons pouvoir décider ensemble, aussi directement que possible, de nos conditions de vie et de travail. Des paroles d'expert.es sont utiles, mais il ne faut surtout pas les privilégier. L'important, pour la dynamique de la lutte, c'est d'aller au contact d'un maximum de gens et se coordonner entre mouvements, en respectant nos différences". Car le projet Lyon-Turin n'est pas une solution, c'est un problème !

Marie-Pierre Najman ■

Pour en savoir plus :

- ■ Coordination des opposants au Lyon-Turin : lacoordination-contrelelyon-turin.overblog.com
- ■ No-TAV Savoie à Chambéry : www.no-tav-savoie.org
- ■ Vivre en Maurienne, proche des Colibris et du mouvement de la Transition : Vivre en Maurienne Villarbernon 73140 Saint-Michel-de-Maurienne.
- ■ Et le lobby : Comité pour la Transalpine, 8, rue Paul-Montrochet, 69002 Lyon, www.transalpine.com

(2) Ils étaient encore 80 000 le 23 mars 2013.

(3) La tromperie fut, paraît-il, filmée par la BBC...

(4) Veut dire "Non au TGV" en italien !

(5) Fédération pour une alternative sociale et écologique.

(6) Les nouveaux élus du Mouvement 5 étoiles ont déposé, en mars 2013, un projet de loi pour demander l'annulation de l'accord franco-italien datant de 2001.



Quand va-t-on arrêter les frais ?

Le réacteur prototype EPR, en construction à Flamanville, a bien sûr été présenté comme doté de toutes les qualités. En 2006 à Cherbourg, à l'initiative du CRILAN et du réseau Sortir du nucléaire, entre 25 000 et 30 000 opposants le dénonçaient déjà comme inutile, dangereux et coûteux. A ce jour, la construction est en cours mais la lutte continue...

On l'a prétendu "européen" bien que conçu par Areva, une entreprise d'État française associée à Siemens qui a ensuite abandonné la partie ; "nouveau" alors qu'il emploie la technique américaine du PWR, à eau pressurisée, comme les réacteurs construits dans les années 1970-1980, étant seulement plus puissant (1650 mégawatts) ; "moins dangereux" parce qu'un cendrier devrait permettre de récupérer le curium du réacteur en fusion, ce qui pourtant n'exclurait pas l'accident majeur ; "réducteur en quantité de déchets", le combustible devant être utilisé plus longtemps, moins renouvelé, bien que beaucoup plus contaminé et plus difficile à gérer.

Aucun "intérêt général"

L'EPR est de fait inutile car la production d'électricité nucléaire "en base", en surcapacité en France, est vendue, souvent à perte, à l'extérieur. En raison du "tout électrique", c'est le manque de production de pointe fournie par l'hydraulique et autres renouvelables, plus le thermique classique alors acheté à l'étranger (Allemagne, Grande-Bretagne) qui posent problème !

L'EPR n'a été engagé que pour servir de vitrine commerciale à Areva et à EDF, qui cherchent à le vendre à l'étranger, avec le peu de succès que l'on sait : jusqu'à aujourd'hui, on compte plus d'effets d'annonce que d'engagements tangibles.

Il s'avère très coûteux : estimé à 1,8 milliards d'Euros en 1998 quand EDF envisageait d'installer un EPR près de Nantes, chez Ayrault, il a été réestimé à 3,3 milliards au cours de l'enquête publique de 2006 pour celui de Flamanville, à 6 milliards en 2011, et aujourd'hui 8,5 milliards ! Un énorme surcoût dû notamment aux diverses malfaçons et erreurs techniques (de la canalisation des rejets à l'affaire des consoles, en passant par les ferraillages, soudures, bétons défectueux…). Combien coûtera-t-il en 2016 ? Et combien devra-t-on payer le kWh produit par ce réacteur ?

Enfin, l'EPR est par-dessus tout dangereux, comme tous les réacteurs de même type : risques d'accidents dus à un manque de refroidissement, une explosion d'hydrogène, une chute d'avion, un attentat, etc.

Fukushima aurait dû provoquer une révision de la politique énergétique française, d'autant que l'EPR prévu pour fonctionner en 2012 a déjà quatre ans de retard, selon les dernières prévisions d'EDF. Mais le gouvernement socialiste perpétue la politique nucléaire de Sarkozy. Même s'il a

déclaré qu'il réduirait la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75 % À 50 % d'ici 2025, aucun signe n'a encore été donné dans ce sens. Au contraire, l'arrêt des vieux réacteurs de Fessenheim a été reporté à fin 2016, au moment de la mise en marche prévue pour l'EPR. De même, la construction du couloir de lignes THT vers les pays de la Loire continue, avec un passage en force policier.

Enfumage et urgence cachée

Cerise sur le gâteau nucléaire, le gouvernement a lancé un nouveau débat sur la transition énergétique, sous la houlette de pro-nucléaires notoires, selon la bonne vieille tactique pourtant très usée du "cause toujours, les choses sont déjà décidées". Le 16 janvier 2013, Hervé Machenaud, directeur exécutif d'EDF, déclarait à Flamanville : "l'EPR est en passe d'être un succès industriel. Le risque d'un nouveau dérapage des coûts ou des délais est désormais infiniment faible (…) L'EPR entrera en service en 2016 et le budget sera tenu"[1]. Oubliés, les aléas techniques, le retard de quatre ans sur le planning, la dérive colossale des coûts, les conditions de travail plus que contestables (sous-traitance en cascades et contrats douteux, notamment pour les travailleurs polonais et roumains).

Que cachent ces déclarations ? Sûrement un gros mensonge par omission : que *tout sera fait pour que l'EPR entre en service coûte que coûte en 2016* et, au plus tard, dans les trois premiers mois de 2017. La raison ? Le décret de création[2], daté du 10 avril 2007, précise dans son article 3 : "le délai pour réaliser le premier chargement en combustible nucléaire du réacteur est fixé à dix ans à compter de la publication du présent décret au Journal officiel de la République française. Ce délai constitue le délai de mise en service". En clair, si la date du 11 avril 2017 venait à être dépassée, le décret ne serait plus valable et il faudrait sans doute relancer toute la procédure administrative (débat public, enquête publique, etc., avec toutes les conséquences que l'on imagine en terme de coûts et de retards)[3]. Aussi, prenons le pari : en bon état de marche ou non, le réacteur démarrera avant la date butoir du 11 avril 2017, quitte à être arrêté quelques jours après !

Dépendance mais profits

Mais avec quel combustible ? On ne le sait toujours pas clairement : à l'origine, il était prévu d'employer du MOX, plus riche en plutonium (de 11 % à 13 % au lieu de 7 %) et, en outre, pour 100 % du combustible au lieu de 30 % dans 21 réacteurs de 900 MW. Or EDF, toujours aussi peu favorable à la filière plutonium, a étudié un uranium plus enrichi *avec un renforcement des gainages "dopés" au chrome,* peu probant aux essais. EDF aurait donc choisi, pour le moment, un démarrage à l'uranium enrichi classique, comme en Finlande à Olkiluoto. C'est d'autant plus probable qu'au cours de l'été, François Hollande est intervenu pour accélérer l'extension et le pillage par Areva des mines d'uranium du Niger, au détriment de l'environnement comme des Touaregs. Et quel est le sens, aujourd'hui, de l'intervention militaire française au Mali ? Ainsi se perpétuent la pseudo-indépendance énergétique de la France et le colonialisme le plus traditionnel, avec… la France à fric.



NPA

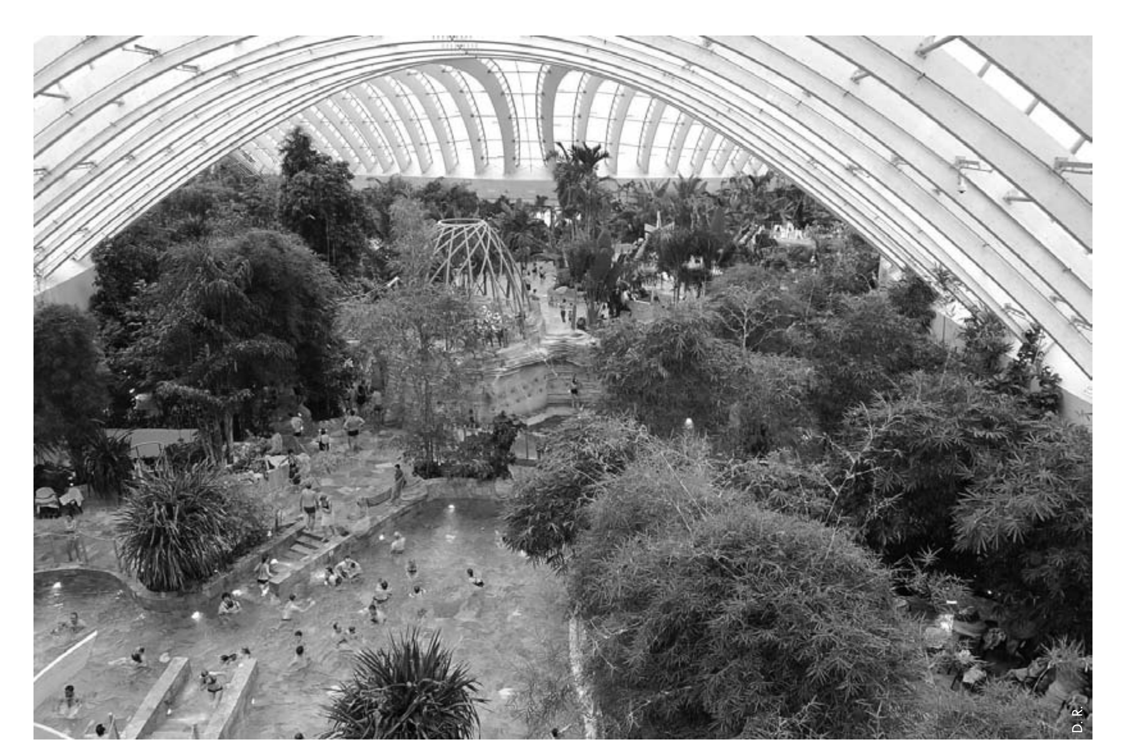
Le changement, ce n'est pas pour maintenant ! Se perpétue le développement d'un modèle énergétique à hauts risques environnementaux et sanitaires, centralisateur, autoritaire, brutal. Il nous contraint, plus que jamais depuis Fukushima, à des actions de harcèlement, comme sur les couloirs de lignes THT Cotentin-Maine et/ou à des actions de masse. Les victoires à venir dépendent d'abord de notre mobilisation, et non des institutions d'Etat, corrompues par la pieuvre nucléaire. Cependant, même si les faits nous donnent plus que jamais raison, la partie s'avère difficile tant les enjeux sont considérables pour le capitalisme d'État comme pour le capitalisme privé. Mais prenons partout des initiatives : l'histoire a prouvé que des parties apparemment perdues peuvent à terme être gagnées !

Didier Anger
Président du CRILAN (Comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire, 10, route d'Etang-Val, 50340 Les Pieux, www.crilan.fr) ■

(1) Voir la *Presse de la Manche*, *Ouest France*, les *Echos* du 17 janvier 2013

(2) http://www.legifrance.gouv.fr/jopdf/common/jo_pdf.jsp?numJO=0&dateJO=20070411&numTexte=6

(3) http://observ.nucleaire.free.fr/



➤ *Pseudo-nature sous coupole dans un Center Parc*

Chambard dans les Chambarans

Contrairement aux projets de centrales nucléaires, décharges, aéroports ou autoroutes, en général mal accueillis par les riverains ou les environnementalistes pour ce qu'ils engendrent de nuisances, pollutions et dangers palpables, le projet de *Center Parcs*, à l'ouest de l'Isère (38), se voyait au début plutôt peu critiqué, voire accepté.

Dès le départ, fin 2007, la communication de ses promoteurs fut adroitement tournée sur la "région à l'agonie ", les "centaines d'emplois créés", et l'assurance d'une exemplarité sur son "impact environnemental". Un vrai sauvetage écologiste et durable de la région ! C'est dans ce contexte qu'une opposition a dû se constituer.

Mais de quoi s'agit-il au juste ? Si ce projet voyait le jour, il s'agirait d'édifier à Roybon (1300 habitants), dans les Chambarans, en détruisant l'actuel bois des Avenières, une ville de vacances clôturée et payante de 200 ha dans laquelle seraient construits 1021 bungalows pouvant accueillir plus de 5000 touristes. N'oublions pas l'"aquamundo" qui fait le succès des *Center Parcs* : sous cette serre maintenue à 29 °C toute l'année, au milieu d'une végétation tropicale, autour d'une piscine à remous ou dans la "rivière sauvage", le client pourrait pratiquer de multiples activités sportives et "écologiques". Sous la bulle, il dépenserait sans compter, au restaurant ou dans les boutiques. À l'extérieur, mais toujours dans l'enceinte grillagée, il aurait la liberté de visiter la mini-ferme que l'on aurait reproduite pour qu'il puisse apprécier une représentation de la vie paysanne que les *Center Parcs* contribuent à détruire. Il pourrait suivre à cheval, à VTT, ou en se glissant dans la peau d'un aventurier accrobranchiste, quelques parcours dans ce bois privatisé que l'on aurait préalablement nettoyé des arbres dont le tronc ferait moins de 30 cm de diamètre, le cahier des charges l'exigeant.

Paradis fabriqué pour juteux profits

Cette sorte de ville-camp-refuge est proposée à des touristes préférant se retrouver dans un décor et une ambiance modelés, à l'écart de la vie réelle, là où ils peuvent consommer une représentation d'un exotisme rassurant et se divertir en ayant tout à portée de main (et de portefeuille !).

La société Pierre & Vacances, qui développe ce concept de paradis fabriqué, sans voiture et sous surveillance, est avant tout alléchée par l'opération immobilière. Elle choisit les emplacements potentiels des futurs *Center Parcs* en "zone de revitalisation rurale" afin que les investisseurs bénéficient d'avantages fiscaux juteux. Outre la récupération de la TVA sur le bien acheté, les investisseurs et propriétaires seraient en partie exonérés de l'impôt sur les bénéfices locatifs.

Gérard Brémond, PDG de Pierre & Vacances, a toujours su jouer de ses relations au parlement pour faire voter des décrets qui lui sont favorables, décrets d'ailleurs baptisés dans les couloirs de l'assemblée "les amendements Brémond". Il aura

même réussi, cet automne 2012, à convaincre le ministre du Budget de renoncer jusqu'en 2016 à tailler dans les avantages fiscaux de la loi Scellier, dont la fin était prévue en 2012 par la loi de finance. Cet industriel habile, pour choisir un emplacement à son futur Center Parcs, a mis en concurrence deux départements : l'Isère et la Drôme.

Entre 2008 et 2009, André Vallini, président du Conseil général de l'Isère, a dû concéder, pour remporter le *challenge* face à la Drôme, une aide de 15 millions d'euros dont 7 millions offerts directement aux investisseurs au titre des subventions aux créateurs de gîte (7000 € par "cottage") et 8 millions pour la viabilisation et les équipements publics. La région Rhône-Alpes, quant à elle, contribuerait à hauteur de 7 millions et la communauté de communes pour 15 millions.

Le terrain, propriété de la commune de Roybon, était jusqu'alors classé non constructible ; il a été acquis pour 0,30 € le m² alors que le m² constructible dans la région dépasse parfois 80 €… Il a suffi par la suite de modifier le plan local d'urbanisme (PLU) pour rendre possible le projet de construction. La société Pierre & Vacances pourrait ensuite proposer la vente des "cottages" sur plan à des investisseurs, à des prix exorbitants (235 000 € pour un 54 m² et 372 000 € pour 85 m²).

Oser lutter pour un territoire sans valeur marchande

Dans ce contexte de projet plutôt bien accueilli, l'opposition au *Center Parcs* dans les Chambarans s'est tout d'abord manifestée, dès 2008, de manière sporadique et individuelle. Le bois des Avenières ne présentant pas d'espèces "emblématiques" remarquables ou en voie de disparition, la plupart des associations environnementalistes manifestaient seulement quelques inquiétudes et suggéraient d'accompagner le projet et d'en surveiller l'exemplarité. Certaines se virent publiquement félicitées par les élus pour leur esprit constructif. Elles espéraient imposer quelques mesures rendant la construction du *Center Parcs* plus respectueuse de l'environnement.

C'est alors que nous, les "quelques opposants à *Center Parcs*", nous sommes réunis de manière informelle pour nous opposer à la construction de cette ville artificielle. Nous défendions non seulement un environnement qui se verrait dévasté (zone humide, biodiversité, nappes phréatiques, gaspillage d'eau…), mais aussi notre attachement à un territoire sans valeur marchande. Nous avons collé des affiches et rédigé des textes que nous sommes allés distribuer sur les marchés et dans les boîtes aux lettres. Un blog d'archivage[1] a été créé, réunissant des documents sur le sujet et reproduisant les textes que nous diffusions.

Nous avons alors vu paraître des témoignages de désapprobation au projet. Des pancartes hostiles furent plantées chez des riverains. Des graffitis apparurent autour de Roybon. Le panneau légal du permis de construire fut arraché. Lors de la journée organisée par Pierre & Vacances pour faire visiter l'endroit aux investisseurs, un riverain alluma dans son champ un feu de paille assez humide pour enfumer les visiteurs. Il y eut aussi quelques sabotages du travail des géomètres et notamment du bornage. On nous a rapporté que des arbres avaient été marqués de peinture comme l'étaient ceux que le cahier des charges voulait garder dans le projet, afin d'échapper à la coupe.

Elus et promoteur en plein trip (ballouhey.canalbog.com)

Refuser le "développement économique" même "alternatif"

Pour réunir cette opposition grandissante, une première promenade fut organisée sur les lieux en 2008. À sa suite, l'association officielle, "Pour les Chambaran sans *Center Parcs*"[2], fut créée. Très vite nous nous sommes heurtés, au sein de l'association, à une volonté marquée de proposer des alternatives : ici un tourisme un peu plus vert et un peu plus durable ; là un parc naturel régional. Certains proposant ce même projet à seulement quelques kilomètres de l'emplacement choisi par les promoteurs. Nous nous retrouvions ainsi, au sein de l'association, avec ceux qui, sous couvert de défendre un "développement économique dans le respect de l'environnement", voulaient améliorer l'ordre établi que nous dénoncions. Nous avons cependant réussi à ce que la contestation officielle, écologiste et associative, s'engage *contre* la construction. Ensemble nous avons décidé que l'association devait porter le projet en justice. Nous, les "Quelques opposants à *Center Parcs*" (QoCP),

(1) chambarans.unblog.fr : archivages, nombreux articles de fond, des liens vers d'autres luttes anti-GPII

(2) *Pour les Chambarans sans Center Parcs,* chez René Meynier, 1910 route de Verne, 38940 Roybon. Sur pcscp.org : suivi des recours, vie de l'association, réactions d'élus, infos environnementalistes.



Marquage dans la forêt des Avenières



Premiers dégâts…

n'avions aucune illusion quant aux demandes de recours, mais cela nous donnait un temps de répit pour décider de la suite du combat. Et de fait, ces recours ont fortement contrarié les promoteurs, notamment André Vallini et le maire de Roybon, Marcel Bachasson, qui s'indignèrent vigoureusement dans la presse et lancèrent un appel à soutenir le projet.

Nous, QoCP, avons choisi, entre 2009 et 2010, de nous retirer de l'association officielle trop respectueuse d'un monde que nous condamnions pour continuer cette lutte en toute indépendance et sans compromission. Un recueil des textes que nous avions distribués a été publié sous le titre "Chambard dans les Chambarans"[3].

(3) *Chambard dans les Chambarans, s'opposer à Center Parcs et à la marchandisation du monde*, Henri Mora, éditions Le Monde à l'envers, 2011

"Compensations" et promesses contre loi sur l'eau

Suite à l'appel du président du Conseil général et du maire de Roybon, une association de soutien au projet, réunissant essentiellement des commerçants, organisa avec l'aide des élus quelques manifestations dont l'ampleur fut loin d'être celle escomptée.

La nervosité des pro-*Center Parcs* étant vive, nous devons, depuis, affronter la brutalité, les quolibets et les menaces de certains élus et commerçants lorsque nous diffusons nos textes à Roybon.

La société Pierre & Vacances a toujours préféré prendre le temps de se débarrasser de ses opposants avant de commencer les travaux. Aujourd'hui la plupart des recours ont été rejetés. Seul le dossier concernant la loi sur l'eau et la compensation des zones humides lui pose problème : selon cette manière technocratique de gérer le monde, il est demandé à Pierre & Vacances de compenser les 60 ha de zones humides qu'elle devrait détruire durant le chantier, par l'achat et la préservation de 120 ha de zones humides (le double) dans le département ; ce qu'elle n'arrive pas à réunir puisqu'elles sont de plus en plus rares.

Ceci n'inquiète pas André Vallini, le monsieur justice du PS, qui n'a que faire du dossier sur l'eau et accepte l'idée de s'affranchir illégalement de ses contraintes. À la tribune du rassemblement des pro-*Center Parcs*, il a clairement soutenu : "si les choses s'étaient passées normalement, [sans les recours] ce soir nous inaugurerions *Center Parcs*".

Nous savons par ailleurs qu'à Notre-Dame-des-Landes, les promoteurs du projet d'aéroport sont prêts à démarrer leur chantier sans que les zones humides soient compensées ; la promesse de les reconstituer (sans trop savoir ce que cela veut dire) suffirait… Le chantier pourrait donc démarrer bientôt si les décideurs jugeaient que le conflit sur le terrain est à leur avantage. Il reste à l'opposition à prouver le contraire !

Et nous, QoCP, sommes déterminés à ce que ce bois reste une forêt libre.

Quelques opposants à *Center Parcs*
QOCP, lotissement n° 1, La Roseraie, 26350 Le Grand-Serre, qocp@orange.fr ■

politique

Catalogne

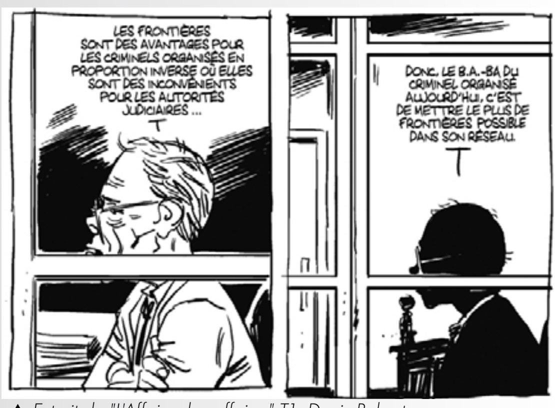
Enric Duran en procès

L'activiste catalan, anticapitaliste et décroissant, Enric Duran, avait en 2008 "exproprié" 492 000 € auprès de 39 banques par le biais d'opérations de crédit, reversant la totalité de la somme dans les mouvements sociaux et la publication de deux journaux gratuits à diffusion massive. Convoqué au tribunal le 12 février 2013, il encourt huit ans de prison ferme. Mais informé de la date seulement trois semaines en avance par son avocat au lieu des quatre mois réglementaires, et estimant ne pas pouvoir préparer sa défense, il demande le report du procès. Il proteste également contre le fait qu'aucun des vingt-trois témoins qu'il a convoqués pour la défense n'a été retenu, alors que les quinze convoqués par l'accusation ont été acceptés. Devant le refus de report du tribunal et ce qu'il nomme une « farce judiciaire », il décide de ne pas se présenter devant le tribunal, se mettant une fois de plus en situation de désobéissance civile. Alors que régulièrement des citoyens étranglés par le système des crédits sont jetés à la rue ou se suicident en Espagne, ce sont encore et toujours les créditeurs insolvables qu'on juge, et jamais les banques. *(Sources : Diagonal n°192, 7Seizh.info)*

Fraudes : pour un de pris, combien sévissent encore ?

• **Jérôme Cahuzac.** Il était, lorsqu'il était député, chargé de faire des propositions contre l'évasion fiscale. Il a pu ainsi bien connaître les mécanismes en œuvre et a su en profiter. Mais il s'est fait prendre. Il a démissionné le 19 mars 2013 du poste de Ministre du budget. L'occasion de découvrir comment on peut bénéficier, semble-t-il, de la générosité de l'industrie pharmaceutique, mais également comment on peut être en relation avec l'extrême-droite puisque son compte a été ouvert en Suisse par Philippe Péninque, ex-avocat et ancien membre du GUD, un groupe étudiant d'extrême-droite… et qui est aussi un ami de Marine Le Pen.

• **Etc.** *Le Monde* du 4 avril 2013 a révélé que l'ancien trésorier de campagne de François Hollande en 2012 possédait des actions dans deux sociétés domiciliées aux Iles Caïmans. Puis Laurent Fabius a été accusé par *Libération*, puis Jean-Marie Le Pen, puis… *Le Monde* a publié la liste de plus de 300 avocats "fiscalistes" spécialisés dans les montages pour payer moins d'impôts le plus légalement possible, et que l'on retrouve sur des fichiers provenant de Suisse. Eva Joly (*Politis*, 11 avril 2013) rappelle que "notre plus gros problème est que nous avons les plus grands paradis fiscaux au sein même de l'Union européenne, notamment la City [de Londres] et le Luxembourg". Dans les dix plus grands paradis fiscaux, selon les autorités étatsuniennes, on trouve également l'Irlande, la Suisse…



Extrait de "L'Affaire des affaires" T1, Denis Robert, Yan Lindingre et Laurent Astier, p.108

• **Stoppez l'évasion fiscale.** Le collectif pour un audit citoyen de la dette publique, avec la participation de nombreux groupes de la mouvance altermondialiste, a lancé une pétition début avril 2013 demandant à la présidence de la république pourquoi l'administration fiscale a perdu 25 000 agents depuis 2002 ; pourquoi le nombre de contrôles a baissé de 12% entre 2006 et 2011 ; pourquoi on peut estimer qu'il y a 60 à 80 milliards d'euros d'impôts non perçus sans rien faire pour les récupérer (alors que le déficit en 2012 a été de 98,2 milliards) La pétition demande l'embauche de 1000 agents par an : de source syndicale, chaque emploi créé rapporte 40 fois ce qu'il coûte à l'Etat ! Comme aux Etats-Unis, exigez des banques la liste des ressortissants français ayant des comptes à l'étranger, demandez aux banques de fermer leurs filiales dans les paradis fiscaux… La pétition se trouve sur internet : *www.audit-citoyen.org*.

société

Rroms : des préjugés tenaces

Plus encore que les musulmans, les Rroms migrants pâtissent d'une image extrêmement négative. Interrogées sur leur nombre en France aujourd'hui (environ 15 000), 5 % des personnes sondées l'évaluent à moins de 15 000, 14 % de 15 000 à moins de 20 000, 22 % de 20 000 à moins de 100 000 et 12 % à 100 000 et plus, près de la moitié (47 %) ne se prononçant pas. Mais surtout les enquêtés sont 75 % à estimer que les Rroms migrants exploitent très souvent les enfants et 71 % à penser qu'ils vivent essentiellement de vols et de trafics. Notons que s'ils sont diffus, les préjugés à l'égard des Rroms migrants ont tendance à être plus fréquents parmi les plus âgés, les catégories sociales défavorisées, les personnes les moins diplômées et les sympathisants de droite. *Rapport de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, 21 mars 2013*


Sylvain Marcelli

Un préfet condamné à reloger des familles Rroms

Le 6 avril 2013, le tribunal administratif de Lyon a condamné le préfet du Rhône à proposer à des familles Rroms qu'il venait d'expulser d'un terrain en détruisant leurs habitations, un hébergement susceptible de les accueillir dans un délai de quatre jours, sous peine d'amendes de 75 € par jour. Une plainte avait été déposée par les familles aidées par le MRAP et Enfants sans toit.
Le juge estime que « la carence de l'Etat dans son obligation d'assurer un hébergement d'urgence à des personnes sans abri est caractérisée et constitutive d'une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale des requérants ».
La décision du juge est un véritable séisme selon les associations. Dorénavant, toutes les expulsions de campements prônées par Valls vont pouvoir être contestées devant les tribunaux. La promesse de Hollande va-t-elle enfin pouvoir être tenue ?
(Source : *Mediapart*, 6 avril 2013)

Qui a gagné le Tour de France ?

Le Tour de France cycliste n'a plus de gagnant entre 1999 et 2005 car non seulement Lance Amstrong a été démis de ses titres, mais comme ses successeurs ont également été pris dans des affaires de dopages et que seuls les trois premiers ont fait l'objet de suffisamment de contrôles, on ne peut plus rien dire sur le vrai vainqueur ! Rappelons que haute compétition rime presque pour tous les sports avec tricheries et dopages sophistiqués. Sans dopage, il n'y aurait plus guère de records à annoncer !



Quel salaire net pour vivre bien ?

Selon un sondage CSA réalisé pour l'émission Capital sur M6, début avril 2013, pour vivre bien, il faut gagner au moins 2683 € net. Les hommes sont plus exigeants que les femmes (2819 contre 2558 €). Sans surprise, plus on est riche, plus on estime qu'il faut d'argent. Plus on est vieux également (3178 € pour les plus de 65 ans, 2215 € pour les 25-34 ans). Les différences sont aussi marquées sur le plan politique : 2506 € à gauche contre 3046 € à droite. Les sympathisants EELV sont les plus modestes, ceux de l'UDI, les plus avides.



Notre-Dame-des-Landes

• **25 mars,** l'UNSFA, Union nationale des architectes, demande un moratoire sur les contrats de partenariats public privé (PPP) estimant qu'avec neuf ans de recul, on arrive à un constat affligeant : la quasi totalité est accordée à seulement trois entreprises, sans véritable concurrence avec des clauses déséquilibrées en faveur du privé qui explose l'impact économique global.

• **26 mars,** dans le livre *Florange, la tragédie de la gauche,* les auteures Valérie Astruc et Elsa Freysonnet rapportent des propos d'Arnaud Montebourg de décembre 2012 lors d'une prise de bec avec Jean-Marc Ayrault : "Tu fais chier la terre entière avec ton aéroport de Notre-Dame-des-Landes, dont tout le monde se fout ! Tu gères la France comme le conseil municipal de Nantes !"

• **27 mars,** sortie du film de Pedro Almodovar *Les amants passagers.* A la fin du film, on voit un avion se poser en catastrophe sur un aéroport désert. Il s'agit de l'aéroport de Ciudad Real, à 200 km au sud de Madrid, actuellement en faillite, trois ans après son inauguration.

• **28 mars,** le tribunal de Saint-Nazaire confirme l'expulsion immédiate des habitants de la ferme de Bellevue occupée depuis le 27 janvier 2013.

• **29 mars,** la commission de dialogue annonce un report d'une dizaine de jours avant de rendre ses conclusions.

• **29 mars,** le tribunal de Saint-Nazaire autorise l'expulsion de tous les opposants qui occupent une cabane sur le site du futur aéroport.

• **2 avril,** selon un sondage commandé par *le Télégramme,* 47 % des Bretons se disent "intéressés" par la construction d'un nouvel aéroport contre 85 % qui sont "intéressés" par l'arrivée des lignes de train à grande vitesse.

• **7 avril,** inauguration de l'aéroport de Kassel-Calden en Allemagne. Coût initialement prévu : 150 millions, à l'arrivée : 271 millions. Dès les premiers jour, tous les vols sont annulés par manque de passagers. Les malheureux qui avaient réservé des places sont redirigés par taxis vers l'aéroport voisin de Paderborn (70 km)… lequel annonce une baisse de sa fréquentation de 10 % en 2012.

• **9 avril,** la Commission de dialogue rend son rapport au gouvernement. Elle estime le projet "justifié" mais appelle de "nécessaires" aménagements. Elle estime que l'aménagement de l'aéroport actuel ne permettrait pas à terme d'éviter la saturation, elle conseille de réduire la surface d'emprise sur les terrains agricoles, de respecter la compensation des zones humides, de revoir la question des dessertes routières et ferroviaires. Les analyses divergent totalement sur ce rapport. Vinci y voit la confirmation du projet… alors que EELV en conclut que cela condamne de fait le projet. Et donc on se retrouve au même point qu'à l'automne, après 6 mois de trêve. Certains médias mettent de l'huile sur le feu en estimant que le gouvernement chahuté par les affaires tient un bon sujet pour montrer son autorité (France 3), d'autres que la difficile compensation des zones humides laisse une porte de sortie au gouvernement.

• **11 avril,** la FNAUT, Fédération nationale des associations d'usagers des transports et le Réseau Action climat protestent contre le rapport de la commission de dialogue relevant que les enjeux climatiques n'ont pas été pris en compte. Rappelant que les émissions de gaz à effet de serre provenant de l'aviation ont augmenté de 100 % depuis 1990, ces deux fédérations demandent comment l'ouverture d'un aéroport plus grand peut être compatible avec les objectifs de réduction importante de CO_2 prévus dans les lois Grenelle.


D. R.

• **13 avril,** plus d'un millier de personnes participent à l'opération "Sème ta ZAD" qui consiste à planter des légumes pour assurer l'autoproduction des occupants. Malgré la pluie et la boue, les semis ont été faits (champs de pommes de terre, plantation d'arbustes fruitiers…), les chemins remis en état. Le tout dans la bonne humeur : "Il s'agit de construire là où ils veulent détruire, cultiver là où ils veulent bétonner". A signaler que les forces militaires se sont partiellement retirées la veille de la manifestation, laissant les routes libres d'accès pour la première fois depuis 143 jours. Les paysans en ont profité pour venir livrer en tracteur du matériel lourd pour la construction de nouvelles cabanes.

• **15 avril,** retour massif des gendarmes (entre 250 et 350 selon les médias locaux) et reprise des contrôles systématiques sur les routes d'accès à la zone occupée. Des incidents violents éclatent à un barrage à 7h du matin. Selon les gendarmes, ils auraient été attaqués par plus de 350 occupants. Les militaires se déploient une nouvelle fois dans les champs : grenades lacrymogènes et poivrées, flashballs. Une barricade d'accès à un des champs ensemencés pendant le week-end a été détruite par l'armée. Le calme est revenu vers 14h. Les gendarmes font état de 3 blessés dont un grave (brûlure par de l'essence enflammée) et de deux interpellations. Un bilan médical du côté des manifestants fait état de 15 personnes blessées dont 10 par flashball, dont une nécessitant cinq points de suture à la tête, et une personne évacuée par les pompiers après un arrachement de l'arcade et un enfoncement des sinus, 5 personnes présentant des brûlures provenant d'éclats de grenades, dont une gravement atteinte. Les médecins présents sur place ont protesté contre le fait que les gendarmes ont retardé de 20 minutes le passage des pompiers. Le soir, une manifestation prévue d'avance, se déroule à Nantes. Environ 200 personnes ont bloqué un carrefour important pendant plus d'une heure. Le préfet de Loire-Atlantique a *"regretté profondément ces incidents qui interviennent alors qu'il engage des discussions avec les différentes catégories d'opposants au projet".* Selon Julien Durand, de l'ACIPA, les plus radicaux des opposants avaient profité de l'absence des gendarmes, la veille, pour réinstaller des chicanes sur la principale route qui traverse les lieux, malgré l'opposition des paysans et des riverains. L'ACIPA s'interroge sur de possibles provocateurs infiltrés dans les groupes militants.

• **16 avril,** Selon *Breizhjournal,* revue en ligne, le Conseil national de la protection de la nature s'est réuni le 10 avril dernier et valide les recommandations du rapport scientifique remis au gouvernement. Il demande le respect de la loi sur la protection des zones humides. Il demande concrètement de nouvelles études sur la biodiversité et les biotopes, ce qui pourrait prendre encore deux ans. Pour faire ces études, il demande que les travaux soient suspendus ainsi que les opérations policières dans les champs. Le CNPN demande que le cas de Notre-Dame-des-Landes serve de modèle pour ensuite améliorer l'application de la loi. *Breitzh-Journal* analyse cela comme un immense recul : un retard de deux ans du chantier obligerait à renégocier le contrat avec Vinci et à refaire bon nombre des enquêtes publiques du fait de délais de validité dépassés.

• **20 avril,** après à une rencontre avec l'ACIPA, la préfecture de Nantes annonce le retrait des forces de gendarmerie déployées autour du site et l'arrêt des mesures d'exception, des contrôles systématiques… en échange de l'engagement des opposants à ne plus faire de barrage sur les routes qui traversent la zone occupée, ce qui devrait être effectif sans problème, mais aussi avec l'engagement de laisser libre l'accès aux experts chargés des études complémentaires sur le terrain pour compléter les rapports remis au gouvernement, ce qui risque d'être plus problématique tant les opposants sont divisés sur cette question.

Biologie de synthèse

Créer des organismes en laboratoire

OGM, nanotechnologies… nous n'avons encore rien vu ! La biologie de synthèse nous arrive en force des laboratoires. Elle consiste dans la création de « nouveaux systèmes biologiques » à partir d'ADN synthétique que l'on a créé à l'aide de systèmes informatiques, et qui se substitue à celui des organismes vivants. Ces êtres vivants entièrement artificiels sont appelés à être répandus dans la nature, pour contrôler des bactéries par exemple. L'actuelle ministre de la recherche Geneviève Fioraso, ex-PDG de Minatech (l'un des pires cauchemars biotechnologiques), a fait de la biologie de synthèse une priorité. Elle lance dès le mois d'avril 2013 à Paris un « Forum de la biologie de synthèse » pour faire croire à un débat, alors que la recherche financée par l'Etat avance déjà à pas précipités… et que l'on ne sait encore rien des possibles nuisances et conséquences de ce procédé démentiel. « J'estime essentiel de désamorcer les craintes que l'opinion publique



Morvan

Une nouvelle ZAD ?



D.R.



Dans le Morvan, plusieurs centaines de personnes luttent contre la destruction du bois de Tronçay, en lien avec un projet d'implantation d'un méga-scierie et d'une usine de cogénération.

Le 4 février 2013, quelques dizaines de personnes se retrouvent dans le bois de Tronçay pour s'opposer au démarrage d'un super-projet associant scierie et incinérateur, projet porté par la société belge Erscia. Une première coupe de bois doit commencer ce jour, malgré la décision du tribunal administratif de suspendre l'arrêté préfectoral qui l'avait autorisée. 70 gendarmes encadrent le chantier. S'inspirant de l'exemple de Notre-Dame-des-Landes, dès le soir, un camp commence à être élaboré avec des cabanes et plus de 600 personnes se relaient pour y assurer une présence d'au moins 20 personnes jour et nuit.



Méga scierie, méga destruction

Une première méga-scierie de ce genre devait déjà voir le jour dans la région sur un site à Sardy-les-Epiry, à 6 km de Corbigny (Nièvre). Mais le projet se déplace en 2007-2008 vers La Roche-en-Bresnil (Côte d'Or) car le premier site est jugé inadapté : trop près de zones Natura 2000, structures locales insuffisantes (routes, voies ferrées, électricité…), présence d'espèces d'arbres feuillus protégées.
Le projet revient en 2011, sous une nouvelle forme : il s'agit cette fois de transformer le bois (scierie), de produire des granulés destinés à alimenter une centrale électrique en Belgique, de produire de la chaleur et de l'électricité à travers une usine de cogénération suspectée de pouvoir aussi servir d'incinérateur. Les autorisations données par le préfet sont attaquées en justice par des habitants de Marcilly, commune la plus proche, et deux associations (Loire Vivante et Decavipec).
La lecture des dossiers fait apparaître d'autres craintes : destruction de surfaces importantes de forêts (alors que des zones industrielles sont disponibles), pollution, désorganisation de la filière bois locale… L'usine de cogénération n'est pas prévue pour les ordures ménagères, mais brûlera pour 75 % des déchets du bois à raison de 20 tonnes à l'heure pour une puissance électrique de 54 MW. La collecte des déchets bois est prévue dans un rayon de 300 km soit l'équivalent de la moitié de la surface de la France. Une cheminée de 50 m de hauteur est prévue pour évacuer 598 millions de m^3 de gaz par an, plus que les incinérateurs présents dans la région (272 tonnes contre moins de 30 tonnes pour l'incinérateur de Fourchambault).
Pour fonctionner à plein, la scierie devra consommer 3000 m^3 de bois par jour, soit environ 5 hectares de coupe… et donc 1800 hectares par an.

Des élus qui n'ont pas lu les dossiers

Alors que les milieux professionnels annonçaient pour le moment une augmentation du volume du massif forestier du Morvan, au moins jusqu'en 2030, en intégrant les besoins de cette usine, le déclin du volume de bois est maintenant prévu dès 2020. Cela signifie que non seulement, la scierie géante va très vite mettre en difficulté les scieries existantes, mais que toutes risquent de ne plus avoir de bois après 2020. L'association Adret-Morvan, qui s'est créée spécifiquement pour lutter contre ce projet estime que si l'usine va créer, selon ses investigateurs, 120 emplois, elle va en supprimer 300 dans les autres scieries. Les opposants, lors de réunions publiques ont mis en évidence que les élus locaux n'avaient pas étudié le dossier correctement, dossier qui présente par ailleurs de nombreuses incohérences.
Tous les dimanches sont organisés des accueils de volontaires pour vivre sur place.

Francis Vergier

• Adret-Morvan chez Monique Méjias, Marcilly, 58800 Cervon, http://zad-boisdutroncay.org, www.adretmorvan.org.

peut éprouver à l'égard d'un domaine émergent, sur lequel elle n'est pas pour l'heure informée », estime la ministre. Et si nous estimions qu'il fallait saboter ces faux débats avant de se lancer dans une évaluation sanitaire, sociale et écologique sereine et indépendante préalable à toute recherche sur le sujet ?
PMO, Alerte à la biologie de synthèse et aux aliens de demain, www.piecesetmaindoeuvre.com.

Lyon-Turin

Les No-Tav au Parlement

Ce sont près d'une centaine de militants No-Tav qui ont été élus en février 2013 au Sénat et au Parlement lors des dernières élections législatives, bénéficiant du succès du Mouvement 5 étoiles et de la Gauche écologie et liberté (SEL, allié aux socialistes). Cela représente environ un quart des parlementaires. Le 23 mars 2013, ils se sont retrouvés pour une visite officielle du chantier en tant que parlementaires. L'occasion d'annoncer que le Mouvement 5 étoiles avait fait une proposition de loi demandant l'annulation de l'accord franco-italien de 2001 encadrant le projet ferroviaire du Lyon-Turin. La visite du chantier a permis de se rendre compte que la galerie de reconnaissance n'a pour le moment été creusée que sur une trentaine de mètres de profondeur depuis décembre 2011, confirmant ainsi les rumeurs selon lesquelles l'argent manque. Les nouveaux élus ont aussi rappelé qu'il y a en cours un certain nombre de recours juridiques contre le projet et qu'il serait souhaitable que la justice rende son verdict. Les élus ont ensuite rejoint une nouvelle manifestation géante de 80 000 personnes pendant laquelle était distribuée une brochure "150 raisons contre le Lyon-Turin". En période de crise budgétaire, le projet d'équipement le plus cher d'Europe actuellement semble n'avoir guère d'avenir.

Amis de la Terre

Agir pour un monde responsable

Les *Amis de la Terre* avaient lancé fin 2012 un appel à projet d'initiatives locales proposant des alternatives à la surconsommation et au gaspillage. Les trois projets retenus sont :
• SNALIS à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique). *Saint-Nazaire Association Libre Informatique et Solidaire* récolte des ordinateurs, les reconditionne avec des logiciels libres et en fait don à ses adhérents lors d'ateliers : publics précaires, associations, personnes sensibilisées à l'environnement… Elle prône la réutilisation avant le recyclage, en limitant les déchets d'équipements électriques et électroniques. *SNALIS, 61, rue d'Anjou, 44600 Saint-Nazaire, www.snalis.org.*
• Vélocampus à Nantes (Loire-Atlantique). Cette association implantée au cœur de l'université de Nantes propose le prêt longue durée d'un vélo aux étudiants, un atelier de réparation favorisant l'échange des savoirs et l'entraide… *Les Amis de la Terre* leur apporteront une aide financière pour construire et mettre en œuvre un atelier mobile de réparation de vélo qui partira à la rencontre des Nantais, collectera des vieux vélos pour les réhabiliter. *Velocampus, 3, chemin de la Censive du Tertre, 44300 Nantes, tel. : 02 40 16 26 45, http://velocampus.net.*
• Elemen'terre à Toulouse (Haute-Garonne). L'association met à disposition des outils pour adopter une démarche éco-responsable sur des évènements (déchets, eau, vaisselle réutilisable…). *Elémen'terre, 37, impasse de la Glacière, 31200 Toulouse, tel. : 05 62 75 51 94, www.elemen-terre.org.*
Les Amis de la Terre France, 2B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22, www.amisdelaterre.org.



Fukushima

La terre tremble, les rats attaquent, les Shadoks pompent… et la radioactivité pollue tout.


D.R.

⮝ *Un des réservoirs enterrés qui fuit...*

• **28 mars,** 50 000 familles évacuées reçoivent une proposition d'indemnisation de la part de Tepco. Cette indemnisation concerne pour le moment uniquement les logements et prévoit une indemnité dégressive qui atteint zéro au bout de six ans.
• **29 mars,** Tepco publie un nouveau bilan sanitaire sur la période janvier-février 2013. Ce sont toujours les sous-traitants qui prennent les doses les plus importantes. On en est précisément à 3565 employés de Tepco et 22 653 sous-traitants qui sont passés sur le site depuis l'accident, soit 26 308 personnes au total. Ce chiffre n'inclut pas les pompiers et les policiers.
• Tepco publie également une étude qui prend en compte 62 radio-éléments dans l'eau contaminée pompée tous les jours. Il en ressort que le plus préoccupant est le strontium qui atteint 122 millions de becquerels par litre.
• **4 avril,** un article paru dans le journal *Gendai* fait état d'une étude du ministère de la santé réalisée dans trois préfectures à des distances différentes de Fukushima (Aomori, Yamanashi et Nagasaki) portant sur une étude de la thyroïde sur 4365 enfants de 3 à 18 ans. La proportion de nodules (moins de 5 mm) et de kystes (moins de 20 mm) y atteint respectivement par préfecture 57,6%, 69,4% et 42,5%. Par comparaison, dans la préfecture de Fukushima, c'était 35,3% en 2011, 43,6% en 2012. Les autorités en ont conclu qu'il n'y avait pas de différences significatives et donc que les habitants de la région de Fukushima ne sont pas plus malades que les autres. Mais pour des scientifiques comme Katsuma Yagasaki, de l'université de Ryukyu, ces chiffres signifient en fait que les populations éloignées de Fukushima ont aussi des problèmes de thyroïde, et ceux-ci sont d'autant plus développés qu'aucune mesure de protection n'a été prise car les autorités locales se croyaient trop loin de la centrale nucléaire.
• **5 avril,** à 14h27 (heure locale), nouvelle panne électrique qui prive d'alimentation la piscine de stockage du combustible du réacteur n°3. La panne est réparée à 17h20. Selon TEPCO, c'est en posant des plaques de protection contre les rats qu'un court-circuit a été provoqué.
• **6 avril,** TEPCO annonce avoir découvert des fuites sur deux réservoirs d'eau radioactive. Ces réservoirs n°2 et n°3 sont creusés dans le sol, avec seulement des films plastique posés au fond pour empêcher l'infiltration de l'eau. TEPCO annonce vouloir transvaser 13 000 tonnes du réservoir n°2 dans le réservoir n°1. Pour le n°3, la fuite est recherchée.
• **8 avril,** selon TEPCO, la fuite dans le réservoir n°3 est trouvée en partie haute. Il faut enlever 2000 tonnes pour faire descendre le niveau de l'eau plus bas que la fuite.
• **9 avril,** le réservoir d'eau radioactive n°1 s'avère à son tour défectueux. Le pompage du réservoir n°2 est interrompu. Il n'y a rien de prévu pour stocker l'eau rapidement ailleurs… et pendant ce temps, les eaux contaminent les sols.
• **10 avril,** faute de mieux, TEPCO reprend les pompages du réservoir 2 (qui fuit beaucoup) vers le 1 (qui fuit moins). TEPCO essaie aussi de récupérer l'eau qui est passée sous les réservoirs. Et pendant ce temps, l'eau qui arrive des réacteurs est déversée dans le réservoir n°6 (qui peut-être fuit). Les Japonais connaissent-ils la série des Shadoks ?
• Par ailleurs, un robot envoyé dans une salle d'accès au réacteur n°1 (et donc pas dans le réacteur lui-même) mesure un taux record de radioactivité : 2,1 sieverts par heure.
• **13 avril,** à 5h33 (heure locale) important séisme de magnitude 6,3 à 100 km de la centrale d'Ohi en fonctionnement.
• **14 avril,** à 22h25 (heure locale), séisme de magnitude 5,2 à proximité de la centrale accidentée de Fukushima-Daïichi.
• TEPCO annonce du retard dans le transvasement de l'eau radioactive des réservoirs qui fuient (les 2 et 3) vers celui qui fuit moins (le 1) et vers ceux qui ne fuiraient peut-être pas (le 5 et le 6). Le retard est en partie dû à des fuites… dans les tuyaux entre les réservoirs. Fuites au prochain numéro…
• **17 avril,** TEPCO annonce que l'ensemble de l'eau radioactive présente dans les réservoirs creusés dans le sol va être pompé pour être mis dans des citernes. L'opération devrait être achevée début juin.
• Nouveau séisme à 17h57, heure locale, magnitude 6,2, épicentre près de Tokyo. A 21h03, séisme de magnitude 5,8, épicentre tout près de la centrale de Fukushima.
• **18 avril,** l'Etat verse 1,7 milliards de plus à TEPCO. C'est le quinzième apport financier.
• **19 avril,** séisme de magnitude 7,2 à la limite nord du Japon, près des îles Kouriles russes.
• **21 avril,** séisme de magnitude 6,1 à 12h22 heure locale, en mer. Séisme à 19h27 heure locale de magnitude 4,2 à proximité de la centrale de Fukushima.
• **22 avril,** le refroidissement de la piscine du réacteur n°2 est interrompu pendant plus de 5 heures, deux cadavres de souris sont trouvés coincés dans un placard électrique.
• L'AIEA publie un rapport remis aux autorités japonaises : "le temps de démantèlement d'une installation si complexe en moins de 30 à 40 ans n'est pas garanti". Vous allez donc devoir lire cette rubrique pendant encore plus de 40 ans !

Une version plus détaillée se trouve sur notre site www.revuesilence.net.

Position ambiguë du Parti socialiste

François Hollande maintient que son objectif est de faire passer le nucléaire de 75 % à 50 % de notre production d'électricité d'ici 2025. Sachant que la plupart des réacteurs actuels sont vieillissants, ils devront être arrêtés avant cette date de 2025. Vouloir maintenir 50 % d'électricité nucléaire signifie donc qu'il faut les remplacer… ce qui suppose, selon un calcul d'Yves Lenoir, président des Enfants de Tchernobyl, la construction d'au moins 13 EPR. Sachant que l'on n'a pas les moyens de les construire tous simultanément, cela suppose que l'on commence rapidement… d'autant plus qu'il faut cinq à sept ans pour en construire un. Il est donc probable que le PS va stopper Fessenheim, comme il avait stoppé Plogoff en 1981… tout en laissant EDF et Areva préparer les plans des prochains réacteurs… avec début des chantiers après la prochaine élection présidentielle, soit en 2017. Saurons-nous empêcher ce scénario ?

Fessenheim

Position schizophrène

Alors que le gouvernement vient de nommer celui qui a en charge l'arrêt du réacteur, l'ASN a donné son feu vert le 19 décembre 2012 pour qu'EDF engage le renforcement de la dalle située sous les réacteurs. Ce chantier est estimé par EDF à 20 millions d'euros… et devrait permettre de retenir plus longtemps le corium (cœur fondu) en cas d'accident grave. L'ASN estime toutefois que la solution proposée par EDF ne suffirait pas en cas d'inondation du cœur. Donc EDF investit dans un processus insuffisant qui pourrait justifier encore mieux de fermer ces réacteurs.



Lot

La Terre se couvre de photopiles ?

L'association *Vivre sur le Causse* s'est battue en son temps pour sauver la ferme *La Terre* menacée par un projet de chasse privée. En 2006, Jacky Dupéty, en voisin, a hébergé le camp des *Ami-e-s de Silence,* lequel a aidé *La Terre* à faire quelques travaux de rénovation. *La Terre,* c'est 167 hectares de terres dont 35 labourables. En 2009, l'exploitation est sauvée par l'achat collectif des terres (voir n°408, janvier 2013, p17). En 2012, l'association a été contactée par la société Sicaseli qui propose de valoriser "les terres non rentables" en y installant un champ de photopiles : 60 000 panneaux qui couvriraient entre 12 et 15 hectares. Le projet repose principalement sur le soutien financier du Crédit agricole. Jacky Dupéty, membre du Conseil d'administration de l'association, a demandé qu'une information soit envoyée aux souscripteurs de l'époque (500 personnes ayant apporté 58 % du capital) pour avoir leur avis. Pour le moment, cela lui a été refusé et Jacky Dupéty a commencé à prendre contact avec les revues militantes pour faire passer l'information. Nous avons déjà rappelé dans *Silence* à plusieurs reprises qu'une terre non labourable n'est pas une terre vide. Au contraire, c'est une réserve de biodiversité. Il s'agit donc de les protéger tout comme les autres terres agricoles. Il y a en France suffisamment de toits disponibles pour y installer des photopiles sans avoir à couvrir des zones rurales utiles. Ceux et celles qui ont souscrit à l'époque peuvent prendre contact avec *Jacky Dupéty, ferme du Pouzat, 46320 Livernon, tél : 05 65 40 46 98.*

Europe

Le solaire progresse le plus vite !

Selon les statistiques de l'association européenne de l'industrie photovoltaïque, en 2011, au sein de l'Union européenne, 21,9 GW de photovoltaïque ont été installés, largement devant l'éolien (+9,4 GW), le gaz naturel (+8,8 GW), le charbon (1,3 GW)… et loin devant le fioul (en baisse de 0,4 GW) et le nucléaire (en baisse de 5,9 GW). En 2011, le solaire a couvert 5,4 % de la consommation électrique en Italie, 4,2 % en Allemagne, 3,1 % en République Tchèque, 3 % en Espagne, 2,3 % en Belgique… et 0,7 % en France. Il y a de grandes différences selon les régions : en Bavière (Allemagne), on en est à 646 W par habitant, suivi par le Brandebourg (Allemagne) 607, La Puglia (Italie) 534, l'Extramadure (Espagne) 508, … Pour la France, la Corse est en tête avec 195 W par habitant, devant Midi-Pyrénées (100), Languedoc-Roussillon (96), Picardie (77), Provence-Alpes-Côte d'Azur (75). La moyenne pour la France est de 40.

Chine

Catastrophe programmée

Comme le développement des énergies renouvelables et du nucléaire ne suffisent pas à suivre une croissance de la consommation électrique qui dépasse les 10 % par an, le gouvernement chinois a décidé la construction de nouvelles centrales au charbon pour une puissance totale de 600 GW (soit l'équivalent de près de 600 réacteurs nucléaires !). Les experts annoncent que l'extraction du charbon dans le nord du pays devra augmenter d'autant… ce qui dès 2015 consommera en eau 20 % du volume d'eau consommé en Chine en 2009. Effet de serre, pollution, pénurie d'eau… tout est en place pour une catastrophe agricole dans ce pays.

Le scénario Negawatt crée des emplois

L'association Negawatt a confié son scénario d'avenir énergétique – avec sortie du nucléaire, sobriété énergétique et recours à 100 % aux renouvelables en 2030 – à une équipe de chercheurs économistes du CNRS en leur demandant de faire une étude sur l'impact que cela aurait sur l'emploi. Le résultat, rendu public fin mars 2013, est probant : l'adoption d'un tel plan permettrait la création nette entre 220 000 et 330 000 emplois d'ici 2020 et de 570 000 à 820 000 d'ici 2030… pour un coût plus faible que la poursuite de la politique actuelle. Cette étude a été remise au gouvernement dans le cadre du débat sur la transition énergétique.



D. R.

Gaz de schistes

• **Méditerranée : Permis de détruire.** Au large des côtes espagnoles, le gouvernement distribue généreusement les concessions pour explorer de possibles gisements de pétrole sous-marins. Ainsi, des permis d'explorer sur un million d'hectares ont été délivrés à Capricom Spain SL au large du Cap Creus en Catalogne (frontière avec la France), mettant en péril plusieurs réserves marines. La multiplication des concessionnaires augmente l'impunité, car chaque entreprise rejette sur ses voisines la responsabilité des dommages environnementaux occasionnés. *(Source : Diagonal n°192)*

• **No gazaran !** Les réalisatrices Doris Buttignol et Carole Menduni ont suivi pendant deux ans le mouvement citoyen d'opposition aux gaz de schiste. Arrivé au stade la post-production, elles ont demandé un préfinancement au Centre national de la Cinématographie, aide qui leur a été refusée au prétexte de l'esprit partisan du film. Pour pouvoir finir le film, un appel à souscription a été lancé. Les particuliers peuvent acheter le DVD du film en préachat (20 € + 4 € de port), les associations et collectifs peuvent acheter le DVD avec droit de projections publiques (50 € + 4 € de port) ou devenir co-producteurs avec nom au générique et 10 DVD à disposition à partir de 1000 €. Chèques à l'ordre de *Les brasseurs de cages, Ecosite 18, ZA Brunelle, 26400 Eurre, tél : 04 27 68 90 28, www.brasseursdecages.org.*

Paris

Centrale solaire

Bertrand Delanoë a inauguré le 15 avril la plus grande centrale solaire de la capitale. 3500 m² de photopiles ont été installées sur les toits de la Halle Pajol, dans le 18e, un ancien entrepôt SNCF actuellement en cours de réhabilitation et qui sera au final un bâtiment à énergie positive. Selon la mairie, cela porte à 25 000 m² la surface de toits couverte par des photopiles dans Paris, une surface qui devrait atteindre 45 000 m² d'ici un an au vu des programmes en cours. La Ville s'est fixé un objectif de 25 % d'électricité en provenance des énergies renouvelables d'ici 2020 dans le cadre de son Plan Climat.

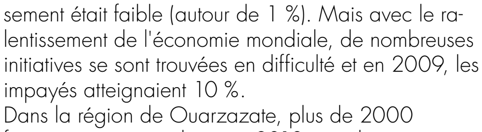

Amor Green

> **C'est la crise ! Ça veut dire que vous allez devoir vous passer de choses dont vos parents n'ont jamais eu besoin.**
> **Coluche**

Maroc

Dégage microcrédit !

Au Maroc, environ 800 000 personnes, souvent des femmes pauvres, ont eu recours au microcrédit. Ce sont des fondations, avec le soutien de la banque mondiale, qui développent ce mode de financement, soi-disant pour favoriser la micro-entreprise. 90 % des prêts de ce secteur sont faits par 4 organismes : Zakoura, Al-Amana, Fondation Banques Populaires et Fondep. Jusqu'en 2008, le taux de non rembour-



sement était faible (autour de 1 %). Mais avec le ralentissement de l'économie mondiale, de nombreuses initiatives se sont trouvées en difficulté et en 2009, les impayés atteignaient 10 %.
Dans la région de Ouarzazate, plus de 2000 femmes se sont révoltées en 2010 appelant à ne plus rembourser les emprunts. Elles dénoncent des taux d'intérêts (jusqu'à 20 %) supérieurs à ceux des banques classiques et voient dans ces prêts un moyen d'exploiter encore un peu plus les plus pauvres. La grève des remboursements a reçu le soutien d'Attac Maroc.


D. R.

Plusieurs milliers de femmes ont manifesté leur soutien dans plusieurs villes du Maroc, à l'occasion de la journée de la femme, le 17 mars 2013. Les institutions financières ont porté plainte contre les meneurs et les meneuses. Mais les tribunaux ont du mal à statuer sur la question : à chaque fois, des manifestations sont organisées avec comme slogan "Microcrédit dégage". Le 4 avril 2013, un procès à Ouarzazate contre Amina Mourad et Benasser Ismaini, coordinateurs du mouvement des victimes des micro-crédits de la région de Ouarzazate, a été reporté pour la 14e fois. A cette date, il y a plus de 20 000 personnes dans le pays, qui refusent de rembourser les prêts.

Détergents et cosmétiques pas encore vraiment bio !

Si nous lisons l'étiquette d'un récipient de cosmétique, vous savez à peu près à quoi vous en tenir, mais pour ce qui est des détergents prétendument bio, nous allons être surpris par la liste des produits divers qui y figurent ! Certaines marques disposent bien de l'éco-label européen, mais celui-ci est peu contraignant. Certaines marques vont plus loin (Ecover, Biocoop, Sonett, Etamys du Lys, Biovie, ou la mention Nature & Progrès…) mais le détergent totalement bio n'existe pas dans le commerce classique. Nous pouvons décider de les faire nous-mêmes, ce qui est le plus sûr moyen d'en choisir les composants. Il existe des livres et des sites internet pour nous y aider comme par exemple :

• *Je fabrique mes produits ménagers, mon savon, etc*, Laeticia Royant, éd. Terre Vivante, 2010.

• *Petit charabia de placard* disponible gratuitement internet : taper "faire autrement + laetitia royant" sur le moteur de recherche.

Couches lavables

Appel à soutien

Suite à un défaut industriel indépendant de sa volonté, la société Demain Propre a vu la quasi-totalité de son stock de couches lavables « françaises » endommagé. Un groupe de personnes lance un appel à les soutenir financièrement pour pouvoir continuer leur activité à dimension écologique. *Demain Propre, 37, rue Brillat-Savarin, 01100 Oyonnax.*

Lille

AMAP menacée

Depuis cinq ans, les maraîchers Patrick et Isabelle Ruhant se sont mobilisés à Pérenchies, dans l'agglomération de Lille, pour participer à la création de l'AMAP Lomme de terre, laquelle garantit un circuit court et un revenu décent, pour se convertir en bio et pour préserver des terres agricoles en péri-urbain. Cette démarche s'inscrit parfaitement dans les objectifs affichés par les collectivités locales. Et pourtant… Et pourtant, n'étant pas propriétaires, ils viennent d'apprendre que sur leurs cinq hectares, 4000 m² ne leur seront plus loués au 31 décembre 2013 pour permettre la construction de logements, puis 6000 m² une année plus tard. Les 75 familles qui bénéficient de leur production ont lancé une pétition auprès des élus locaux pour leur enjoindre de mettre en œuvre ce qui figure dans leurs programmes et qu'ils fassent le nécessaire pour empêcher ce bétonnage de terres cultivées en bio. *http://amap.lommedeterre.over-blog.com, amap.lommedeterre@laposte.net.*

Cantal

Projet de lycée alternatif à Aurillac

Un projet d'ESSAA, établissement scolaire secondaire (collège et lycée) alternatif à Aurillac, fait l'objet d'intenses discussions entre institutionnels, parents, enseignants, syndicats et citoyens depuis plus d'un an. Le projet a été accepté par la FESPI, Fédération des établissements scolaires publics innovants. Le rectorat a fait part de son intérêt, reste à convaincre les collectivités territoriales. Pour obtenir que le feu vert pour la rentrée de 2014, les initiateurs cherchent maintenant à collecter des lettres de parents candidats pour mettre leurs enfants dans cet établissement. *M. Martial Benoist d'Etiveaud, 5, chemin de Roudadou, Saint-Jean-de-Dône, 15130 Saint-Simon, martialetdomie@wanadoo.fr, tél : 06 21 80 54 29 / 04 71 47 12 59, Mr Cyrille Raynard, 6, rue du Monastère, 15000 Aurillac, cyrilleraynard@hotmail.fr, tél : 04 71 45 68 94 / 06 32 56 81 10, http://essa-aurillac.fr.*

Dijon

Ecole La Croisée des chemins

Un projet d'école démocratique prévoit de démarrer à la rentrée 2013. Basé sur un fonctionnement horizontal où étudiants (de 4 à 19 ans) et intervenants décident ensemble de façon hebdomadaire de leurs activités, "La Croisée des chemins" ambitionne de garantir la liberté d'apprendre de chacun. L'école cherche des locaux pour s'installer et organise des rencontres avec étudiants et parents pour faire progresser le projet (notamment le 5 juillet à 20h30 au Shanti, 69, rue Berbisey, à Dijon). *Ecole démocratique La Croisée des chemins, 28, rue du Château-d'Eau, 21370 Plombières-lès-Dijon, tél : 03 80 31 11 19, contact@ecoledelacroiseedeschemins.fr.*

Grands projets inutiles et imposés



Le gouvernement cherche à économiser des milliards. Il peut commencer par supprimer les aides aux projets inutiles et adopter une loi interdisant la destruction des terres agricoles. Une liste dressée par nos lecteurs et lectrices.*

Alsace



1 Fessenheim : renforcement des radiers

Centrale de 1977, fermeture promise par Hollande

2 Strasbourg : Grand contournement ouest
300 ha

Très bonnes terres. Abandon inscrit dans l'accord EELV-PS, mais nouvelles études lancées par le ministère des transports (Cuvilier)

3 Robécourt (123 hab) : CSDU (Centre de stockage de déchets ultimes)
140 ha

Forêt + élevage bio. Zone Natura 2000

Aquitaine

4 Langon-Pau : A65
2000 ha

8 zones Natura 2000. Réalisée mais sous-fréquentée (- 40% sur prévisions), or obligation de financement public en cas de non-rentabilité

» www.sepanso64.org

5 Grand projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO)

• LGV Bordeaux-Espagne
1353 ha (Landes)
+ 4000 ha (Pays-Basque)

Espaces naturels et agricoles

» www.voiesnouvellestgv.webou.net

• LGV Bordeaux-Toulouse
2000 ha

(pour les lignes nouvelles)

» www.sepanso.org

6 Biarritz : Parking souterrain de la Côte des Basques

Falaise classée Natura 2000, serait artificialisée

» www.defensecotedesbasques-biarritz.org

7 Le Barp : laser Mégajoule et activités associées
40 ha

Déjà un site du CEA. Parc naturel régional des Landes. Laser pour "mini-essais" nucléaires. En train…

» www.dissident-media.org

Auvergne

8 Saint-Beauzire (près de Brioude) : centre multitraitement de déchets
140 ha de site, 21 ha utilisés… dans l'immédiat

Actuellement agriculture

» aseb.blog.free.fr

Bourgogne

9 Sardy-lès-Epiry (Nièvre) : "Pôle bois", scierie géante, centrale de cogénération et industries du bois
86 ha

ZAD en cours dans le bois du Tronçay, destruction d'espèces protégées déjà autorisée !

» http://zad-boisdutroncay.org
» http://www.adretmorvan.org

Bretagne

10 Landivisiau : projet de centrale à cycle combiné gaz naturel de 450MW + un gazoduc de 100 km
11,5 ha (centrale seule)

Prairies

» www.nonalacentrale-landivisiau.fr

11 Nozay : enfouissement de déchets ultimes en carrière de kaolin
143 ha

Prés et carrière, proches du bourg Production de biogaz pour transformer le kaolin

» http://association-niet.org

12 ND des Landes : nouvel aéroport
2000 ha

Bocage préservé

» www.acipa.free.fr

13 Baie de Saint-Brieuc : Parc éolien offshore
80 km²

Une centaine d'éoliennes sur 80 km² pour 500 MW maxi Sondages en mer en cours, débat public en 2013…

Centre

14 Châteauroux : zone industrielle
800 ha dont 500 agricoles

Pour sauver l'aéroport voisin quasi vide !

15 Saint-Maur (près de Châteauroux) : Complexe mécanique avec circuit automobile
60 hectares, dont 10 ha de circuit

Déjà une zone de loisir mais peu de bitume : motocross, vtt, accrobranches etc. Proche d'une zone Natura 2000, Parc national de la Brenne, nombreux étangs.

» http://tourneix-adest.org

Champagne-Ardennes

16 Langres - Vesoul : autoroute A319
1000 ha pour 100 km

Terres agricoles et zones naturelles, en partie inondables. Etudes en cours

Franche-Comté

17 LGV Rhin-Rhône, branche est Dijon-Mulhouse par Besançon, Belfort et Montbéliard
190 km

140 km réalisés, 50 km à venir (prolongations des deux bouts)

Ile-de-France

18 St Quentin en Yvelines : complexe commercial et sportif cycliste (dont un vélodrome olympique)
15 ha

Bois, zone Natura 2000

» http://velodrame.org

19 Paris Auteuil : extension du stade de tennis Roland Garros
5 ha

Sur l'emplacement des serres classées du jardin d'Auteuil, un lieu déjà amputé pour la construction du périphérique

20 Paris - la Défense : projets de gratte-ciels (297m et 320m)

Destruction de logements (250 familles), énergie grise considérable, infrastructures inadaptées, vulnérabilité...

» vivrealadefense2.wordpress.com

21 Paris : auto-partage de voitures électriques

1400 stations de 4 à 10 véhicules pour 4000 en tout. Rentabilité douteuse mais pub pour la voiture électrique de Bolloré

22 Evry - Ris Orangis : grand stade de la fédération française de rugby et pôle de loisirs
133 ha

Ex-hippodrome bordé d'une forêt

23 Poissy : centre d'entraînement au foot pour le PSG
80 ha

Terres agricoles fertiles, déclassées exprès

» http://fapa.hautetfort.com

24 Mantes-St Quentin en Yvelines : 4e rocade de Paris ou A88

Triangle vert des Yvelines, poumon et agriculture de proximité

» www.sauvonslesyvelines.fr

25 Projet de Métropole Capitale ou Grand Paris :

• Val-d'Oise - Gonesse : Europa City, gare, centre commercial et de loisirs (ski indoor)
200 ha

10 agriculteurs menacés. Collectif pour le triangle de Gonesse

» voe95.fr/cptg/

• Paris-Saclay : "cluster" universitaire et scientifique, avec logements et transports
340 ha

Terres parmi les plus fertiles de France

» www.terreetcite.org

• Roissy : extension de l'aéroport (satellite 4), centre commercial Aéroville et pôle d'affaires
18 ha à venir
(5 ha et 13 ha)

Terres agricoles. Satellite 4 réalisé.

• Village Nature d'Euro Disney et Pierre et Vacances
500 ha

Terres agricoles. Greenwashing hyper-intensif !

• Cergy-Poissy : prolongement de l'A104
220 ha

Champ captant d'eau potable et zone urbanisée

» www.copra184.org

26 Nanterre : Zac de bureaux et logements à l'ouest de La Défense
170 ha

Friches industrielles. Projet de 600 000 m² de bureaux, des logements pour 30 000 habitants de plus sur la commune !

Languedoc-Roussillon

27 Aude : "Unité touristique nouvelle" de Fontiers-Cabardès
240 ha

En majorité agricoles.
Un golf, 300 résidences, un héliport, dans une commune de… 300 habitants. Retoqué en 2011, redéposé en 2012.

» www.anticor11.org

28 Aude : "Unité touristique nouvelle" de Villardonnel
200 ha

Golf et équipements sportifs, hôtels et résidences. En panne pour cause de contentieux entre les nouveaux élus et l'aménageur

» www.anticor11.org

29 Clermont-l'Hérault : Zac de la Salamane, avec grande plateforme logistique
70 ha

Dont vignes, terres irriguées au goutte à goutte. Entrepôts classés Seveso

» salamane.hautetfort.com

30 Pézenas : zone commerciale de Bonneterre
30 ha

Vignes et autres cultures

» www.bienvivrepezenas.com

31 Poussan : Hinterland, base arrière du Port de Sète avec logistique et stockage
150 hectares

Terres agricoles de très bonne qualité, près de l'étang de Thau

» http://collectifnonhinterland.over-blog.com

32 Marcoule : réacteur Astrid, dit de 4e génération

Site déjà nucléaire. Recyclage du surgénérateur (ancien Superphénix, à sodium liquide), un milliard d'euros sinon plus...

33 Port-la-Nouvelle : extension du port

Surtout digues, jetées et creusement des bassins
Pourtant, déjà 4 sites Seveso et un trafic en baisse

» languedocroussillon.eelv.fr

34 Fournès - Pont du Gard (près d'Uzès) : Village des Marques,
15 ha

Dont 110 boutiques et restaurants, 1370 places de stationnement, près de l'A9… Projet refusé par les CCI des villes proches, autorisé par la Commission départementale d'aménagement commercial; procédures en cours.

35 Agglomération d'Alès : ZAC des Hauts de Saint-Hilaire
370 hectares

2 golfs et 750 villas
Un tiers encore cultivées, le reste en friche. L'opposition veut y créer un rucher-école.

» http://tribunevaunage.canalblog.com

36 Nîmes : Carrière de calcaire
27 ha

Bois défrichés dans les vallées de la Tave et de la Veyre
Six conseils municipaux s'y opposent

Limousin

37 Limoges-Poitiers : LGV
1500 ha

Agriculture et bois

» non-lgv-poitiers-limoges.fr

Lorraine

38 Bure (Moselle) : Enfouissement de déchets nucléaires
17 ha déjà occupés,
100 ha recherchés

» http://burestop.free.fr

39 Thionville : Europort Lorraine, plateforme logistique et industrielle trimodale fluvial, fer et route
300 ha

"Potentiel foncier", friches industrielles et cultures
Dont TerraLorraine, un centre d'affaires chinois pour 2000 entreprises
En cours

40 Basse-Ham : base de loisirs, golf, étangs, hôtels etc.
32 ha

Zone humide, en face de la centrale de Cattenom
En cours

Midi-Pyrénées

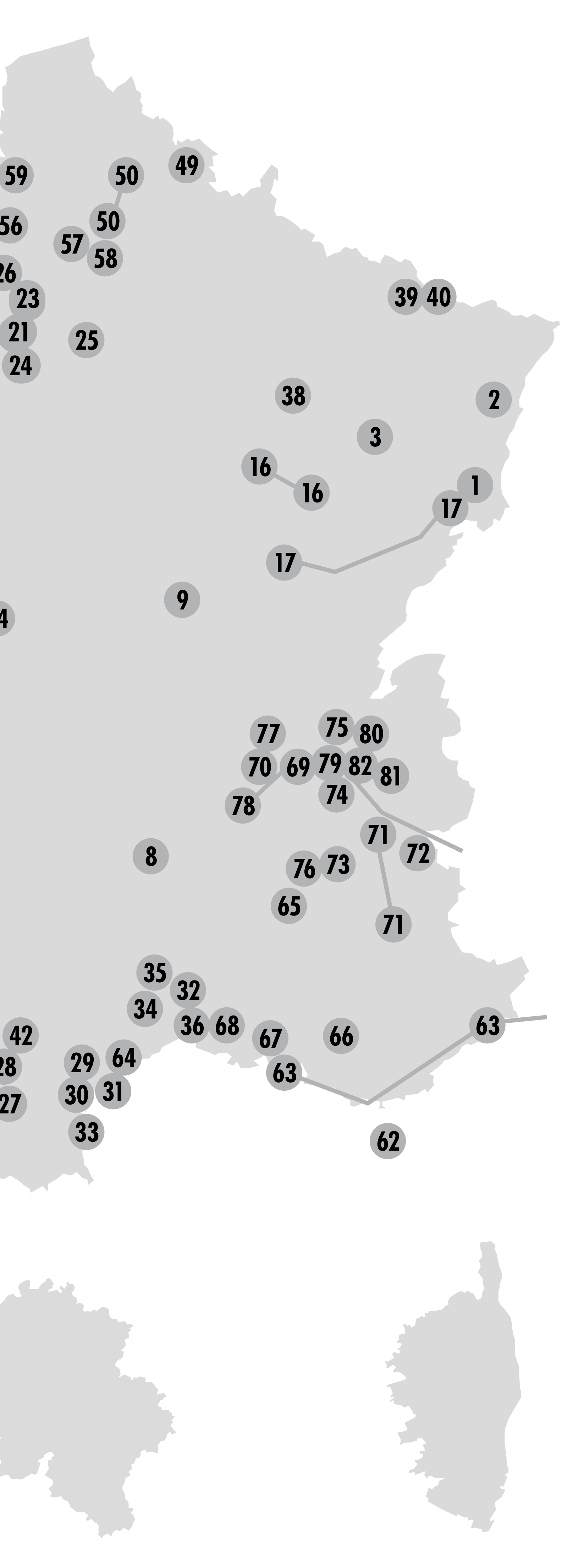
41 Plaisance-du-Touch - Plateau de la Ménude : Méga-Centre commercial Les Portes de Gascogne
56 ha sur 400 ha de ZAC

En cours...

» www.gardaremlamenude.com



* Pour des raisons de place, nous n'avons indiqué que les sites internet.



42 **Toulouse-Castres : autoroute A680**
350ha
Terres considérées comme les plus fertiles du Tarn
150 exploitations fragilisées ou condamnées, 2 ZNIEFF et une réserve régionale impactées, pour 61 km d'autoroute. Refus des 3 Régions concernées. Remarquable étude des opposants sur :
» rn126.free.fr

43 **Mouguerre (près de Bayonne) : zone commerciale d'Ametzondo (dont Ikéa)**
5,6 ha
Zone humide, en bordure d'autoroute. Contentieux en cours, zone déjà défrichée, remblai à venir avec risque d'inondations alentour
» www.mouguerrecadredevie.fr

44 **LGV Pays-Basque Nord (dans le cadre du Grand-Projet ferroviaire du SO cf. Aquitaine)**
2500 ha
De Bordeaux à la frontière
» www.bizimugi.eu/?p=7446

Pays de la Loire

45 **Rochefort - La Rochelle : autoroute A831**
540 ha
Agriculture et élevage

46 **LGV Pays de la Loire - Bretagne :**
21 400 ha
Pour 182 km de lignes nouvelles, 32 km de raccordements
En cours

47 **Saint-Nazaire : Grand Port, avec terminal à conteneurs de dimension européenne**
1 650 ha
9 sites sur l'estuaire de la Loire
Réaménagement, recreusement, pour tripler le trafic conteneurs
Etude d'impact jugée insuffisante par l'Autorité Environnementale (fév. 2013)

48 **Noirmoutier : Parc éolien offshore des deux îles**
750 MW sur 78 km²
Appel d'offre en cours

Nord-Pas-de-Calais

49 **Projet "Véhicule Electrique"**
2500 points de charge d'ici 2016, une capacité interurbaine visée. Renault produit la Kangoo électrique à Maubeuge...

50 **Canal Seine-Nord à grand gabarit**
106 km, 54 m de large sur 4,5 m de profondeur
55 millions de m³ de terre déplacés

Normandie

51 **Flamanville : EPR (réacteur à eau pressurisée)**
120 ha
En construction
» www.sortirdunucleaire.org

52 **Cotentin - Maine : THT (ligne à très haute tension)**
Surface inconnue... Longueur 163 km
Cultures et trame verte et bleue impactées, dans bassin minier en cours de classement Unesco, avec des zones urbanisées également. En construction, mais résistance active

53 **Nonant-le-Pin : Centre de déchets industriels**
55 ha
Terres agricoles réputées
Projet retoqué par le Préfet mais pas le Tribunal administratif, donc recours au Conseil d'Etat
» www.sauvegardedesterres-delevage.com

54 **Dieppe-Le Tréport, Fécamp, Courseulles-sur-mer : Trois parcs éoliens en mer**
750 MW sur 110 km², 500 MW sur 88 km², 500 MW sur 77 km²
En cours

55 **Honfleur, pont de Normandie : Parc d'activités dont un "Village des Marques"**
139 ha,
18 ha pour le "village"
Prés et ancienne déchetterie redécouverte à dépolluer...
Ultime recours (de concurrents !) débouté fin 2012. En construction

Picardie

56 **Villers St Sépulcre : second incinérateur dans l'Oise**
5 ha
Ancien site chimique pollué. Véolia récusé, mais affaire à suivre…
» www.accide.fr

57 **Péroy les Gombries : carrière de sable et stockage de déchets**
80 ha
Bois du Roi, partiellement en zone de protection spéciale
» crepy.environnement.over-blog.fr

58 **Verberie : centrale combiné-gaz**
30 ha
Terres agricoles et bio-corridor d'intérêt régional
Projet retoqué puis relancé
» www.pasdecentrale.fr

59 Abbeville : Ferme de 1000 vaches et méthaniseur
5,7 ha

Plus prévoir 1200 ha de plans d'épandage des digestats du méthaniseur (sur 24 communes, en lisière de zone Natura 2000)
Jusqu'à 1750 animaux quand vêlage

» www.novissen.com

Poitou-Charente

60 Sainte-Foy : Pôle vendéen du cheval, centre équestre, plan d'eau, logements, "éco-quartier"
25 ha

61 Bedenac - Lapouyade - Clérac : "triangle des déchets", modification de 3 décharges
134 ha

Mâchefers en plus à Bédenac, extension en surface pour les autres
Pollution déjà avérée de la nappe phréatique

» Pétition sur www.change.org

Provence-Alpes-Côte d'Azur

62 Permis "Rhône Maritime" : forages pétroliers en eau très profonde (fond à 1500/2000 m)

Zone (sismique) de 9 375 km² à moins de 30 km du futur parc des calanques et à 50-70 km de celui de Port-Cros. Permis accordé en 2002 et qui n'a pas été abrogé !

» http://permisrhonemaritime.over-blog.com

63 LGV Paca
1 500 ha

Terres agricoles amputées
Beaucoup d'habitations et 27 sites Natura 2000. Forte opposition et soucis financiers...

» www.terres-fertiles.fr
» www.blogmotte.fr

64 Nîmes-Montpellier : contournement ferroviaire en LGV
800 ha

Impacte pour 80 km de lignes nouvelles

65 Allan : gare TGV "Portes de Provence"
70 ha

Terres agricoles.
A 8 km de Montélimar où il y a déjà une gare centrale
Ticket rouge attribué à ce "projet absurde" par la FNAUT en 2013

» www.frapna-drome.org

66 Cadarache : ITER
1 625 ha

Déjà un site nucléarisé mais risque sismique

» www.sortirdunucleaire.org

67 Aix - Marseille (Université, CNRS) : equipex NanoID

"Plateforme ouverte comprenant différents équipements très coûteux capables de détecter et d'identifier les nanoparticules dans les milieux complexes : écosystèmes, organismes, organes, cellules, organites pour la toxicologie et l'écotoxicologie répondant aux besoins de sûreté."
Projet primé et financé par l'Etat.

68 Arles : contournement autoroutier A54
130 ha

Prairies, sites Natura 2000

» www.camargueenvironnement.com

Rhône-Alpes

69 Décines (près de Lyon) : Stade des Lumières - OL Land.
50 ha

Terres agricoles

» www.carton-rouge-decines.fr



70 Lyon : gare souterraine de la Part-Dieu

Projet trrrès coûteux (20 milliards ?)

71 Sisteron-Grenoble : tronçon de l'A51
800 ha environ pour 80 km

L'environnement préservé du Trièves menacé
Relance évoquée par Hollande en 2012, pourtant refus de la région Rhône-Alpes et du président de la Communauté de communes du Trièves

72 L'Alpe d'Huez : aménagement d'une route pastorale "pour le tour de France"

Route de 16 km par le Col de Sarenne, aujourd'hui fermée 8 mois sur 12, dans le parc national des Ecrins
Volonté probable d'étendre le domaine skiable et constructible

» http://lebruitduvent.overblog.com

73 Valence : vaste entrepôt Décathlon-Oxylane
45 ha

Terres cultivées, ceinture verte de Valence. Projet retoqué grâce aux luttes, terres désormais inscrites comme "agricoles", mais Decathlon cherche ailleurs...

www.frapna-drome.org/dossier-projet-decathlon/oxylane-valence.html

74 Villefontaine : "The Village, le luxe aux portes de l'Isère"
12 ha

Terres cultivées proche du péage autoroutier. Pour plus de 100 commerces haut de gamme, 1 750 places de parking. Projet refusé par la CDAC, accordé par la CNAC, recours au Conseil d'Etat...

75 Bellegarde : "Village de Marques"
21 ha

Terres, élevage
Pour 133 commerces, un espace de jeux, 2500 places de parking
Projet accordé par la CNAC

76 St-Julien-St-Alban (près de Privas) : CENT (Centre Européen des Nouvelles Technologies)
80 ha

Surtout en vignoble

Pour au moins 60 entreprises high-tech avec des logements, "sorte de Silicon Valley miniature bio" (sic)
Forte opposition : association Sauvegarde, Confédération paysanne

77 Lyon : contournement ouest dit "anneau des sciences"
126 ha au moins

Zones agricoles péri-urbaines
En "débat public", expertise indépendante obtenue par EELV, plusieurs tracés disputés

78 Lyon - St-Etienne : autoroute A45
400 ha au moins

Zones maraîchère, fruitière, en vigne ou naturelle protégée
Etudes supplémentaires en cours

http://non-a45.org

79 LGV Lyon-Turin
1500 hectares

Élevage et zones Natura 2000 menacées
Nombreux tunnels sous les Alpes en projet, l'un de 57 km : beaucoup de roches à évacuer…
Avis défavorable de l'Autorité environnementale
Tentatives de travaux empêchés par les opposants, plus malversations mafieuses

» www.no-tav-savoie.org

80 Annecy : Grand Stade de l'Evian-Thonon-Gaillard (avec galerie commerciale)

Financement à 80 % public !
Le PLU d'Annecy a été dénoncé par le commissaire enquêteur (fév. 2013)

» www.horizonsolidaire.org

81 Roybon (Isère) : Center Parc des Chambarans
203 ha

Forêt jusque-là préservée
Consommation d'eau prévue : 1200 m³ d'eau dans une zone aux étés secs…

» www.pcscp.org
» chambarans.unblog.fr

82 Bugey : ICEDA, poubelle nucléaire
100 ha

Site déjà nucléarisé
Nouvelle installation pour accueillir des déchets de démantèlement de centrales
Permis de construire annulé mais redemandé

» http://groupes.sortirdunucleaire.org

Dom-Tom

83 Guyane : plateformes pétrolières offshore

4 forages par Shell autorisés en 2012
Champ estimé à 6 mois de consommation mondiale…

» www.rac-f.org

84 Guyane : agrandissement du Port Spatial de Kourou
120 ha

Pour accueillir le lanceur russe Soyouz
Réalisé (entre autres par Vinci)

BELGIQUE

85 Lessines : SnowGames (ski sous coupole)
Surface inconnue : coupole de 10 ha + aménagements

Deux carrières inondées, ex-réserve naturelle
Déjà en train…

86 Maubray-Antoing : Centre sportif
350 ha

Bois et marais
Opposants : Coordination Internationale des Alpes Occidentales
En construction après "verdissement"...

» www.c-i-a-o.eu

Ailleurs...

Méditerranée : forages gaziers offshore
23 000 km²

Zone disputée entre Israël, le Liban et Chypre.
D'autres zones concernées aussi en Syrie, en Egypte, en Turquie, en Algérie et au Maroc.
Déjà des plate-formes d'exploration !

Projets Desertec, Transgreen, Medgrid... : couvrir les déserts de centrales solaires hybrides (avec turbines à gaz)
Des centaines d'hectares par unité

Consommation d'eau de refroidissement problématique, important usage de gaz
Concurrence franco-allemande
Très cher, certains investisseurs désertent (nov. 2012), déjà des centrales hybrides au Maroc (voir Silence n°410, mars 2013)

Mer du Nord : éoliennes offshore

Grand Nord

» www.fasken.com/fr/publications/detail.aspx?publication=6042

Les jeux écolos

Faire soi-même ses loisirs créatifs

Je vous propose la suite de mes recettes d'auto-fabrication de matières ludiques, qui vous apporteront je l'espère de l'amusement et du plaisir.

La patouille et les matières

Il n'y a pas que le bac à sable ou la pâtisserie pour faire de la patouille avec des enfants. Je vous propose quelques pistes d'exploration....

• La pâte à papier

Dans un seau, mettez à tremper du papier (ou du carton) avec de l'eau. Vous le déchirez en petits morceaux. Vous pouvez mixer ou non la pâte.
Vous essorez la pâte à papier dans un linge, puis y ajouter de l'amidon (maïzena, fécule de pomme de terre) et/ou de la colle pour en faire une pâte à modeler et à sculpter.
Vous pouvez aussi refaire du papier avec un tamis, une bassine, une presse et du tissu.

• La pâte de maïs (porcelaine froide)

200 g de colle blanche, 140 g de fécule de maïs, maïzena. 1 cuillère à soupe d'huile de colza (pour la souplesse) 1 cuillère à soupe de vinaigre blanc (pour la conservation)
un peu de gouache
Mettez à cuire dans une casserole quelques minutes à feux doux. Mélangez avec une cuillère tout le long de la cuisson, jusqu'à l'obtention d'une boule homogène. Mettez dans un film et dans une boîte hermétique pour la conservation.

• La pâte à sel

1 verre de sel fin
1 verre d'eau tiède
2 verres de farine
Mélanger la farine et le sel. Ajouter doucement l'eau en mélangeant. Quand la pâte a la bonne consistance, vous pouvez modeler la pâte comme bon il vous semble. Vous pouvez colorer la pâte à sel. Vous pouvez aussi la mettre à cuire à feux doux au four ou la faire sécher en y ajoutant un peu de colle.

• Faire sa pâte à modeler

2 verres de farine
2 verres d'eau
1 verre de sel fin
1/2 verre de maïzena
1 c à soupe d'huile végétale
Deux cuillères à soupe d'alun de potassium (se trouve en pharmacie) ou deux cuillères à soupe d'extrait de pépins de pamplemousse pour la conservation. Pour le sel d'alun, faites attention que les petits ne mangent pas la pâte à modeler.
2 cuillères à soupe de colorants alimentaires, de gouache ou d'épices (curcuma ou paprika par exemple)
Mélanger les ingrédients, puis ajouter l'eau en touillant bien pour éviter les grumeaux. Faire chauffer à feu doux dans la casserole pendant quelques minutes. Mélanger avec une cuillère tout le long de la cuisson, jusqu'à l'obtention d'une boule homogène.
La pâte à modeler peut se conserver au frais, dans un film ou dans une boîte hermétique.

• Le jeu de la barbotine

Une planche en bois (aggloméré par exemple) que vous pouvez peindre avec des couleurs
Du kaolin, qui sert de barbotine chez les potiers (pour lier les pièces)
Pour information, le kaolin est une matière très peu chère dans les magasins de matériel de potier et n'a pas du tout le même prix dans les magasins de produits biologiques...
De l'eau
Un tablier pour éviter d'en mettre partout
Diluez doucement le kaolin avec un peu d'eau dans un seau. Quand vous obtenez une crème, c'est bon.
Prenez le kaolin avec vos mains et étalez-le sur la planche. Vous serez surpris par la grande douceur du liquide que vous aurez sous les mains. Vous pouvez dessiner avec vos mains des tableaux éphémères, que vous effacez facilement. C'est une technique de dessin très facile, simple et créative. Vous vous offrez un massage des mains du même coup.


Pierce-Jackson
Masques d'ours en papier

• L'argile et le modelage

L'argile que l'on trouve à plus d'un mètre de profondeur est le matériau intemporel de la poterie. Vous pouvez modeler et sculpter ce que vous voulez dans cette matière noble, sur laquelle nous marchons tous les jours. Pour la récolter, passez-la au tamis et diluez-là avec un peu d'eau. L'argile se cuit dans des fours spéciaux. Vous pouvez la laisser sécher à l'air libre, la peindre, l'utiliser comme moule pour faire une tête de marionnette ou un masque...

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive
42, rue Hoche, 93500 Pantin,
mishelu@riseup.net

Cantines scolaires trop carnées

La réglementation du 30 septembre 2011 montre que le gouvernement soutient les filières industrielles au détriment des enfants : cette réglementation impose dans chaque menu un plat principal à base de protéines animales et un produit laitier.
C'est en totale contradiction avec les conseils en diététique, contraire aux engagements pris pour limiter les gaz à effet de serre (la viande est plus émettrice que les légumes), et cela implique un modèle de société qui n'est pas généralisable à la planète.
Enfin, c'est une entrave à toutes les expérimentations menées par les collectivités publiques (journées sans viande, production bio et/ou locale…) et cela ne laisse d'autre choix pour les enfants végétariens que de manger un repas déséquilibré.


Les Gibbon

Les associations L214, alliance végétarienne et One voice ont envoyé mi-avril 2013 une lettre au premier ministre pour demander une révision de cette réglementation. *L214, BP 84, 13721 Marignane cedex, contact@L214.com.*

Ondes nocives

• Jeux dangereux. Alors que la vente de téléphones portables et autres "doudous communicants" a été interdite du fait de la dangerosité des ondes, les associations Agir pour l'environnement et Priartem ont alerté le gouvernement sur la présence de plusieurs jouets en vente en ligne sur internet qui fonctionne en wifi ou en 3G… ceci en contradiction avec l'article 183 de la loi Grenelle2. Les associations demandent notamment le retrait des tablettes tactiles présentées avec des logiciels conçus pour les jeunes enfants. *Agir pour l'environnement, tél : 01 40 31 02 99 ; Priartém, tél. : 01 42 47 81 54.*

• Rats perturbés. Une étude de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) et de l'université de Picardie Jules-Verne, publiée par la revue *Environnement Science and Pollution Research* le 3 avril 2013, montre que le fait de placer des rats dans un champ électromagnétique équivalent à celui proche des antennes relais (fréquence de 900 MHz et intensité de 1 V/M), plus faible que les délais légaux, provoque un dérèglement du sommeil, de la prise alimentaire et de la régulation thermique.



D. R.

Le jour où la fin du monde a failli arriver

Le 26 septembre 1983 les satellites soviétiques détectent une attaque américaine de 5 missiles nucléaires. Le colonel responsable de la station d'observation décide de transmettre l'information contraire (!) au Kremlin : "fausse alarme" dira-t-il pour éviter la riposte nucléaire.

Le colonel Stanislav Petrov avait raison, la fausse alarme sera confirmée. Mais son attitude est jugée faute grave. Il sera congédié.

L'histoire mérite d'être racontée. En 1983, les rapports américano-soviétiques sont au plus mal. Un avion de ligne a été abattu par les Soviétiques début septembre avec un parlementaire américain à bord. Le territoire américain est observé par 9 satellites soviétiques qui se relaient pour assurer la permanence. La station Serpoukhov-15 proche de Moscou rassemble toutes les informations. Le colonel Stanislav Petrov en est le responsable, c'est lui qui doit signaler au Kremlin toute attaque nucléaire. La procédure prévoit une contre-attaque massive de représailles 5 minutes après le diagnostic d'attaque : 1000 bombes nucléaires sont prêtes à partir en permanence.

Ce 26 septembre, peu après minuit, la sirène d'alerte retentit à Serpoukhov. Le satellite d'observation Oko signale le départ d'un missile nucléaire américain. Une minute plus tard, un deuxième missile est détecté. Puis plusieurs autres. Au total 5 missiles se dirigent sur l'URSS. Les trente niveaux de vérification de l'observation sont tous positifs. Le Kremlin en est informé automatiquement mais il doit attendre le diagnostic du colonel Petrov.

Après 12 minutes d'observation des missiles, le colonel Petrov doit impérativement informer le Kremlin de la réalité ou non de l'attaque pour engager la frappe de réponse. Il annonce que c'est une fausse alarme. Sans preuve.

Les faits lui donnent raison... 15 minutes plus tard. Les missiles observés par le satellite ne sont pas détectés par les stations radar au sol : ils n'existent pas ! L'analyse ultérieure des données montrera qu'il s'agissait de reflets du soleil sur des nuages à très haute altitude.

L'apocalypse par erreur a été évitée. Petrov y laissera sa carrière. En 1998, ces faits "secret défense" sont déclassifiés. Récemment, le 17 février 2013, le colonel Petrov a reçu le prix de la paix de Dresde en Allemagne pour avoir sauvé l'humanité. Question posée au colonel Petrov : "Pourquoi avez-vous dit "fausse alarme" alors que tous les faits semblaient prouver le contraire ? ". Réponse du colonel : "j'ai pensé qu'en cas d'erreur, mon erreur était la moins grave de conséquences".

Georges Le Guelte*, expert géopolitique du CEA, écrit en 2009 que "même si deux États sont décidés à faire de leur arsenal nucléaire un outil de dissuasion et non une arme d'emploi, un conflit nucléaire peut être déclenché par accident, par erreur ou à la suite d'une méprise".

En 2013, il y a toujours en état d'alerte 1000 bombes nucléaires américaines, 1000 bombes nucléaires russes et 96 bombes nucléaires françaises. Nous sommes toujours à 12 minutes de l'Apocalypse.

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

* Georges Le Guelte, *Les armes nucléaires, mythes ou réalités"*, éditions Actes Sud (2009).

Ile-de-France, Jeûne-action pour le désarmement nucléaire, 6 au 9 août.

Pour dénoncer le danger des 20000 bombes nucléaires actuellement en service - dont 2000 (96 françaises) sont toujours en état d'alerte, et demander le désarmement nucléaire. En lien avec d'autres jeûnes dans le monde. *www.vigilancehiroshimanagasaki.org.*

Irak

Dix ans de guerre "éclair"

Le 20 mars 2003, les Etats-Unis intervenaient en Irak pour ce qui devait être une guerre éclair et pour détruire des "armes de destructions massives" soi-disant détenues par le dictateur Saddam Hussein. Dix ans après, ces armes n'ont jamais été trouvées, le pays vit dans l'instabilité permanente et selon les associations de défense des droits de l'homme, plus de 120 000 civils et 50 000 militaires sont morts dans les affrontements et les attentats. Une guerre éclair donc, comme au Mali…

Guerre du golfe

Soldats français sacrifiés

Des soldats français ayant participé à la première guerre du Golfe en 1991 ont créé l'association Avigolfe pour faire reconnaître par la justice les conséquences sanitaires lourdes des armes utilisées alors. Métaux lourds toxiques, uranium appauvri, tests de nouveaux vaccins et médicaments… L'armée française continue à nier en bloc. Dans le cadre d'une enquête judiciaire, des gradés commencent à parler, mais des documents secret-défense ont été détruits... *Avigolfe, 49, avenue Bontemps, 95750 Chars, www.avigolfe.com* (Source : *Le Parisien*, 4 février 2013).

Intervention Civile de Paix

Présence en Afrique

L'Intervention civile de paix (ICP) est une stratégie développée depuis les années 1980 par des mouvements non-violents pour une solidarité internationale non-armée dans les zones de conflit ou de violence politique. Née en Amérique latine (Guatemala, Colombie, Mexique), elle s'était développée en Europe (Kosovo), Asie (Népal, Philippines), Océanie (Papouasie), Moyen-Orient (Palestine) mais jamais en Afrique où les demandes d'accompagnement international non-violent étaient nombreuses mais où les conditions de sécurité n'étaient pas réunies. La donne a changé puisqu'aujourd'hui des volontaires internationaux sont déployés sur deux terrains différents en Afrique.



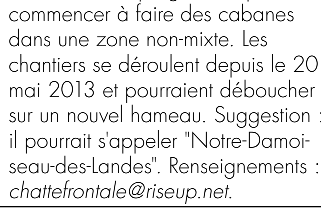
D. R.

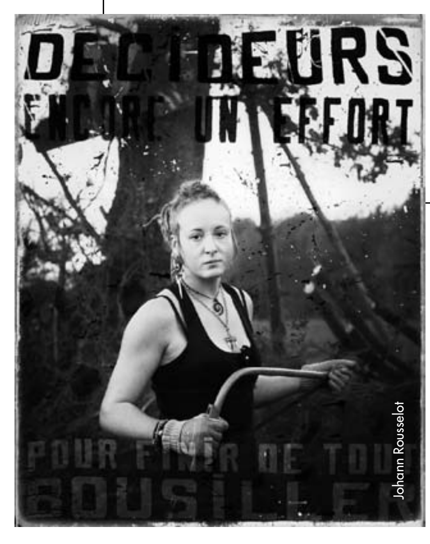
Au Kenya, les élections présidentielles de 2007 aux résultats contestés s'étaient accompagnés de violences importantes, avec 1100 morts et 350000 déplacé-e-s. Une équipe de volontaires internationaux non-violents a été mise en place en janvier 2013 par les *Brigades de Paix Internationales* (PBI) à l'approche des élections de mars, alors que deux candidats importants sont jugés par la Cour Pénale Internationale pour crimes contre l'humanité en 2007. Des défenseur-e-s des droits humains font appel à PBI afin de bénéficier d'accompagnements physiques au quotidien, l'ONG nouant également des liens avec les institutions pour enclencher une dissuasion politique de ces militant-e-s locaux.
Au Sud-Soudan, c'est l'ONG anglophone *Nonviolent Peaceforce* (Force de Paix Non-violente) qui intervient depuis 2011 par la formation d'acteurs locaux pour créer des outils de prévention de la violence autour des élections.
PBI-France, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tel. : 01 43 73 49 60, www.pbi-france.org.
Nonviolent peaceforce, rue Belliard 205, 1040 Bruxelles, Belgique, tel. : 0032 26 48 00 76, www.nonviolentpeaceforce.org.

Notre-Dame-des-Landes

Pour des zones non sexistes

Il y a de fortes contradictions dans le comportement de bon nombre d'occupants de Notre-Dame-des-Landes : certains, à l'esprit guerrier, ont beau parler d'autonomie, de consensus… manifestement, cela ne va pas jusqu'à l'égalité hommes-femmes.
Depuis mi-novembre 2012, des groupes de femmes se sont réunis régulièrement pour mettre au jour ce phénomène. Une semaine de réflexion s'est tenue au début du printemps à la Châtaigne (devenue pour l'occasion Chatte-Teigne) et un chantier a été programmé pour commencer à faire des cabanes dans une zone non-mixte. Les chantiers se déroulent depuis le 20 mai 2013 et pourraient déboucher sur un nouvel hameau. Suggestion : il pourrait s'appeler "Notre-Damoiseau-des-Landes". Renseignements : *chattefrontale@riseup.net.*



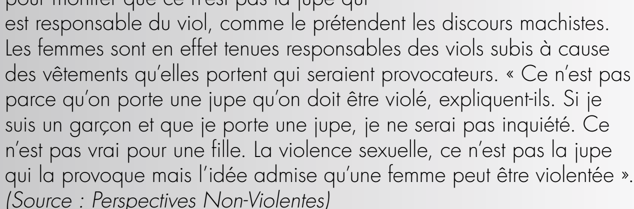


Johann Rousselot

Inde

Hommes en jupe contre les violences


D. R.



Suite aux viols collectifs en Inde, 25 hommes en jupe ont participé à une manifestation d'hommes à Bangalore contre les violences faites aux femmes, pour montrer que ce n'est pas la jupe qui est responsable du viol, comme le prétendent les discours machistes. Les femmes sont en effet tenues responsables des viols subis à cause des vêtements qu'elles portent qui seraient provocateurs. « Ce n'est pas parce qu'on porte une jupe qu'on doit être violé, expliquent-ils. Si je suis un garçon et que je porte une jupe, je ne serai pas inquiété. Ce n'est pas vrai pour une fille. La violence sexuelle, ce n'est pas la jupe qui la provoque mais l'idée admise qu'une femme peut être violentée ». *(Source : Perspectives Non-Violentes)*

Homophobie

Interdiction des « thérapies de conversion »

On ne compte plus les psys, coach, prêtres et autres qui organisent des thérapies pour guérir de l'homosexualité ou en sortir (voir la comédie états-unienne *But I'm a cheerleader*). En Californie, ces thérapies ont été "reléguées dans les poubelles du charlatanisme", comme l'a exprimé le gouverneur Jerry Brown, suite à un décret adopté en septembre 2012 qui déclare illégales dès 2013 leur usage sur des mineurs. Quelques jours plus tard, la principale association de psys britanniques a banni à son tour ces pratiques "contraires à l'éthique". Pas de poursuites pénales, mais une radiation de l'ordre des médecins dans les deux Etats concernés. 15% des psychologues britanniques reconnaissent avoir tenté au moins une fois de faire changer l'orientation sexuelle de leur patient. *(Source : 360° n°121)*

annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agir ensemble

■ **Deux Sèvres.** Créateurs de l'AMAP du Plateau de Saclay, la SCI terres fertiles, nous avons quitté la région parisienne pour aller dans les Deux Sèvres. Nous avons créé un lieu d'accueil et de formation, écologique : rénovation de la maison, nourriture, toilettes composts... *Pour vous donner une idée, notre site est www.latour-dauzay.fr. François Lerique.*

Vivre ensemble

■ **Pyrénées-Orientales.** Vert Chez Nous est un projet non spéculatif, de construction écologique de trois appartements en habitat participatif, en milieu rural. Nous recherchons : 1- une famille pour habiter, 2- des associés pour des projets à définir, 3- des financements à court terme, 4- des stagiaires en formations professionnelle ou personnelle. *Contacts : 04 68 05 32 76. vertchezvous/blogspot/com – ecohabiterconflent@gmail.com*

■ **Haute-Normandie.** J'ai une maison et un jardin à la campagne. Je peux mettre 2 chambres à disposition en échange d'heures de travaux de jardinage ou d'aménagement ou colocation. Je suis dynamique, sociable, un peu intello, écolo de gauche et j'ai une grande envie de partager mon quotidien dans le calme et la sérénité avec une ou deux personnes sympas, même profil de préférence, à bientôt !! *maitedulmont@hotmail.fr, 06 86 76 17 03*

■ **Savoie.** Ayant l'intention de m'installer à Chambéry, attirée par la proximité de la montagne, je recherche une location 3 pièces (500 euros max) à titre provisoire. Mais ce que je souhaite avant tout, c'est entrer en relation avec des personnes ayant pour projet un habitat groupé intergénérationnel sur cette même ville ou rejoindre un habitat groupé déjà constitué, où un logement serait vacant. *Mon téléphone 0243824650 Agnès*

■ **Loiret.** Vous voulez vous investir sur un territoire et matérialiser vos rêves de communion avec la nature, de sobriété heureuse, de partage de lieu de vie, de production et consommation locale, de préparation concrète à l'après-pétrole : rejoignez-nous. Nous sommes 3 adultes dans une belle et grande Maison de Paille proche de la Maison Feuillette, récente, tout confort avec poêle à bois et piano à queue, à 7km de Montargis Gare. Il reste une chambre à 250 € par mois, 5600 m² de terrain en verger-potager à honorer, des tonnes de rêves à concrétiser, de la musique à jouer, des soirées à partager... *Photo sur : https://fr.yousendit.com/download/UVJoSml2UENOMUJESjhUQw. Mon téléphone : Hélène 06 61 66 90 28.*

Vacances

■ **Ardèche.** Accueil rural en yourtes traditionnelles au cœur des Cévennes, superbe site sauvage, randonnées, baignades, tables d'hôtes toutes proches. *Eric, tel. : 04 75 38 69 46*

■ **Finistère.** Loue 2 gîtes en centre Finistère (de 6/7 personnes) au sein d'une ferme respectueuse de l'homme, l'animal et l'environnement. Idéale pour des familles avec jeunes enfants qui peuvent jouer en toute tranquillité et liberté (pas de circulation routière) entourés d'animaux (poneys, ânes, chèvres, volailles...). Coût : 280 € la semaine. *Contacter Fatima et Jacques au 02 98 26 39 57 ou email : fatjac.leclerc@gmail.com*

Emploi

■ **Rédaction/transcription.** De la transcription de conférences aux comptes-rendus de tables rondes, je rédige également des appels à projets, des présentations et bilans de projets, des newsletters, des contenus web ou encore des outils pédagogiques... Je souhaite inscrire mon activité de rédactrice dans un réseau de structures alternatives. Je reste à l'écoute d'autres propositions de collaboration et des offres de troc. *contact@desmotspourvosidees.fr, 06 61 35 40 63.*

Echange

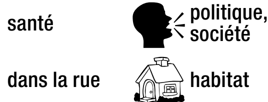
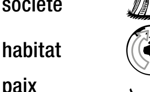
■ **Chevreaux.** Suite à une catastrophe naturelle de type reproductif (imputable au propriétaire précédent), notre élevage/refuge se retrouve avec bien plus de chevreaux cachemire que nous n'en pouvons garder ; nous souhaitons les céder à des personnes qui s'en occuperont bien et auront à coeur leur bonheur. Ce sont de magnifiques chevreaux blancs (ou rosés parfois), de cette race rustique qui résiste à tout, se contente de rien, tout en donnant un infiniment doux duvet cachemire lorsqu'on les peigne. Ils seront sevrés à partir de fin mai. Ce seront des débroussailleurs hors pair, tout beaux, tout gentils (mais cabriolants et parfois facétieux). *Contactez-moi : Yves Bonnard, Collectif de Marivielle, Ferme Marivielle, 26470 Bellegarde en Diois. Tél. 04 75 21 44 91 mail : ybonnardel@riseup.net*

Logement

■ **Ref : 413.01.** F. 65 ans. Cherche appartement à louer. RDC ou étage avec ascenseur. 50 m² avec vraie cuisine, pas de chauffage électrique. Terrasse ou balcon. Dans : (sud) 19 – 24 – 46 – 81. *Ecrire à la revue qui transmettra.*



agenda

 santé
 politique, société
 fêtes, foires, salons
 éducation
 vélo

 S!lence

dans la rue · habitat · nord / sud · bio formation · décroissance

femmes · paix · énergies · environnement · films, spectacle, culture



Ille-et-Vilaine : Culture bio



L'association Culture bio propose de multiples activités : **• Les cercles de paroles, revisiter l'ouverture à la différence,** 25 mai à 17h **• Fabrication d'un four à pain domestique,** 25 mai, toute la journée **• Introduction à la permaculture,** 25 mai à 9h30 **• Fabrication d'une marmite norvégienne,** 1er juin à 9h30 avec Bolivia Inti **• Cueillette et cuisine de plantes sauvages**, 8 juin à 9h30 **• Auxiliaires et ravageurs du jardin,** 8 juin à 9h30. **• Accommoder les restes en régalant la famille,** 13 juin à 19h

Association Culture bio, 43, rue de Fagues, 35580 Guichen, tél : 02 99 52 02 90, www.culturebio.org.

tous les jours

Genève : sixième année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, maisons à occuper, camping et cabanes sur place. Rejoignez les 300 personnes qui occupent les lieux en permanence. *Contact : reclaimthezad@riseup.net. Informations : http://zad.nadir.org.*

1 juin

Corse : Initiation aux outils et ressources de la non-violence. Ecouter la colère et la souffrance pour les transformer en énergie positive. La non-violence comme résistance et comme outil de vie pour une régulation apaisée des conflits dans la famille, la société, la vie publique. Tous publics. *Association pour une Fondation de Corse, BP 55, 20416 Ville du Petrabugnu cedex, tel. : 04 95 55 16 16, www.afcumani.org.*

Isère : éco-festival de Lumbin, 1er et 2 juin, lieu de rencontres entre associations, mouvements citoyens et écologiques pour débattre sur le mode de développement et sur la solidarité. *Association écofestival du Grésivaudan, www.ecofestival-lumbin.fr, tél : 06 74 67 24 89.*

Vélorution, à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.*

Lyon : nuit du cinéma militant, 1er juin à partir de 18h, à la MJC du Vieux-Lyon, 5e, films anciens et films de jeunes réalisateurs, prix d'entrée libre. *MJC Vieux-Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél : 04 78 42 48 71, www.mjcduvieuxlyon.com.*

Haut-Rhin, Bourse aux vélos, 1 et 2 juin. Le 1er, bourse aux vélos, dépôt de 11h à 16h et vente de 15h à 18h sur la place du marché de Munster. Réparation de bicyclettes, animations ludiques… Le 2, ballade à vélo dans la vallée de Munster. *Vallée de Munster en transition, munsterentransition.org.*

Isère : Terre vivante

• Je fabrique un four solaire, 1 et 2 juin **• Les bases de la cuisine bio,** 9 juin **• Mon potager sans dépenser,** 15 et 16 juin **• Photographie macro nature,** 15 et 16 juin **• Aquarelle botanique,** 21 au 23 juin **• Je démarre mon rucher familial,** 22 et 23 juin

Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

3 juin

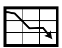
Bio **Hautes-Alpes : chantier-école jardin bio,** 3 au 7 juin à Eourres (limite 05, 26 et 04). *Association Lesa, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.wordpress.com.*

Bio **Pyrénées-Orientales : Formation à la permaculture,** 3 au 14 juin 2013 à Montescot. *Information et inscription : Thierry Casasnovas, vivrecru@gmail.com.*

Bio **Pyrénées-Orientales : botanique et permaculture,** 3-15 juin. Le 3 : bases de botanique, plantes sauvages comestibles et utiles, écosystèmes. 4-5 : présentation de la permaculture. 6-9 : alternatives à l'agriculture et systèmes de culture régénératifs. 11-12 : potager sur buttes pérennes. 14 : pré-analyse de sites et design. Avec E. Excoffier et S. Anani. *Permaculture sans frontières, permaculture-sans-frontieres.org.*

5 juin

Bio **Seine-et-Marne : cours de permaculture,** 5 au 14 juin, à 25 km de Paris, accessible par piste cyclable en suivant le canal de l'Ourcq, stage enseigné par Steve Read. *Renseignements : tél : 06 25 97 45 60, www.les-monts-gardes.com.*



Saône-et-Loire : Vers des territoires à énergie positive, 5 au 7 juin, à Cluny, troisièmes rencontres nationales "énergie et territoires", rencontre de collectivités impliquées dans la recherche de l'autonomie énergétique. *www.tepos2013.fr ou rencontres2013@tepos.fr.*

Bio **Belgique : l'économie associative,** 5 et 7 juin. Comment favoriser le développement d'une agriculture bio et équitable. Perspectives de changement de paradigme économique. Par Stéphane Lejoy. 20h, ferme de Vévy Wéron le 5 ; 20h, Maison du développement durable de Louvain-la-Neuve, place Agora, 2, le 7. *Mouvement pour la tri-articulation sociale, avenue de la Motte, 4, 1470 Bousval, Belgique, www.tri-articulation.info. Infos : tel. : 010 87 00 38.*

7 juin

Pays Basque : Bioterra, 7 au 9 juin à Irun, agriculture bio, textiles naturels, écoconstruction, préservation de l'environnement… *Ficoba, avda Ipparralde, 43, 20302 Irun-Gipuzkoa, tél : 34 943 66 77 88, www.ficoba.org.*

Ain : Un monde sans eau ? 20h30 à la salle de la mairie de l'Abergement-de-Varey, projection du film suivi d'un débat. Participation libre. *www.lesjoyeux.org.*

Vélorution : à **Chambéry**, à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

Athènes : Alter-sommet, 7 et 8 juin. Une caravane est prévue qui traversera la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grèce. En France, c'est relayé par ATTAC, CGT, AC !, Fondation Copernic, FSU, LDH, SNES, Solidaires, Marche mondiale des femmes… *Programme : www.audit-citoyen.org*

8 juin

Ile-de-France : 2e foire à l'autogestion, 8 et 9 juin, à Montreuil, avec plusieurs dizaines de structures : associations, coopératives, syndicats, structures politiques… *Programme sur www.foire-autogestion.org.*

9 juin

Bio **Pyrénées-Orientales : Sensibilisation aux problématiques de survie,** 9 juin 2013. Bases contextuelles et théoriques et ateliers. *Information : permaculture-sans-frontieres.org.*

Yonne-Aube : Mouvement et couleurs du monde vivant, 9 juin, suivi d'un repas partagé. *Association "Les Ombelles", Tonnerre (89) Lignières (10), tél : 03 25 43 92 26. et 06 52 44 29 36 www.lesombelles.com.*

10 juin

Hautes - Alpes : chantier-école enduits de terre, 10 au 14 juin à Eourres. Enduits de finition et de décoration. *Association Lesa, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.wordpress.com.*

Bio **Côtes-d'Armor : design en permaculture,** 10 au 22 juin, cours certifié avec B. Alonso, formation intensive, orientée vers la permaculture humaine et le développement de la créativité. *www.permacultureinternationale.com, tél : 02 96 31 51 09, bonheur58@yahoo.fr.*

Nantes : Nantes en transition, 10 juin à 18h, à l'Adda, 5, bis rue de la Carterie. *www.nantesentransition.net.*

11 juin

Jura : Silence, on cause, de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local". *Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél : 06 82 16 08 87.*

13 juin

Lyon : expédition de S!lence, 13 et 14 juin. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Caen en transition : ateliers participatifs, sur les jardins de la solidarité de l'association Advocacy, cultures en lasagne, fabrication de ruches, échanges de savoir-faire, repas partagé, *http://fr.wiser.org/group/caenentransition ou Julien Castasso, eskonsi14@yahoo.fr..*

15 juin

Charente - maritime : Prairial, 15 et 16 juin, parc Jean-Macé à Aytré. *Service culture et animation de la ville d'Aytré, BP 102, 17442 Aytré cedex.*

Ille-et-Vilaine : Atelier de simplicité volontaire, Echange d'expériences, découverte ou approfondissement. Thème de la journée : le travail. *Alexis Robert et Mélissa, La Guette, 35800 Paimpont, tel. : 02 99 07 87 83.*

Lyon : Assemblée générale de la revue Silence, dans nos locaux. Voir "quoi de neuf" page 2.

Yonne-Aube : Ecorénovation, 15 et 16 : juin apprenez à faire des cloisons ou de l' isolation de murs en terre, paille, allégé, matériau de proximité, repas partagés. *Les Ombelles", Tonnerre (89) Lignières (10), tél : 03 25 43 92 26. et 06 52 44 29 36 www.lesombelles.com.*

16 juin

Loire, fête de l'oiseau et de la nature, activités ludiques, rencontres d'artisans et associations, producteurs locaux… De 9h30 à 17h au Château de la Roche, Saint-Priest-La-Roche. *LPO Loire, Maison de la Nature, 4, rue de la Richelandière, 42100 St Etienne, Tel. : 04 77 41 46 90, www.loire.lpo.fr.*

22 juin

Bordeaux : Silence, on cause ! A 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "S!lence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres. *Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.ouvaton.org.*

20 juin

Bio **Côtes d'Armor : cours permaculture,** 21 au 30 juin, à Plufur, *tél : 06 34 69 31 01, dynamie@free.fr.*

21 juin

Var : Découverte des insectes au jardin, à 14h, au jardin remarquable de Baudouvin, sur la commune de La Valette-du-Var, visite avec l'entomologiste G. Le Guellec. *Association Jardin d'Hyères, Aujourd'hui pour Demain, 263, Chemin des Rougières, 83400 Hyères. jardinsolidairejhade@laposte.net. tél : 09 67 12 06 41.*

Paris : L'écologie que nous voulons, convention d'EELV en clôture d'une série de rencontres locales et présentation d'une enquête du CEVIPOF sur qui sont les membres et sympathisants d'EELV. *Renseignements : http://conventions.eelv.fr.*

29 juin

Yonne-Aube : Cueillette du tilleul centenaire, journée conviviale suivie d'un repas partagé. *Association "Les Ombelles", Tonnerre (89) Lignières (10), tél : 03 25 43 92 26. et 06 52 44 29 36 www.lesombelles.com.*

Aude : L'Ortie

• 1re leçon d'apiculture, 2 juin **• Les insectes des cultures : mieux les connaître, les favoriser ou les repousser,** 8 et/ou 9 juin **• Les teintures végétales, avec des plantes locales,** 29 et 30 juin

L'Ortie, Lasserre du moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél : 04 68 20 36 09, http://lortie.asso.fr/

Alsace : Ecotidienne

• Démarrer un élevage familial de poules, 1 juin **• Fabriquer ses cosmétiques naturels,** 7 juin à Haguenau **• Préparer et appliquer ses peintures murales naturelles,** 14 juin **• Faire sa bière chez soi,** 15 juin **• Nature complice,** 22 juin **• Plantes compagnes du jardin,** 28 juin **• Plantes compagnes sauvages,** 29 juin

Programme détaillé : Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

Savoir-faire et découverte

• Var : Le fromage de chèvre en Provence le 1er juin à Rocbaron **• Rhône : Création et entretien d'un poulailler au naturel** le 1er juin à Pierre-Bénite **• Haute-Vienne : Maraîchage avec les chevaux et le porte-outils Kassine** du 3 au 6 juin à Saint-Symphorien-sur-Couze **• Calvados : Construction d'une barque des marais** du 6 au 8 juin à Ecrammeville (14) **• Calvados : Techniques de grimpe pour élaguer en taille douce** du 8 au 9 juin à Saint-Jean-le-Blanc **• Val-de-Marne : Apiculture : produire du miel en ville** du 8 au 9 juin à Fontenay-sous-Bois **• Gard : Fabriquer du fromage de brebis bio** du 11 au 15 juin à Saint-André-de-Valborgne **• Seine-et-Marne : Préparer son potager bio** le 15 juin à Vernou-la-Celle-sur-Seine **• Lozère : Construire une yourte** du 17 au 21 juin à Saint-Andéol-de-Clerguemort **• Puy-de-Dôme : Découverte des plantes sauvages et préparation des pommades** du 22 au 23 juin à Chambon-sur-Lac **• Ille-et-Vilaine : Conception et installation de systèmes de phyto-épuration** du 24 au 28 juin **• Seine-Maritime : L'âne attelé : un allié précieux pour la promenade et la production de légumes** le 30 juin à Beaubec-la-Rosière

Extrait des stages proposés par Savoir-faire et découverte, tél. 02 33 66 74 67, contact@lesavoir-faire.fr, www.lesavoirfaire.fr.

La lutte mondiale des Japonaises

La chaîne humaine du 9 mars 2013 contre le nucléaire était organisée par Sortir du nucléaire et Yosomono-net. *Yosomono* signifie « étranger » et Yosomono-net est le jeune réseau de militants de la diaspora mobilisés sur un thème qu'ils estiment sans frontière : la sortie rapide du nucléaire. Présentation par deux de ses co-fondatrices, Yûki Takahata et Haruko Sakaguchi.

Comment et pourquoi Yosomono-net s'est constitué ?

Yûki : Suite à l'annonce du redémarrage de la centrale d'Ohi, l'été dernier, des associations ont invité la diaspora à faire remonter les revendications auprès des ambassades. Notre groupe de ressortissants en France a créé Yosomono-net afin de répondre rapidement aux appels à mobilisation suivants et porter la voix des habitants de Fukushima dans le monde. Le réseau fédère aujourd'hui des groupes d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'Italie, de Suisse, des Pays-Bas, d'Amérique du Nord... En France, nous co-organisons des rassemblements mensuels avec Sortir du nucléaire Paris, militons pour que les criminels de la catastrophe de Fukushima soient jugés(1) ou contre la construction et le redémarrage de la centrale nucléaire d'Oma fin 2012.

Qui porte la contestation au Japon et quelles connections avec la diaspora ?

Haruko : En France et au Japon, ce sont essentiellement des femmes qui se sont mobilisées les premières : mères souvent en charge des courses, elles sont sensibles aux questions de radiation. Parmi le mouvement actif des «Femmes de Fukushima qui disent non au nucléaire», la plupart n'étaient auparavant pas militantes. Leur mouvement s'est étendu à tout le Japon. Enfin, des citoyens ordinaires manifestent tous les vendredis contre le nucléaire devant le cabinet du Premier ministre.

Yûki : Depuis fin 2011, une vigie permanente est installée devant le ministère de l'économie et de l'industrie, à Tokyo. Survivant malgré les menaces de l'extrême droite et de la police, ce «village des tentes» est une espace de débat et lieu de rendez-vous pour les militants japonais.

Quelle est la légitimité de la diaspora dans la contestation japonaise ?

Haruko : Il y a une tradition japonaise à considérer que votre histoire est terminée avec cette île quand vous en sortez : nous sommes doublement étrangers. Ainsi, après le 11 mars 2011, alors que nous étions mieux informés que les habitants du Japon, certaines personnes réagissaient mal à mes propos inquiets.

Yûki : Dans ce pays peu contestataire, où le poids de la communauté est fort (particulièrement dans la région rurale de Fukushima), les premiers écoliers qui remplaçaient le repas de la cantine par des *lunch-box* étaient stigmatisés. Inquiètes, les mères se sentant isolées ont commencé à partager leurs interrogations sur le net (en sachant qu'un tiers de la population de la préfecture de Fukushima n'est pas connecté). De plus, les grands journaux ont mis un certain temps avant d'enquêter sur la catastrophe. En général, ils ont commencé par relayer, sans enquête ni analyse, les propos des dirigeants.

Haruko : Depuis, la situation a changé : les petites filles de Fukushima disent qu'elles ne pourront jamais avoir d'enfants...

Le problème nucléaire est sans frontière, la solution aussi. Pour effectuer leurs propres mesures de radioactivité, les citoyens japonais ont notamment bénéficié de matériel et d'expertises de laboratoires français indépendants comme l'association pour le contrôle de la radioactivité de l'ouest (Acro) ou la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad), créée après la catastrophe de Tchernobyl.

Propos recueillis par Marie Barral ■


Marie Barral
▲ Yûki Takahata


Marie Barral
▲ Haruko Sakaguchi

(1) Publié en juillet 2012, le rapport de la commission d'enquête mandatée par le Parlement japonais désigne des responsables de la catastrophe de Fukushima. Au Japon, plus de 13 000 plaignants demandent au Procureur du tribunal de la région de Fukushima de mettre en examen les responsables.

Les Rroms Un peuple sans État

En Europe, la population Rrom compte, autant qu'on la puisse dénombrer, plus de douze millions de personnes. Elle s'est installée voici six à sept siècles. Elle est originaire du nord de l'Inde. Elle interpelle, par son mode de vie économe et respectueux, tous les peuples de la Terre.

Il s'agit d'Européens qui se nomment les Rroms. Rrom veut dire « homme », ou « être humain », dans la langue rromani. Le rromani est une langue à base de sanskrit et d'hindi. Les Rroms sont souvent appelés Tsiganes par les non-Rroms. Les Rroms appellent les non-Rroms (nous-mêmes) des « gadjé ».

Les interpellations des Rroms sont d'ordre politique et philosophique, tout à la fois. Ils ont subi, comme les Juifs, un génocide de la part des nazis. Ils ont connu, en Roumanie, comme les Noirs, des siècles d'esclavage. Ils se considèrent comme « une nation sans territoire[1] ». Ils récusent le droit à la propriété individuelle du sol.

Les Rroms ou Tsiganes sont présents dans presque tous les pays d'Europe. Ils vivent par groupes de familles très solidaires entre elles. Ils travaillent comme artisans ou commerçants, rarement en entreprise. Ils ne sont pas nomades mais très mobiles, car souvent déplacés ou pourchassés. On ignore comment ils ont traversé les siècles sans disparaître.

En France, on les appelle les « gens du voyage ». Même si la majorité d'entre eux ne voyage pas ! Le mot anglais « travellers » n'a pas le même sens. « Gens du voyage » est une appellation administrative strictement française, sans équivalent en Europe. Elle permet de ne pas désigner cette minorité, puisque la France n'en reconnaît aucune !

La première minorité culturelle d'Europe

Par leur nombre, les Rroms constituent, pourtant, la première minorité culturelle d'Europe. On les trouve aussi, en moindre nombre, dans les Amériques ou d'autres continents. Ils ont une représentation auprès des Nations-Unies. Ils ont une délégation auprès du Conseil de l'Europe (47 États). Une eurodéputée rromni, hongroise, Livia Jaroka, siège au Parlement européen (27 États).

Les Rroms sont rejetés, bannis, exclus parce qu'ils ont une identité culturelle forte qu'ils ne veulent pas abandonner. Leur grande peur est de devenir des gadjé, de vivre comme nous. Ils s'insèrent parmi nous sans peine, mais sans jamais s'intégrer. Ils nous font, ainsi, douter de nos certitudes concernant l'unité de la nation française et, pour cela, nous irritent.

Les Rroms nous amènent à nous interroger sur notre modèle social. Ils travaillent pour eux-mêmes mais refusent le travail-emploi, le travail salarié. Ils sont très attachés à leur liberté de citoyen, mais votent peu ou pas. Leurs enfants fréquentent l'école pour apprendre à lire mais n'y restent pas. Les principaux apprentissages de la vie s'effectuent dans la famille et par la famille.

Les Rroms n'expriment guère leur philosophie de la vie dans des écrits. On compte, parmi eux, peu d'écrivains mais beaucoup de musiciens. Leur influence sur l'art musical est grande. Guitaristes, violonistes, percussionnistes, se rencontrent partout. Le chant et la danse font partie de leur univers quotidien.

Les Rroms ou Tsiganes sont méconnus et méprisés. Leur vie proche, si possible, de la nature, incontrôlable, est jugée suspecte. On les a tenus pour des « voleurs de poules » ou pire : « voleurs d'enfants ». Leur pauvreté ou leur richesse étonnent : comment peut-on vivre ainsi ? Ils sont, dès lors, très surveillés par les polices.

Les Rroms ont longtemps été considérés comme des nomades. Pourtant leur très grande majorité est aujourd'hui sédentaire. En France, une partie des Tsiganes, dits les Manouches, ont un habitat mobile, une caravane.

Un peuple sans État

Les premières questions que nous posent les Rroms sont, ainsi, d'ordre anthropologique. Comment est-il possible de vivre sans adopter les mœurs de la majorité ? Comment survit-on, au travers des siècles, en étant toujours et partout repoussés ? Cette population européenne peut-elle être rapprochée de certains peuples autochtones ? Leur attachement à la Terre-mère, que nul ne peut posséder, en est-il un signe ?

Sous le regard des Rroms, nos concepts politiques traditionnels semblent être soumis à réexamen. Il en est ainsi de : résidence et citoyenneté, ethnies et nations, minorités et communautés. Mais aussi de : territoire et patrie, propriété et

Jean-Pierre Dacheux, auteur d'une thèse de philosophie sur *Les interpellations tsiganes de la philosophie des Lumières*, est membre du Collectif de soutien aux familles rroms vivant dans le Val-d'Oise, élu local, et a publié avec Bernard Delemotte *Roms de France, roms en France* (éd. Le Passager Clandestin).

(1) Les Rroms n'ont pas de drapeau mais un emblème, celui d'une nation ! Il se présente comme deux barres d'égale largeur, bleue en haut, verte en bas. Sur ce fond apparaît la roue rouge de la liberté, de la mobilité et de la souffrance. C'est l'image d'un dur parcours de vie sous le ciel et à même la Terre.

(2) La Journée internationale des Roms est le 8 avril. Le jeudi 8 avril 1971 fut fondée, à Londres, en congrès, l'Union Romani Internationale. Les Rroms se dotèrent alors d'un hymne composé par Jarko Jovanovic : *Gelem, Gelem*, qui est un cri contre le malheur. On y retrouve les thèmes du voyage sans fin et de la persécution ininterrompue.

appropriation, représentation et démocratie. Ou encore de : nomadisme et circulations, universalisme et cosmopolitisme. Enfin de : holocauste et ethnocide, république et fédéralisme, multiculturalisme et intégration.

La philosophie politique tout entière est convoquée pour comprendre ce peuple sans État. Les Rroms constituent un peuple par leur langue, leur histoire et leur pérennité. Ils sont sans État et dépendent de celui où ils résident. Les Rroms sont citoyens du monde sans le savoir. Ils se pensent Terriens avant même d'être des Européens[(2)].

La présence parmi nous de ce ferment de contestation muette nous trouble. Cosmopolites pratiques, ils ne sont pas sans patrie : ils en ont plusieurs. Ils aiment les sols où ils demeurent et passent. Ils adoptent le pays qui les reçoit et s'y attachent.

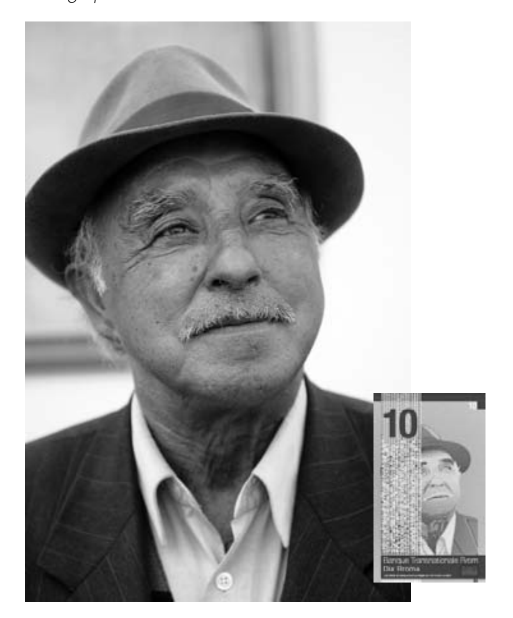
Les Rroms constituent une contradiction vivante. Ils vivent à part, alors qu'ils ne veulent et peuvent vraiment vivre à part. Les administrations ne veulent pas non plus les placer à part et le font quand même ! Rroms et gadjé s'attirent et se repoussent. Cet équilibre, toujours instable, dure depuis des siècles !

Ce type d'humanité, complexe et riche d'enseignements, nous surprend. Il est, aujourd'hui, une source d'interrogations utiles. Ainsi sa capacité à s'adapter à une vie simple et sobre est d'actualité. Leur talent pour récupérer les marchandises abandonnées, aussi. Leur résilience, face à tous les régimes politiques, reste un mystère.

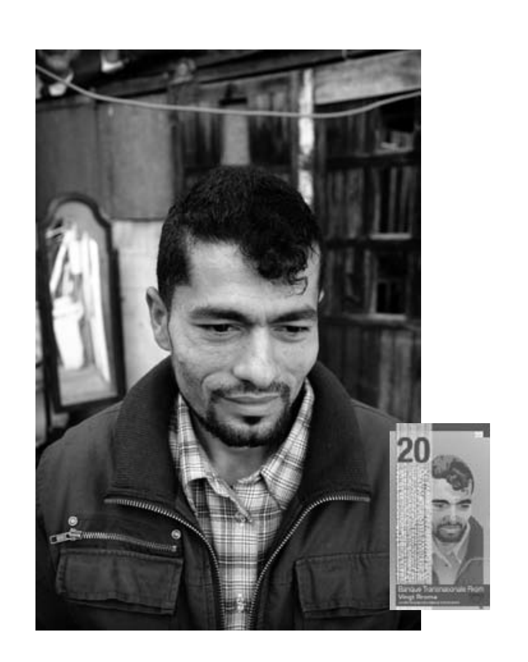
Faire connaître ces hommes et femmes d'Europe à tous les Européens est devenu urgent. En réalité, les Rroms posent des questions universelles. Mais, mieux encore, ils posent les questions de ce temps. Celles des rapports de l'homme à la Terre, à la nature, au travail..., celles de la pérennité des cultures et de la biodiversité humaine.

Jean-Pierre Dacheux ■

En juin 2012, en collaboration avec des Rroms, des étudiants de la Haute école d'art et de design de Genève distribuaient une monnaie alternative provenant d'une soi-disant Banque transnationale Rrom, avec les portraits de six Rroms anonymes. Ceci pour faciliter les échanges entre tous. Explications sur le site : http://banquetransnationalerrom.eu. Photographies : Francesco Gattoni













Quand une mairie accueille des Rroms



▲ *Famille de Sorin et Margareta, à Notre-Dame-des-Victoires, avant l'installation à Hellemmes.*

A Hellemmes, dans le Nord, la municipalité a mis en place, sous la pression d'un collectif citoyen, un accueil décent pour cinq familles Rroms. Une expérience à reconduire ailleurs ?

■ Les photos de cet article sont extraites de la série : "Qu'ils viennent et ils verront des êtres humains".

Fin octobre 2012 : des manifestants protestent contre le projet du maire (PS) d'installer cinq familles Rroms sur un parc de la commune. Ils sont 150, 200. Ils avancent en rangs serrés entre les étals du marché d'Hellemmes, petite ville associée à Lille. Et ils crient : *"Pas de Rroms à Hellemmes !"* L'un d'eux hurle : *"Je ne suis pas de droite, je ne suis pas de gauche, je veux défendre les Hellemmois !"*. Le maire, venu à leur rencontre, est pris à parti. *"Démission !"*. Quelques jours avant cette manifestation, le chantier a été bloqué par les riverains : l'aménagement de l'aire d'accueil est au point mort.

"Les anti-Rroms ne sont pas représentatifs des habitants d'Hellemmes, et ils ont sali l'image de notre ville et de notre région" : très vite, un collectif de soutien, sans attache politique, clame son soutien au projet. Plusieurs milliers de tracts intitulés *"Bienvenue aux familles Rroms !"* sont distribués courant novembre à la sortie du métro, sur le marché et dans les boîtes aux lettres. *"En ces temps de crise, c'est un réflexe aussi facile que cruel de s'en prendre à ceux qui ne peuvent pas se défendre. Les Rroms ne sont pas responsables de nos problèmes"*, écrit le collectif. Sa pétition recueille 1 400 signatures. L'effort de pédagogie porte ses fruits.

Arrivée sous bonne escorte

Faisant preuve d'un réel courage, le maire, Frédéric Marchand, tient bon. Le chantier reprend, en bordure d'un espace vert (le parc Engrand). Et un matin de décembre, les caravanes arrivent. Puis ce sont les familles Rroms – sous bonne escorte. La préfecture, qui soutient officiellement le projet, a envoyé des CRS pour éviter les débordements. Les riverains debout, les bras croisés, refusent toute discussion avec les membres de notre collectif. Les cinq familles qui s'installent en face de chez eux sont pourtant loin d'être des inconnues : elles ont vécu plusieurs années sur un terrain situé à Hellemmes, baptisé "la Friche". Elles y avaient construit des chalets en bois avec l'Atelier solidaire, une association fondée par des étudiants en architecture. Toute une vie s'était mise en place : mise en culture d'un potager commun, élevage d'animaux… Les enfants allaient à l'école de l'autre côté de la rue.

Jusqu'à l'expulsion, décidée le 9 août 2012 par les pouvoirs publics. Les chalets sont détruits, des caravanes envoyées à la fourrière. Leurs habitants sont dispersés dans la métropole lilloise, sans aucune solution. Les associations se mobilisent. Une partie des familles s'installent sous des tentes, à l'ombre d'une église dans un faubourg de Lille : ce sont elles qui rejoindront le parc Engrand. L'événement occupe les unes de la presse nationale – d'autant que d'autres camps Rroms sont démantelés à Lyon, La Courneuve, Evry, Marseille, condamnant hommes, femmes, enfants à la survie… Le scandale est tel que le gouvernement socialiste est contraint de publier le 29 août une circulaire censée concrétiser l'engagement de campagne de François Hollande : "Pas d'expulsion sans solution". Circulaire qui n'est pas toujours appliquée.

Il reste beaucoup à faire

Depuis leur arrivée parc Engrand, les cinq familles sont accompagnées par les associations et la mairie. Un repas de bienvenue est organisé. Des bénévoles du collectif emmènent les enfants dans les fêtes de quartier, d'autres viennent lire des ouvrages pour la jeunesse. L'Atelier solidaire assure un énorme travail de suivi, pour la scolarisation, l'aide sanitaire mais aussi l'aide alimentaire. Le centre communal d'action sociale s'investit. La mairie missionne un mi-temps parmi les travailleurs sociaux de l'Areas, une association qui intervient depuis des années auprès des familles Rroms de la métropole lilloise.

La bonne volonté est là mais il reste beaucoup à faire. Le collectif ne cache pas ses réserves, lors des réunions du comité de pilotage : les caravanes où sont hébergées les familles sont vétustes, les conditions de vie précaires, alors que l'hiver est particulièrement rude. Toilettes extérieures, comme le point d'eau (gelé par grand froid), douches lointaines, pas de possibilité de laver et faire sécher le linge… Dans une des caravanes, quatre enfants dorment dans un lit prévu pour une personne. Une autre caravane est chauffée avec un radiateur électrique raccordé à un fil sans dominos, avec du scotch. Et les familles sont dans une situation de grande dépendance, notamment vis-à-vis de l'aide alimentaire. Sans travail, pas de source de revenus…

"Un laboratoire"

Alors que la mairie avait promis qu'elle installerait rapidement des mobil-homes, en lieu et place des caravanes, rien ne se passe – en raison de problèmes essentiellement administratifs. Redoutant un échec du projet, le collectif envoie mi-mars 2013 une lettre ouverte à Manuel Valls (ministre de l'Intérieur) et Martine Aubry (présidente de la communauté urbaine de Lille). *"Comment expliquer que les pouvoirs publics aient pu organiser des conditions de vie aussi précaires ?"* y écrit-il. *"Le projet perd de son âme. Les familles sont malheureuses et se sentent abandonnées"*. La qualité du logement paraît être un préalable indispensable à toute démarche d'intégration.

Fin mars, nouvelle réunion du comité de pilotage. Le collectif est convié, même si de toute évidence son intervention publique n'a pas plu. *"Nous sommes un laboratoire, tout le monde en a conscience",* intervient le maire d'Hellemmes, tout en reconnaissant quelques "tâtonnements". Une nouvelle solution se dessine : la construction de logements en bois. Une forme d'habitat qui pourrait servir par la suite de logement d'urgence pour d'autres personnes en difficulté. Des démarches sont en cours auprès d'une grande entreprise d'insertion pour aider les hommes à trouver un travail, annonce la mairie. Une discussion s'engage sur l'intégration des femmes, qui restent souvent sur les lieux, à s'occuper des enfants et des tâches ménagères. Comment faire pour leur donner davantage d'ouverture vers l'extérieur ? Ne faut-il pas leur proposer aussi du travail ? Questions qui restent en suspens… Beaucoup reste à construire, avec les pouvoirs publics, les associations mais aussi (surtout) avec les familles.

Compte tenu des enjeux, qui dépassent bien sûr notre commune, l'expérience hellemmoise doit devenir un exemple. Pour que les politiques d'inclusion des populations Rroms ne soient plus des politiques d'urgence. Le collectif se mobilise pour venir en aide aux autres personnes Rroms présentes sur le territoire de la commune - et plus largement de la métropole lilloise. Leurs conditions de vie, entre misère et rejet, sont inacceptables. Il est temps de regarder la réalité en face et de trouver des solutions.

Sylvain Marcelli
Membre du collectif de soutien aux Rroms à Hellemmes ■

■ Collectif de soutien aux Rroms à Hellemmes, tél. : 03 20 47 61 28, www.hellemmes-roms.org.


Sylvain Marcelli

Famille de Tivadar et Anna, à Notre-Dame-des-Victoires.


Sylvain Marcelli

Famille de Firuta et Tiberiu, à Notre-Dame-des-Victoires.



Combien coûte un accident ? Bien trop cher…

Accident : ici explosion du réacteur n°3 de Fukushima, mars 2011

En quelques années, le discours des autorités sur la possibilité d'un accident nucléaire a bien évolué. Désormais, la question n'est plus de savoir si l'accident est possible en France, toutes les institutions reconnaissant cette éventualité. Il s'agit désormais de prévoir quels seraient ses impacts, en particulier économiques.

■ Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, tél. : 04 78 28 29 22, www.sortirdunucleaire.org

En novembre 2012, à Bruxelles, lors du forum *Eurosafe,* une présentation de Patrick Momal, un économiste travaillant pour l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), révèle qu'un accident grave en France pourrait coûter 160 milliards d'euros, voire 430 pour un accident majeur(1). Alors peu médiatisées, ces données ne sont présentées en France que le 6 février 2013, à Cadarache.

Le 10 mars 2013, la veille de la commémoration de l'accident de Fukushima, le *Journal du Dimanche*(2) publie d'autres extraits des travaux de l'IRSN. Selon une étude réalisée en 2007 et restée jusqu'ici confidentielle, le scénario noir de l'accident majeur pourrait atteindre… 5800 milliards d'euros(3) !

Embarrassé, Patrick Momal reconnaît que la première évaluation correspond à un scénario "médian", de type Fukushima, où les rejets ne se sont pas largement dispersés, tandis que celle de 2007 illustrerait un accident de type Tchernobyl correspondant à une dispersion des radioéléments sur un vaste territoire.

Le 26 mars 2013, l'IRSN tente de faire la part du feu en publiant dans son intégralité l'étude de 2007 sur son site(4).

Les différents scénarios accidentels

Ces différents scénarios étudient tous les conséquences d'un accident de fusion du cœur sur un réacteur de 900 MW(5).

Un accident "grave" — c'est à dire avec des rejets "contrôlés" — coûterait 120 milliards et aboutirait à l'évacuation de 3500 "réfugiés radiologiques". Il est décrit par l'IRSN comme une crise "gérable", et plus un chaos médiatique qu'une catastrophe radiologique.

L'accident "majeur", accompagné de rejets radioactifs massifs, lui, pourrait atteindre un coût de 430 milliards (plus de 20% du PIB français), dont 160 relevant uniquement des conséquences radiologiques. Il génèrerait près de 100 000 réfugiés radiologiques et un important surcroît de cancers. Pour l'IRSN, ces coûts seraient comparables à ceux d'une guerre régionale. L'histoire européenne serait marquée pour des décennies .

Le scénario "accident majeur" coûterait 760 milliards et génèrerait 1,5 millions de réfugiés radiologiques.

Enfin, dans le "scénario du pire", évalué à 5800 milliards, si le panache radioactif atteignait la région parisienne, il s'agirait d'évacuer cinq millions de personnes sur une zone de 87 000 km^2 (6) ;

(1) à titre de comparaison, l'accident d'AZF et le naufrage de l'Erika n'ont coûté "que" 2 milliards.

(2) http://www.lejdd.fr/Economie/Actualite/Exclusif-JDD-le-scenario-noir-du-nucleaire-595593

(3) Soit près de 30 fois les investissements qui ont permis la construction du parc nucléaire français (188 milliards d'euros).

(4) http://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Actualites/Pages/20130326_Etude-IRSN-2007-cout-accidents-nucleaires.aspx

(5) les plus anciens et les plus répandus en France.

(6) soit plusieurs régions françaises, plus de deux fois la surface de la Belgique.

les retombées de césium 137 (et d'autres éléments) toucheraient un territoire bien plus vaste, concernant près de 90 millions de personnes.

Impasses et limites des scénarios

Ces chiffres apparaissent malheureusement crédibles. Deux ans après le début de la catastrophe de Fukushima, ses coûts sont estimés entre 100 milliards d'euros(7), et 500 milliards(8), alors que l'accident n'est toujours pas maîtrisé. Quant à la catastrophe de Tchernobyl, elle aurait coûté plus de 200 milliards de dollars respectivement au Bélarus et à l'Ukraine, tandis que la Russie ne fournit aucune évaluation(9).

Le "scénario du pire" se base sur la centrale de Dampierre, située dans une zone qui n'est pas des plus denses. Quelles seraient les conséquences d'un accident au Bugey, à 35 km de Lyon, à Fessenheim au milieu de la plaine du Rhin ou à Cattenom, au cœur d'une grande région européenne ?

On remarquera aussi que les publications de l'IRSN ne se basent que sur un seul radioélément, le Césium 137, alors même que le "cocktail radioactif" projeté en cas d'accident, selon EDF, en contiendrait 747, dont certains sont bien plus dangereux et pour des périodes plus longues.

On peut aussi se demander comment ont été chiffrées les conséquences sanitaires, qui, quelles que soient les études, ne représentent qu'une part réduite des dépenses. L'IRSN justifie la limitation du nombre de cancers en prétextant que les populations limiteraient leur contamination... en boycottant d'elles-mêmes les produits suspects !

Enfin, il est évident qu'une étude purement économique s'avère bien réductrice lorsqu'il s'agit de rendre compte des conséquences. Quels chiffres peuvent en effet rendre compte de la perte du lieu où l'on a vécu, du traumatisme de l'évacuation, de la douleur des malades, de la peur de mettre au monde un enfant déjà malade ou difforme, de la perspective de la dégradation du patrimoine génétique sur des générations ? Qui pourra chiffrer les pathologies dont souffriront les "liquidateurs", tous ceux qui se sacrifieront pour contenir l'accident ? Et pas un mot sur le nombre de morts potentiels…(10)

Derrière ces études, quel message ?

La protection des victimes potentielles semble ne pas avoir été la motivation principale pour la réalisation de ces travaux. L'examen de la répartition des coûts laisse deviner d'autres préoccupations : dans les éléments rendus publics en 2012, la part des "coûts d'image" s'élève à chaque fois à environ 40 %. Pour l'IRSN, le problème ne serait donc pas la réalité des contaminations, mais "les pertes économiques à prévoir sur la non-vente de denrées ou autres biens de consommation parfaitement sains, du fait d'un boycott par les distributeurs ou les consommateurs […], les effets négatifs majeurs sur le tourisme […] et la réduction d'autres exportations". L'étude de 2007 va même encore plus loin en affirmant que "la victime de l'accident [grave], c'est l'économie française !"(11). Pour l'IRSN l'accident grave poserait moins un défi en terme de gestion des territoires contaminés que de communication : "l'impact sur l'opinion publique serait élevé, nécessitant une capacité d'excellence en termes de communication publique et de gestion, sur une longue période, de l'ensemble des moyens publics mobilisés"(12).

Qui va payer ?

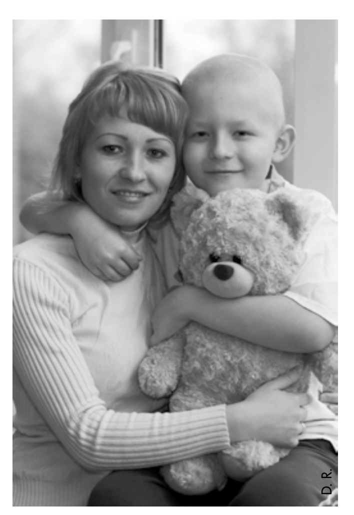
En cas d'accident, qui paiera la décontamination ? Qui dédommagera les habitants évacués, les entreprises en faillite, les agriculteurs aux récoltes contaminées ? Certainement pas l'industrie nucléaire. En effet, EDF n'est actuellement obligé de s'assurer qu'à hauteur de 91 millions d'euros. C'est donc l'État — ou donc les contribuables, qui ont déjà dû payer malgré eux pour la construction des centrales — qui prend ensuite le relais… jusqu'à un plafond de 345 millions d'euros. La Convention de Paris, en cours de ratification, propose d'élever le montant à la charge de l'exploitant à 700 millions d'euros… On peut donc malheureusement imaginer que faute de moyens disponibles, toutes les victimes ne seront pas indemnisées.

N'attendons pas que l'accident arrive ! Pour reprendre l'expression de l'IRSN, l'importance des coûts de l'accident devrait « militer » pour une sortie la plus rapide possible du nucléaire. Si élevés que soient les investissements nécessaires pour une réelle transition énergétique, ils seront dans tous les cas dérisoires en comparaison de ceux qui suivraient une catastrophe.

Réseau Sortir du nucléaire ■


David Guttenfelder

Réfugiés : ici un gymnase en bordure de la zone évacuée de Fukushima, mars 2011


D. R.

Enfants malades : ici un enfant né en 2003 dans la région de Tchernobyl et atteint d'une leucémie en 2011.

(7) http://www.lemonde.fr/japon/article/2012/11/07/le-cout-de-l-accident-nucleaire-de-fukushima-pourrait-doubler_1786969_1492975.html

(8) http://www.reuters.com/article/2013/03/08/us-japan-fukushima-idUSBRE92417Y20130308

(9) http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/heritage-sovietique/tchernobyl.shtml

(10) Pour rappel, selon une étude publiée par l'Académie des Sciences de New-York, la catastrophe de Tchernobyl aurait provoqué près d'un million de décès supplémentaires.

(11) Voir p.64 du rapport.

(12) http://www.irsn.fr/FR/Actualites_presse/Actualites/Pages/20130219-Travaux-recherche-IRSN-cout-economique-accidents-nucleaires.aspx

Heroïnes indigènes

PENDANT DES DÉCENNIES, LES FEMMES INDIGÈNES ONT CONNU LES EXPULSIONS, LA PEUR, le meurtre et le viol. Elles ont souffert de l'humiliation infligée par des gouvernements qui perpétuent l'idée qu'elles sont « arriérées » et qu'elles vivent encore à « l'âge de pierre ». Avec la spoliation de leurs terres et devant un avenir de plus en plus incertain, elles ont perdu leur estime de soi et le sens de la vie.

Si cette galerie relate l'histoire tragique que vivent les femmes indigènes, elle met aussi en avant le courage et l'inspiration dont elles font preuve pour récupérer leurs terres et faire respecter leurs droits fondamentaux.

L'ONG Survival soutient les peuples indigènes par des campagnes d'opinion. Elle agit dans trois domaines : l'éducation, les campagnes et la recherche de fonds et leur offre aussi une tribune pour s'adresser au monde.

■ Survival : 18 rue Ernest et Henri Rousselle 75013 Paris, tél : 01 42 41 47 62, www.survival-france.org

Textes adaptés de Joanna Eede.

Des femmes bushmen, Afrique australe

Les Bushmen peuvent prétendre être le peuple « le plus indigène » du monde, ayant vécu sur leurs terres plus longtemps que quiconque. Dans les années 1980, on a découvert que la Réserve centrale du Kalahari (CKGR) recelait les plus riches gisements de diamants du monde. Entre 1997 et 2002, presque tous les Bushmen ont été expulsés de leur terre et déportés dans des camps de relocalisation en dehors de la réserve où non seulement ils ne pouvaient plus maintenir leur mode de vie de chasseurs-cueilleurs, mais subissaient l'humiliation d'un racisme fortement ancré dans la société dominante. « Comment des créatures de l'âge de pierre peuvent-elles continuer à vivre ainsi à l'âge des ordinateurs ? » s'était étonné l'ancien président botswanais Festus Mogae. Plusieurs familles bushmen sont maintenant retournées dans la réserve, mais les harcèlements et les intimidations continuent.


Mark Hakansson/Survival International

Laissons-les nous traiter de primitifs. Laissons-les nous reprocher d'être un peuple vivant encore à l'âge de pierre. Notre mode de vie nous convient. Nous avons vu leur développement et nous ne l'aimons pas.

Leonor Zalabata, leader arhuaco, Colombie

Leonor est entrée en contact avec Survival dans les années 1990, lorsque les forces armées de la guérilla d'extrême gauche avaient installé un campement en territoire arhuaco et avait soumis la population à une extrême violence. De nombreux leaders arhuaco furent assassinés. Malgré ces dangers constants, Leonor a consacré sa vie à dénoncer les abus perpétrés contre les Indiens de Colombie. Elle a activement participé au Groupe de travail et au Forum permanent sur les peuples autochtones des Nations-Unies.


Survival

La Sierra Nevada de Santa Marta... est le cœur du monde. C'est là que nos esprits se trouvent. Lorsqu'une fille naît, nous disons dans notre culture que la montagne rit et que les oiseaux pleurent.


Tehelka 2011

Soni Sori, institutrice adivasi, Inde

Soni Sori a été une fervente critique du gouvernement indien, des maoïstes et des compagnies sidérurgiques comme le groupe Essar. Elle a été violée et torturée alors qu'elle était en garde à vue, sous l'accusation de servir d'intermédiaire entre les maoïstes et le groupe Essar. Soni est incarcérée depuis octobre 2011, accusée d'un crime sans preuves. « En me torturant, espérez-vous pouvoir résoudre la question du mouvement naxalite (maoïste) ? » a écrit Soni dans une lettre au président de la Cour suprême.

Je veux retourner chez moi et aider mon peuple. Je veux mettre mon éducation à profit pour l'aider à se défendre. Si nous n'apprenons pas à parler pour nous-mêmes, nous disparaîtrons.

Boa Senior, dernière locutrice bo, océan indien

On estime que les ancêtres de Boa Senior et des autres tribus des îles Andaman dans l'océan indien font partie des premières vagues de migrations humaines d'Afrique. Boa Senior est décédée en 2010. Près de 55 000 années de pensées et de connaissances — l'histoire collective d'un peuple entier — ont disparu avec elle.

Ils ne me comprennent pas. Que puis-je faire ? S'ils ne me parlent pas maintenant dans notre langue, que feront-ils une fois que je serai morte ? N'oubliez pas notre langue, emparez-vous d'elle.

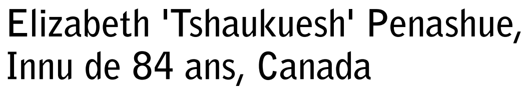

Alok Das

Survival International

Petit Papillon, fillette awá, Amazonie brésilienne

Petit Papillon vit dans un village situé à 30 minutes de marche de la frontière, là où, jour et nuit, les colons détruisent et brûlent les arbres de la forêt. L'avenir de Petit Papillon est bien compromis, à moins que les terres des Awá ne soient protégées de toute urgence et leurs droits respectés. Les Awá sont l'une des deux dernières tribus nomades de chasseurs-cueilleurs du Brésil. Depuis des siècles, leur mode de vie est en parfaite symbiose avec la forêt et les animaux qui y vivent. Ils sont si familiers avec leur environnement que les femmes awá n'hésitent pas à prendre soin des bébés singes orphelins en les allaitant.

Pour les femmes de la tribu des chasseurs-cueilleurs awá le statut d'égalité avec les hommes est normal. Certaines femmes awá ont même plusieurs époux, une pratique connue sous le nom de polyandrie.



Elizabeth 'Tshaukuesh' Penashue, Innu de 84 ans, Canada

Pendant de nombreuses années, Elizabeth a organisé une marche de printemps à travers les montagnes de Mealy, afin de reconnecter les jeunes Innu à l'environnement dans lequel leurs aînés ont vécu pendant près de 8000 ans.


Elizabeth Penashue

Je ne veux pas voir mes enfants perdre tout. Je ne veux pas les voir perdre leur identité, leur culture et leur vie. Avant que je ne m'en aille, je dois instruire les enfants. Si personne ne le fait, que vont-ils penser quand ils grandiront ? Penseront-ils : Je ne suis pas innu, je suis blanc ?

Courrier

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.

Uranium

Dans votre revue de mars (Silence n°410), j'ai notamment lu avec intérêt l'interview que vous avez accordée à Mycle Schneider. J'ai apprécié cet entretien, je souhaiterais cependant vous faire part des observations suivantes concernant deux points :
- Mycle Schneider affirme que les réserves d'uranium ne constituent pas « un facteur contraignant pour l'exploitation du parc existant et futur ». En fait, ce minerai est naturellement source d'énergie « de stock », épuisable. L'un des objectifs exigés des réacteurs du futur, de 4ème génération, est une moindre consommation en uranium. Pour une même quantité d'uranium, Astrid est conçu pour produire 50 à 100 fois plus d'électricité qu'un REP (réacteur à eau pressurisée, les plus courants en France, ndlr). Des chercheurs étudient la possibilité d'extraire ce métal des océans, bien que l'eau de mer n'en contienne qu'environ 0,003 ppm (contre 0,010 ppm en moyenne dans la croûte terrestre et plusieurs centaines de ppm dans des mines). Une teneur très faible signifie que le prix du minerai doit être très élevé pour que l'extraction soit rentable. L'intervention militaire française au Mali ne viserait-elle, en plus ou moins grande partie, à protéger les mines d'uranium du Niger ?
- L'EPR. M. Schneider pense qu'il n'a jamais été conçu pour remplacer les REP. Or l'idée de l'EPR est née suite à l'accident de Tchernobyl. Dès 1989, Framatome et Siemens ont décidé de réunir leurs compétences pour concevoir un réacteur en commun, plus sûr et destiné à remplacer les réacteurs français et allemands. Plus sûr : enceinte plus épaisse, plusieurs systèmes de refroidissement d'urgence, dispositif de récupération en cas de fonte du cœur. (…) Si on n'avait pensé qu'à une vitrine pour l'exportation, l'EPR de Penly n'aurait d'ailleurs pas été envisagé.

Chantal Bourry
Charentes-Maritimes



Combattre le nucléaire

L'excellente émission de *Terre à terre* du samedi 9 mars 2013 sur, entre autres, le projet dément de rafistoler la centrale de Fessenheim au risque de polluer irrémédiablement la plus grande nappe phréatique d'Europe, aux conséquences incalculables, survenant sur votre passionnant numéro "L'Agonie du nucléaire" (qu'il crève avant nous, la course est lancée...), m'a mis en ébullition.
Ne serait-il pas temps, et opportun, de s'attaquer au verrou spécifiquement français (ailleurs les choses bougent), je veux parler de cet écœurant maquignonnage grands corps-politiciens, du côté de son talon d'Achille, les politiciens et donc les élections.
Pas besoin de référendum kafkaïen, il suffit de transformer chacun des prochains votes en référendum de fait en déposant dans l'urne un bulletin spécifique "Non au Nucléaire", en manière de boycott de la politique telle qu'on nous la pratique.
Par mesure de cohérence, sur le plan matériel, il conviendrait, pour ceux qui en ont la possibilité, de refuser l'énergie mortifère d'EDF en choisissant un fournisseur correct... Qu'en pensez-vous ?

Maurice Furstoss
Gard

Aimez-vous les uns les autres ?

J'ai été très ennuyé par la tribune d'Alain Gaudin intitulée « je suis complètement favorable au mariage entre catholiques » (n°41, p.22). En, effet, malgré de gros efforts pour essayer de la prendre avec humour, je n'y suis pas parvenu. Après tout c'était une démarche estimable avec de beaux précédents : La vie de Brian des Monty Phyton était ainsi délicieusement provocatrice, sans jamais tomber dans le grotesque.
C'était peut être également l'objectif de cette tribune… Mais elle n'a pas réussi –selon moi- à s'extraire du bréviaire anticatholique tout en se contentant d'enfoncer des portes ouvertes.
Je me demande d'ailleurs pourquoi l'auteur a concentré ses assauts sur les seuls catholiques. Il aurait pu de temps en temps, et par pure fantaisie, y substituer les juifs ou les musulmans. En effet, les représentants français de ces deux religions sont également opposés au mariage pour tous… On mettra ça sur le compte de la distraction.
Pour conclure sur une note positive, il faut quand même remercier l'auteur qui, prenant la casquette de médecin, déclare que « le catholicisme n'est pas une maladie »… Zut… Moi qui avais fini par croire le contraire !

Gérald Bonnard
Paris

Abribus et pornographie

La pornographie est de retour dans les abribus. Si vous habitez Grenoble, vous avez certainement remarqué ces publicités de lingerie féminine. (...) On y voit des jeunes femmes, aux formes sensuelles, avec des sous-vêtements et des accessoires affriolants. Les poses de ces femmes et la nature des articles ne laissent aucun doute sur l'attrait attendu de ces produits sur le fantasme masculin. On est loin de la simple fonctionnalité d'une culotte et d'un soutien-gorge.
Bref, c'est du porno au vu de tout un chacun, vieux en mal de sexe, jeunes qui se rincent l'œil gratis, mais aussi collégiennes qui peuvent penser que l'attitude de ces jeunes femmes et leur accoutrement constitue une normalité, voire une obligation pour accéder au statut de femme.
Peut-être, me direz-vous, que j'exagère en parlant de pornographie. Mon dictionnaire m'indique "représentation (par écrits, dessins, peintures, photos) de choses obscènes destinées à être communiquées en public" et à obscène "qui blesse la délicatesse par des représentations grossières de la sexualité". Donc, je confirme, ces publicités sont pornographiques. Et c'est bien cet aspect qui est utilisé par les publicistes, car une photo de sous-vêtements sans le corps féminin qui les porte n'aurait aucun intérêt.
Une certaine image de la femme est véhiculée dans ces publicités : femme objet, femme désir, objet sexuel. Et qui fabrique ces sous-vêtements ? D'autres femmes, jeunes ou encore enfants, qui travaillent dans d'autres pays pour des salaires misérables. Les conditions de travail sont sordides, la sécurité précaire. Récemment, une usine a brûlé au Bangladesh. Bien d'autres incendies ont déjà eu lieu dans différents pays. Les issues sont fermées pour éviter les vols et les pompiers ne peuvent intervenir. Des dizaines de filles meurent, mais les filles comptent peu dans ces pays-là.
Chez nous non plus. Des filles meurent dans l'incendie de l'usine dans laquelle elles fabriquent nos sous-vêtements, ça ne fait pas la une des médias. L'arrivée d'un footballeur au PSG, oui.
A l'autre bout de la chaîne, des filles laissent photographier leurs corps. Leur situation est certainement plus enviable que celle de l'enfant du Bangladesh, mais elles participent à la même exploitation de la femme pour le profit, cet argent qui humilie, maltraite, tue.
Les donneurs d'ordre de ces marques connues sont occidentaux. Bien sûr, ils pourraient imposer des règles de sécurité, mais cela réduirait leurs profits. Bien sûr, nos gouvernants pourraient exiger des conditions de fabrication aux produits importés, mais ce serait un frein au libre-échange des marchandises. (...)
Dans cette mondialisation libérale, nous avons tout à perdre. Pour le profit de quelques-uns, l'immense majorité de la population subit les conséquences de ce libéralisme débridé. Et les femmes, encore une fois, en paient le plus lourd tribut.

Jean-Louis Siccardi
Isère

Quel antiracisme pour aujourd'hui ?



La LICRA, le MRAP et SOS racisme défendent tous trois des positions « universalistes » selon lesquelles, toutes les formes de racisme sont à mettre au même niveau.
Voilà en substance ce qu'écrit Guillaume Gamblin en ouverture de cet article (n°411, p.13).
Je n'y ai pas réfléchi, mais je suis certaine que leur position est raisonnée et fondée sur l'expérience, ce n'est certainement pas qu'une position limitée au plus petit dénominateur commun. En tout cas je regrette qu'elle ne soit pas davantage explicitée ici.
Le MRAP a refusé de répondre… Pourquoi ? Pas envie de débattre avec « Les indigènes de la République et les Indivisibles » ou pas envie de répondre à Silence ? Et les autres ?
Une amie à moi a parcouru l'article et lancé : « Mais c'est l'apartheid inversé ! » après avoir pris connaissance de la tonalité des propos des deux associations « Les indigènes de la République et les Indivisibles ».
(…) L'idée de classer « les niveaux de gravité » me laisse sceptique, je pense que nous entrons là sur un terrain glissant.
Pierre Tevanian du collectif « les mots sont importants » évoque un antisémitisme persistant. On constaterait en effet (je viens d'entendre les dernières statistiques je ne sais ce qu'elle valent) 58% de recrudescence de l'antisémitisme et 30% de l'anti-islamisme. Quant à l'image du gentil noir « ya bon banania », bon… Enfin le racisme n'est pas nouveau, ni en France ni ailleurs.
Atman Zerkaoui parle de l'anti racisme blanc et de l'antiracisme non-blanc, pour les différencier, voire les opposer.
Il parle des privilèges blancs. Sur quel terrain place-t-il les privilèges ? Social ? Financier ? Culturel ? Il y a actuellement des millions de « petits blancs » en France, en particulier dans les campagnes qui sont dans des situations critiques : plus d'entreprise, plus d'emploi, peu d'aide sociale (moins qu'en région parisienne). Ils sont méprisés et ignorés par les administrations et parfois insultés par leurs voisins immigrés. Car cela existe, stop à l'angélisme. Ce n'est pas une invention du MRAP ou de SOS racisme.
Atman Zerkaoui dit que le mouvement antiraciste blanc s'articule autour de l'idée du racisme structurel. Qu'est ce que le racisme structurel ?
(…)
Je ne tire pas de conclusion et je ne tire pas non plus contre ces mouvements qui pointent de vrais problèmes, mais je crains qu'ils soient trop « à fleur de peau » pour être justes dans l'analyse et dans l'action. La haine attire la haine.
Monique Douillet
Rhône

David contre Goliath

Bonjour à tous et longue vie à la revue *Silence*, revue intelligente.
Lecteurs de Silence, nous ne sommes certes pas tous d'accord et le débat est un signe d'intelligence. Je voulais (…) attirer l'attention de tous sur les manipulations médiatiques de ce que l'on pourrait appeler la partie adverse (…).
Les clichés, les idées reçues vont bon train, et pourtant la minorité que nous représentons est un vivier de bonnes idées et de pratiques qui, même si elles étaient imposées dans l'urgence, mettraient du temps à se faire accepter. Comment imaginer un changement quand si peu de gens agissent et réfléchissent pendant qu'une majorité suit aveuglément et acquiesce sans réfléchir ? Quel est le poids d'une revue comme *Silence* face au 13h de TF1 ?
Bref, juste une porte ouverte sur une réflexion, comment va-t-on s'en sortir ? Une note d'espoir cependant : David, en son temps, terrassa Goliath, parait-il ?
Ah l'intelligence de *Silence* et les moyens de TF1…
Clément Urion
Vosges

Egalité hommes/femmes

Il y a 2 façons d'aborder le sujet :
A) dans la logique du système social actuel.
B) dans une autre logique.
Partons des chiffres de réussite scolaire/professionnelle :
Selon A), la conclusion implicite c'est : les femmes sont plus intelligentes, il faut leur donner des postes de commandement, avec les salaires qui y sont attachés. Allez les filles, faites pousser vos dents !
Selon B), les deux domaines ne font pas appel aux mêmes capacités. Ces capacités existent chez hommes et femmes , mais ni réparties ni cultivées de la même façon.
Exemple personnel : je suis très forte en matières scolaires mais j'ai du mal à organiser un travail, un espace collectif, ce que savait très bien faire mon mari. Je ne conclus pas que je suis plus intelligente que lui, ou lui plus que moi : nous nous complétions.
Selon A) : il faut arriver à la première place. Exercer un pouvoir, c'est déjà gratifiant en soi pour ceux qui savent le faire et, en plus, il faudrait assortir ça d'un salaire plus élevé (???)
Selon B) : la société doit reconnaître l'importance des fonctions d'aide, de complément, de continuité, les hommes aussi doivent les cultiver, et, dans le même temps, la fonction de décision doit être désacralisée, ralentie, tempérée, afin de tenir compte des différents aspects de la réalité.
Mais, en fait, si le regard se déplace des hautes fonctions vers les tâches subalternes, la gent masculine n'est pas mieux lotie que la féminine : peu de femmes dans les usines, les centrales nucléaires, les chantiers au marteau piqueur...
Conclusion : il ne faut pas se battre contre les hommes mais se battre avec ceux d'entre eux qui refusent une société basée sur la course à la domination, sur l'inégalité des revenus, en somme : combattre, avec douceur et détermination, la violence capitaliste !
Hommes et femmes ont tout à y gagner
Françoise Chanial
Vienne

L'armée dans la ville

Avril 2013, je me rends à Paris après plusieurs mois sans y être passé. A la gare, pour descendre dans le métro, je suis obligé de passer entre trois militaires en treillis kaki avec la mitraillette à la main. Je suis horrifié. En sortant de ma réunion, je prends de nouveau un métro, et dans la rame je suis entouré de... quatre militaires en armes. La tête commence à me tourner. Dérangé, je fais quelques mètres dans la rame, mais bientôt je me heurte à... quatre autres militaires ! Je sens une nausée qui me gagne de plus en plus. Je change de métro, et pour éviter de me retrouver dans la même rame que les huit militaires qui font le même changement que moi, je vais à l'autre bout du quai. Je rentre dans la rame et me retrouve avec... six militaires ! Non, ce n'est pas au cauchemar, c'est bien la réalité !
J'interpelle les gens qui se trouvent là ainsi que les militaires pour leur demander s'il s'est passé quelque chose dans la journée, si la guerre a éclaté sur le territoire français. On me répond, bien sûr, par un silence gêné. Un homme me dit, en haussant les épaules, que ce sont des patrouilles et que c'est normal.
Ce qui me révolte le plus dans cette situation est que personne n'a l'air de trouver ça aberrant ! Serais-je le seul à être choqué par cette situation ? Depuis combien de temps à Paris la ville est-elle envahie de militaires mitraillettes à la main ? Personne ne semble voir de problème à cela ? J'ai la faiblesse de faire encore une distinction entre armée et police. Je nomme cet état de fait une militarisation de la société.
C'est pour lutter contre le terrorisme ? Les banques, la bourse, les multinationales sont considérées comme les amis des passant-e-s, et s'affichent en format géant dans le métro. Par contre, les terroristes, voilà l'ennemi qui obligerait à faire descendre l'armée en masse dans le métro !
Guillaume Gamblin
Rhône

Livre du mois

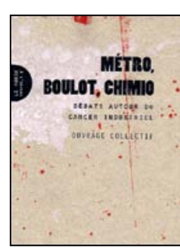
Pause

Susan Maushart
Traduction Pierre Reugnier
Ed. Nil
2013 - 364 p. - 20 €



A *Silence*, nous avons fait l'expérience (difficile) d'un numéro sans internet (n°407). Susan Maushart, journaliste américaine, vivant en Australie avec trois adolescents, décide de faire une pause électronique dans sa maison : plus d'ordinateur, de liaison internet et de télévision. Le téléphone à fil remplace les téléphones portables. Et ceci pendant six mois. Pour obtenir l'aval des enfants, elle leur propose un grand voyage dans "l'ancien monde". Le livre alterne, avec beaucoup d'humour, un journal de l'expérience et une multitude de réflexions inspirées d'études diverses sur les conséquences sociologiques de l'invasion actuelle des médias électroniques, distinguant les "natifs électroniques" (nés après 1990) et les "immigrants électroniques" (les plus âgés). Susan Maushart s'inspire du célèbre livre de Thoreau *Walden ou la vie dans les bois* pour y trouver un appui philosophique. Cela se lit très facilement, et même si au final, les outils électroniques reviennent à la maison, il en ressort une famille largement différente. Un témoignage très vivant qui devrait inciter les plus accros d'entre nous à faire leur propre pause. MB.

Métro, Boulot, Chimio
Débats autour du cancer industriel



Collectif
Éditions Le Monde A L'envers
2012 - 175 p. - 4 €

Ce livre est un ouvrage collectif qui rassemble des échanges et des commentaires autour de la vente pour 1€ symbolique d'une usine Arkéma, avec comme question centrale : faut-il défendre, au nom de l'emploi, les industries qui empoisonnent quotidiennement notre environnement et notre santé ? On y retrouve Fabrice Nicolino, François Ruffin, Florent Gouget, le collectif Pièces et main d'œuvre, Tomjo le picard et Les Amis de l'Égalité ainsi que des extraits des journaux Fakir et L'Invendable. Il y est question des nuisances industrielles, du syndicalisme et des luddites. Les textes sont courts ce qui favorise une lecture aisée et alimente un débat encore peu répandu sur le sujet. A lire et faire lire. PM.

« Je suis sincère avec moi-même » et autres lieux communs



Jacques Ellul
Ed. Folio
2013 - 96 p. - 2 €

Réédition d'extraits de son livre *Exégèse des nouveaux lieux communs*, où le penseur protestant s'en prend dans un style pamphlétaire à quelques habitudes de pensée modernes. Bien écrit, vivant, parfois assez agressif, mais pas toujours très convaincant. On retiendra sa critique bien menée de l'idée selon laquelle « la machine est un objet neutre dont l'homme est le maître », et celle de l'idéologie selon laquelle « la fin justifie les moyens », où l'auteur se rapproche très fortement d'une philosophie de la non-violence et mène une pertinente critique de la guerre juste. GG

A qui profitent les OGM ?

Jacques Testart
CNRS éditions
2013 - 80 p. - 4 €

Le chercheur Jacques Testart livre une réflexion percutante sur l'inutilité des plantes OGM, les intérêts mercantiles qui motivent leur développement et les discours à base de spéculations futuristes utilisés pour amadouer l'opinion publique. Il est inutile de prendre le moindre risque s'il n'y a aucun bénéfice, estime-t-il. D'ailleurs les populations n'ont nullement besoin des plantes génétiquement modifiées (PGM) et ne les ont jamais demandées. 99 % des PGM cultivées actuellement servent à nourrir des animaux ou des voitures. Encourageant : aucun nouveau pays n'en a cultivé en 2011. Le scientifique montre, exemples à l'appui, qu'on est loin de maîtriser la technique OGM. Il revient sur l'affaire Séralini et plaide pour une démocratisation en modifiant notamment le système d'expertise et en organisant des conférences et conventions de citoyens



pour se baser réellement sur les choix des gens. Beaucoup de choses intéressantes en peu de pages ! GG

Conversation sur la naissance des inégalités



Christophe Darmangeat
Ed. Agone
2013 - 196 p. - 12 €

Les inégalités de fortune n'ont pas existé de tous temps et en tous lieux. Reprenant, en la vulgarisant, la classification en trois mondes d'Alain Testart, l'auteur distingue les sociétés sans richesses, égalitaires ; puis, avec la création de stockages, les sociétés inégalitaires ; et enfin les sociétés de classes, avec leurs privilégiés et leurs exploités. Il montre surtout comment on est passé progressivement de l'une à l'autre. De nos jours, à condition notamment de comprendre que « les responsabilités collectives et les privilèges matériels sont deux choses bien différentes, l'égalité économique est à nouveau possible » - sans, pour autant, un « retour » aux sociétés de pénurie. La forme questions-réponses, celle de la « conversation », peut dérouter. Ce serait dommage car la démonstration qu'elle recouvre est tranquille, étayée, crédible. Au-delà du slogan ou de l'incantation idéologiques qu'un autre monde est possible, elle en construit l'idée, la valide et la rend accessible. JPL.

Les déplacements de population dus au changement climatique



Amélie Mayoussier
Ed. L'Harmattan,
2013, 124 p., 14 €

Les conséquences du changement climatique se font déjà sentir, le nombre de déplacés (internes ou externes) devrait exploser au 21e siècle (250 millions prévus d'ici 2050). Même si la priorité est d'agir sur les causes du changement climatique, il est nécessaire d'envisager les moyens de faire face à ses conséquences migratoires et humanitaires dans le respect des droits des personnes et des peuples. Ce livre expose avec une grande clarté l'état des débats et des avancées sur le sujet, du côté du droit international. L'auteure aborde les différentes situations en cause (fonte des glaces, augmentation du niveau de la mer, désertification, catastrophes de type ouragans), les outils du droit existants (droit humanitaire, environnemental, des migrants, droits humains) et leurs limites face à ces nouveaux enjeux climatiques, et expose les différentes pistes régionales ou internationales en élaboration pour s'y adapter. Le résultat est étonnamment accessible pour un livre de « droit ». GG

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

B. D.

Plogoff

Alexis Horellou
et Delphine Le Lay
Ed. Delcourt
2013 - 192 p. - 14,95 €

Plogoff, commune située à la Pointe du Raz, en Bretagne, apprend dans les années 1970 qu'elle a été retenue pour la construction d'un réacteur nucléaire. Bien sûr, le président de l'époque, Giscard, a prévenu qu'aucune centrale ne serait imposée à une population qui s'y oppose. Alors les habitants locaux, puis la Bretagne entière s'y oppose et en 1981, à son arrivée au pouvoir, Mitterrand annule projet. Cette bande dessinée retrace fort bien la mobilisation des habitants à partir de leurs témoignages. Un bon rappel que la lutte peut payer. MB.

C'est la crise

Eric Appéré
Ed. Des Ronds dans l'O
2013 - 32 p. - 11 €

Kevin et Jean-Johnny, deux enfants de la banlieue échangent sur leur quotidien. Par scène d'une demi-page à chaque fois, autant de réflexions sinistrement drôles de la vie des plus pauvres : Pôle Emploi, stages, charité, violences conjugales, alcoolisme… et heureusement entraide et amitié. Un des gamins pique des gâteaux aux Restos du Cœur pour pouvoir, pour une fois, faire un don au Secours Populaire ! L'auteur, éducateur spécialisé, ne fait qu'exagérer un poil la réalité. FV.

Toi au moins, tu es mort avant



Daniel Casanave,
Sylvain Ricard, Myrto Reiss
Ed. Futuropolis
2013 - 192 p. - 24 €

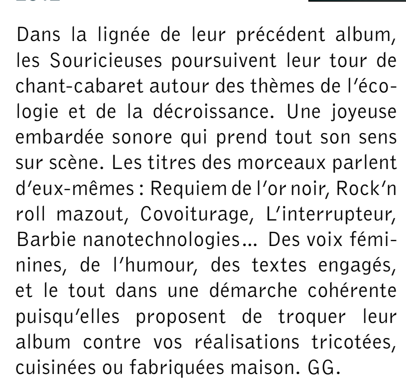
En Grèce, Chronis Missios, jeune militant communiste est arrêté en 1947 en pleine guerre civile. Il refusera toujours de renier ses engagements, ce qui lui vaudra d'être condamné à mort puis à la détention à perpétuité et le fera rester en prison une vingtaine d'années. Mort en 2012, il avait raconté sa vie dans un roman édité en 1985. C'est celui-ci qui est mis en BD. On y découvre la Grèce depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à la chute de la dictature des colonels en 1974. Si l'histoire est bien narrée pendant les années de prison, on regrettera que ne soit que survolée l'évolution du parti communiste lorsqu'il sera légalisé et sa marginalisation actuelle dans la vie politique grecque. Une belle histoire de résistance à mettre en parallèle avec la crise actuelle. FV.

Musique

Les souris vertes dé-crôââssent

Les Souricieuses

www.souricieuses.com
2012



Dans la lignée de leur précédent album, les Souricieuses poursuivent leur tour de chant-cabaret autour des thèmes de l'écologie et de la décroissance. Une joyeuse embardée sonore qui prend tout son sens sur scène. Les titres des morceaux parlent d'eux-mêmes : Requiem de l'or noir, Rock'n roll mazout, Covoiturage, L'interrupteur, Barbie nanotechnologies… Des voix féminines, de l'humour, des textes engagés, et le tout dans une démarche cohérente puisqu'elles proposent de troquer leur album contre vos réalisations tricotées, cuisinées ou fabriquées maison. GG.

Bilan et perspectives

Reno Bistan

Athos Production
11 titres, 35 mn, 2012, 15 €

Avec humour et sans modération, Reno Bistan prend le temps de vivre et de flâner le long des boulevards poétiques et quelquefois cyniques du quotidien. À travers des tranches de vie que l'on sent vécues il distille des chansons qui traînent leur couplet et leur mélodie le long de votre cortex et vous prennent par surprise. Leur simplicité cache une grande sensibilité. Laissez-vous attraper par ses histoires d'amour, de chômage et d'autres thématiques universelles qui sauront vous toucher avec les mots justes et rythmés de Reno. Vous ressortirez de l'écoute de cet album heureux, gai, mais avec un fond de questionnement sur ce monde dans lequel Reno promène sa guitare. JP.

Films

Transition au pays, aventure lotoise

Frédéric Sibille
Atout anglais,
46360 Sénaillac-Lauzès
transition.lot@laposte.net
2013 - 66 mn - 10 €

Voici un bien utile complément à notre dossier de janvier sur les alternatives dans le département du Lot. Une heure d'entretiens et de visites de lieux entrant dans une démarche de transition, des réflexions sur l'après-pétrole, le changement climatique et la sobriété. Le film a été réalisé grâce à des financements participatifs et des subventions et est agréablement complété par un annuaire de 28 pages qui donne tous les contacts des lieux présentés. Une heureuse initiative qui pourrait inspirer bien d'autres départements. MB.

Nous avons également reçu…

■ **La terre, une marchandise ? Agriculture et mondialisation capitaliste,** *sous la direction de Thierry Pouch, revue internationale de recherches et de synthèses en sciences sociales, éd. L'Harmattan, 2012, 314 p. 32 €.* Au moment où les multinationales et les Etats se lancent dans l'accaparement à grande échelle des terres agricoles pour des usages pas forcément liés à l'alimentation, est-il encore possible d'avoir une politique en faveur des paysans et de protéger la petite exploitation familiale ? Un ensemble d'articles sur la question.

■ **Les bienfaits de la vélocipédie,** *anthologie établie par Pierre Thiesset, éd. Le Pas de Côté, 2013, 254 p. 16 €.* Entre 1860 et 1900, l'essor de la bicyclette provoque des débats passionnés. Alors que la voiture se traine encore, les deux roues peuvent-ils prendre la place du cheval ? Est-ce que cela est bon pour la santé ? Est-ce que c'est dangereux en ville et à la campagne ? Est-ce que les femmes peuvent monter sur un vélo ? Les amoureux de la petite reine découvriront ici les arguments pour et contre le vélo dont ceux d'un quotidien entièrement consacré à sa promotion.

■ **La montagne habitée,** *Paul-André Coumes, éd. du Rouergue, 2013, 190 p. 33,50 €.* Beau livre de photos réalisées dans le cadre d'un suivi de l'activité d'une ferme dans le Haut-Jura avec le retour de nouvelles générations. Surtout des photos naturalistes et seulement quelques-unes sur le travail à la ferme.

■ **Céréales, la plus grande saga que le monde ait vécue,** *Jean-Paul Collaert, éd. Rue de l'Echiquier, 2013, 640 p. 25 €.* Les céréales constituent la base de notre alimentation. L'auteur, ingénieur agronome, retrace ici l'histoire de la culture des céréales et de l'humanité, comment elles ont commencé à être cultivées, diffusées dans le monde, comment les rendements ont augmenté, comment elle façonnent nos paysages, l'épuisement des sols, le maïs avec ses énormes besoin en eau, la question des agrocarburants, le contrôle des semences, les méthodes bio, les OGM, la PAC, le commerce international, comment peut-on nourrir le monde… et puis des parties plus techniques sur les usages que l'on fait de ces céréales dans notre alimentation, la question du gluten, des levures et du levain, du pain, des nouilles et de la bière, leur évocation dans les arts, et pour finir, sur environ un tiers du livre, une partie botanique et agronomique céréale par céréale. Une mine sur le sujet.

■ **Tourisme responsable,** *éd. Le routard, 2013, 180 p. 10 €.* La mobilité étant l'une des premières causes de notre excès d'utilisation de la planète, comment peut-on défendre l'idée du tourisme ? Le Routard s'y essaie, mais, disons-le, sans nous convaincre. Demain les avions seront moins polluants grâce à l'usage des agrocarburants. Ici les écovillages sont gérés par Pierre & Vacances ; avoir des lampes économes vous fait classer dans le tourisme vert… Il y a quelques initiatives intéressantes mais noyées dans du grand n'importe quoi.

■ **La spirale aromatique,** *Irmela Erckenbrecht, éd. La Plage, 2013, 144 p. 15,50 €.* Un petit livre pour vous expliquer comment optimiser votre jardin sur une faible surface, une spirale inspirée de la permaculture sur laquelle on peut placer un grand nombre d'aromates : le sommet sec, l'arrière à l'ombre, le bas humide permettent de multiplier les écosystèmes et donc le nombre des plantes sur une petite surface. Un guide pratique pour en réaliser une soi-même.

■ **Nouveau manifeste du naturalisme intégral,** *Frans Krajcberg et Claude Mollard, éd. Critère, 2013, 20 p. 3 €.* Ce manifeste, qui reprend un texte paru en 1978, revendique un art en accord avec la nature et loin de la marchandisation mondiale actuelle. Il prône l'engagement de l'artiste, qui ne doit pas être le décorateur des maîtres du monde.

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Rejoignez un relais local

> Aube.
Labo univ'X (groupe Silence)
15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com,
tél. : 06 66 56 01 60
http://rencontres3.free.fr

> Ariège et sud Haute-Garonne.
Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75,
jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> Besançon. Martine Lionnet
tél. : 03 81 83 35 95

> Bretagne.
Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont,
tél. : 02 99 07 87 83

> Drôme. Patricia et Michel Aubart,
obarm@laposte.net,
tél. : 06 84 51 26 30

> Est-Puy-de-Dôme.
Jean-Marc Pineau,
Marette, 63290 Paslières,
pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> Hérault. Valérie Cabanne
tél. : 04 99 64 32 44
cabvalerie@yahoo.fr

> Loire-Atlantique.
Nicolas Cassagnau
9 av. Maryse Bastié, 44400 Rezé
tél. : 09 81 11 15 52
nicolas.cassagnau@bbox.fr

> Paris. Mireille Oria,
mireille.oria@wanadoo.fr
tél. : 01 43 57 20 83

> Pays-Bas (Lattaye et Delft)
silence.paysbas@gmail.com

> Saône-et-Loire.
Michel à Saint-Boil
tél. : 03 85 44 06 40 ;
Annabelle à Chalon sur Saône
tél. : 03 85 93 57 54
silence71@orange.fr

Devenez Réd'acteur

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit**.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec* S!lence *!*

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à Silence à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une **réduction d'impôt égale à 66 %** du montant de votre don.



















Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :
IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique,
98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 2e trimestre 2013 - **Tirage :** 5350 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Marie-Pierre Najman, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret www.free-pao.fr - **Dessins :** P. Ballouhey, Coco, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Armor Green, Marie Barral, A.-M. Chabot, Guillaume de Crop, Alok Das, Emmanuel Dubost, Kepa Etchandy, Francesco Gattoni, David Guttenfelder, Mark Håkansson, Fabien Jeannot, Kyodo, Les Gibbon, Liebherr, Sylvain Marcelli, Alexis Morain - EDF, Corentin Morvan, NPA, Elisabeth Penashue, Sylvie Roche, Johann Rousselot, Survival International, Tehelka 2011, Chiara Tolomelli - **Et pour ce n° :** Didier Anger, Marie Barral, Jacques Chiron, Geneviève Coiffard-Grosdoy, Jean-Pierre Dacheux, Dominique Lalanne, Sylvain Marcelli, Quelques Opposants à Center Parcs, Réseau Sortir de nucléaire, Michel Scrive, Survival, Nelly Verdier - **Couverture :** D.R. / Photomontage Damien Bouveret - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Base de données :** Régis Delhomme - **Réseau informatique :** Jean-Marc Luquet - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

Commandes

403


402


401


Numéros disponibles

- ☐ 376 Les murs, médias alternatifs
- ☐ 377 Élues et Genre
- ☐ 378 Apprendre sans école
- ☐ 380 Les frontières de la non-violence
- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet
- ☐ 409 Un autre cercle est possible
- ☐ 410 L'agonie du nucléaire
- ☐ 411 Déraciner le racisme
- ☐ 412 Slow des lents demains qui chantent ?
- ☐ 413 Résister aux grands projets inutiles

Numéros régionaux

- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €). Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres

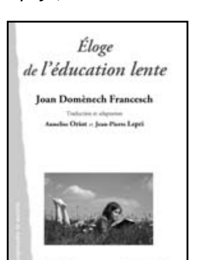


☐ **Les 600 dates de l'écologie 84 p. - 12 €**

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.

☐ **Manuel de transition 212 p. - 20 €**

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.



☐ **Éloge de l'éducation lente 128 p. - 13,50 €**

Frais de port :
- métropole : 3 €
- étranger : 4,5 €

Commandes groupées, nous consulter.

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées : MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : ______

Prénom : ______

Adresse : ______

______

Code Postal : ______ Ville : ______

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

______

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐...... € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : ______

Adresse : ______

Code Postal : ______ Ville : ______

Titulaire du compte

Nom et prénom : ______

Adresse : ______

______

Code Postal : ______ Ville : ______

Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517	NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER : **Silence** 9, rue Dumenge 69317 LYON Cedex 04	Date et signature obligatoires :

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Le camion d'alimentation générale culturelle



Tout est fait pour amener la culture jusque dans le plus petit village

Le conteur sait captiver son auditoire

Atelier photos et costumes



Fanfare



Série de photos de Sylvie roche, réalisée pendant la tournée 2011 et 2012 sur les métiers traditionnels de proximité et qui sera exposée en grand sur le bord des routes durant l'été 2013.

La Fanfarrosoir, la seule fanfare capable de faire pleuvoir en cas de sécheresse et de faire sécher en cas d'averse. 15 musiciens et musiciennes admirables, enragés, généreux, complices emmenés par Alain Rellay et Jean Paul Autin qui furent des piliers de l'ARFI.

Soyons fous ! Klaxonnons ensemble ! Rencontrons nous ! Agissons en faveur des territoires et des commerces de proximité. C'est ainsi que le ThéATr'éPROUVèTe incite les habitants de la Nièvre à les inviter.

En 2013, pour la troisième fois, la camionnette d'Alimentation générale culturelle va reprendre la route. Des artistes et des intellectuels de tout poil, musiciens, plasticiens, danseurs, chanteurs, gens de théâtre, philosophes, sociologues, scientifiques, écrivains, poètes, jardiniers... vont vivre ensemble au rythme du commerce ambulant.

Mais ici « la marchandise » peut-être parfois rétive, habituée qu'elle est à des formes de présentations conventionnelles et uniques. Par bonheur, l'esprit d'aventure est resté vivace chez certains artistes et intellectuels.

Cette aventure particulière interroge les modes de circulation et de présentation pour ce qui est de l'art et de la connaissance.

■ ThéATr'éPROUVèTe
l'Abbaye du Jouïr
58800 Corbigny
Tél : 03 86 20 05 17
www.theatreprouvette.fr